

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/32560]

14 JUILLET 2021. — Décret relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° absence de faute ou de négligence : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'une personne protégée ou d'un sportif récréatif, pour toute violation de l'article 6, 1°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

2° absence de faute ou de négligence significative : démonstration, par le sportif ou l'autre personne, telle que visée au 65°, du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'une personne protégée ou d'un sportif récréatif, pour toute violation de l'article 6, 1°, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme;

3° activités antidopage : éducation et information antidopage, planification de la répartition des contrôles, gestion d'un groupe cible enregistré, gestion des passeports biologiques de l'athlète, réalisation de contrôles, organisation de l'analyse des échantillons, recueil de renseignements et réalisation d'enquêtes, traitement des demandes d'AUT, gestion des résultats, supervision et exécution du respect des conséquences imposées, et toutes les autres activités liées à la lutte contre le dopage effectuées par une organisation antidopage ou pour son compte selon les dispositions du Code et/ou des standards internationaux ;

4° activité sportive : toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif(s) l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition, à tous les niveaux, en ce compris les activités organisées et pratiquées, en dehors de toute compétition, dans des salles de fitness;

5° ADAMS : système d'administration et de gestion antidopage, soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données;

6° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances, dans leur ensemble, démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

7° aide substantielle : aux fins de l'article 10.7.1 du Code, une personne qui fournit une aide substantielle doit :

1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée ou dans un entretien enregistré, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage ou d'autres procédures décrites à l'article 10.7.1.1 du Code, et

2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de l'affaire ou de la procédure poursuivie, ou, si l'affaire ou la procédure n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire ou une procédure pourrait reposer;

8° AMA : l'Agence Mondiale Antidopage, fondation de droit suisse, créée le 10 novembre 1999;

9° annulation : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 20°, a);

10° audience préliminaire : aux fins de l'article 7.4.3 du Code, portant sur les principes applicables aux suspensions provisoires, audience sommaire et accélérée, préalable à la tenue de l'audience prévue à l'article 8 du Code, qui implique la notification au sportif et lui donne la possibilité de s'exprimer par écrit ou oralement;

11° AUT : autorisation d'usage à des fins thérapeutiques ; une AUT permet à un sportif atteint d'une affection médicale d'utiliser une substance interdite ou une méthode interdite, dans le respect de l'article 4.4 du Code et du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, pour autant que le sportif soit en mesure d'établir, par la prépondérance des probabilités, que chacune des conditions suivantes est satisfaite :

a) la substance interdite ou la méthode interdite en question est nécessaire au traitement d'une affection médicale diagnostiquée, étayée par des preuves cliniques pertinentes ;

b) l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite ne produira pas, par la prépondérance des probabilités, une amélioration de la performance au-delà de celle attribuable au retour à l'état de santé normal du sportif après le traitement de son affection médicale ;

c) la substance ou la méthode interdite est un traitement indiqué pour l'affection médicale et il n'existe aucune alternative thérapeutique raisonnable autorisée;

d) la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas une conséquence partielle ou totale de l'usage antérieur, sans AUT, d'une substance ou méthode qui était interdite au moment de son usage;

12° chaperon: agent officiel dûment formé, et autorisé par l'autorité de prélèvement des échantillons, à exécuter des tâches spécifiques, y compris une ou plusieurs des tâches suivantes, au choix de l'autorité de prélèvement des échantillons : la notification du sportif sélectionné pour un prélèvement d'échantillon ; l'accompagnement et l'observation du sportif jusqu'à son arrivée au poste de contrôle du dopage; l'accompagnement et l'observation de sportifs présents au poste de contrôle du dopage; et/ou l'observation et la vérification du prélèvement de l'échantillon, si sa formation spécifique est suffisante pour effectuer ces tâches. Les chaperons formés et désignés par l'ONAD Communauté française ou reconnus par celle-ci peuvent également, sur demande ou avec l'accord de l'ONAD Communauté française, participer à des activités en matière de prévention, d'éducation et/ou de sensibilisation à l'antidopage ;

13° CIDD: Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage, instance disciplinaire, ayant la forme juridique d'une association sans but de lucre, telle que visée et dont les compétences, les principes et conditions sous-tendant le fonctionnement sont prévus à l'article 23;

14° circonstances aggravantes : circonstances impliquant un sportif ou une autre personne ou actions entreprises par un sportif ou une autre personne, susceptibles de justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue que la sanction standard. Ces circonstances et actions incluent notamment les cas suivants : le sportif ou l'autre personne a fait usage ou a été en possession de plusieurs substances interdites ou méthodes interdites, a fait usage ou a été en possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite en plusieurs occasions ou a commis plusieurs autres violations des règles antidopage ; un individu normal bénéficierait selon toute probabilité des effets de la ou des violation(s) des règles antidopage entraînant une amélioration des performances au-delà de la période de suspension normalement applicable ; le sportif ou l'autre personne a adopté un comportement trompeur ou obstructionniste pour éviter la détection ou la sanction d'une violation des règles antidopage ; ou le sportif ou l'autre personne a commis une falsification durant la gestion des résultats. Pour dissiper tout doute, les exemples de circonstances et de comportements décrits ci-dessus ne sont pas exclusifs, et d'autres circonstances ou comportements similaires peuvent également justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue ;

15° Code : Code mondial antidopage, adopté par l'AMA, le 5 mars 2003, à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO et ses modifications ultérieures;

16° Comité International Olympique : en abrégé C.I.O., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1^{er} novembre 2000;

17° Comité International Paralympique : en abrégé C.I.P., organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, fondée le 22 septembre 1989 et dont le siège est situé à Bonn;

18° Comité National Olympique : organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité olympique et interfédéral belge, ci-après le «C.O.I.B.»;

19° compétition : une course unique, un match, une partie ou une épreuve unique. Par exemple, un match de basket-ball ou la finale du 100 mètres en athlétisme. Dans le cas des courses par étapes et autres épreuves où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée;

20° conséquences des violations des règles antidopage, ci-après «conséquences» : la violation, par un sportif ou une autre personne, d'une règle antidopage, peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) annulation : ce qui signifie que les résultats du sportif dans une compétition ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix;

b) suspension : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, conformément à l'article 10.14 du Code;

c) suspension provisoire : ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne de participer à toute compétition ou activité, dans le sens de l'article 10.14 du Code, jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 du Code;

d) conséquences financières : ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage;

e) divulgation publique : ce qui signifie la divulgation ou la distribution d'informations au grand public ou à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable, conformément à l'article 14 du Code. Les équipes, dans les sports d'équipe, peuvent également se voir imposer des conséquences, conformément aux dispositions de l'article 11 du Code;

21° conséquences financières : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 20°, d);

22° contrôle : partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des contrôles, le prélèvement des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire;

23° contrôle ciblé : contrôle programmé sur un sportif ou un groupe de sportifs spécifiquement sélectionnés en vue de contrôle à un moment précis, conformément aux critères repris dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes;

24° contrôle du dopage : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel et à l'application des conséquences, en passant par toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, y compris, mais pas exclusivement, les contrôles, les enquêtes, la localisation, les AUT, le prélèvement et la manipulation des échantillons, les analyses de laboratoire, la gestion des résultats, ainsi que les enquêtes ou les procédures liées aux violations de l'article 10.14 du Code ;

25° contrôle en compétition : dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la fédération internationale ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée dans la période indiquée au 34° ;

26° contrôle hors compétition : contrôle qui n'a pas lieu en compétition;

- 27° contrôle inopiné : prélèvement d'échantillons sans avertissement préalable du sportif, et au cours duquel celui-ci est accompagné en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon;
- 28° Convention de l'UNESCO : Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée, le 19 octobre 2005, par la Conférence générale de l'UNESCO et rendue applicable, en Communauté française, par le décret du 1^{er} février 2008 portant assentiment à la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris le 19 octobre 2005;
- 29° divulguer publiquement : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 20°, e);
- 30° document technique : document adopté et publié par l'AMA en temps opportun, contenant des exigences techniques obligatoires portant sur des sujets antidopage spécifiques énoncés dans un standard international ;
- 31° durée de la manifestation : période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation;
- 32° échantillons ou prélèvement : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage;
- 33° éducation : processus consistant à inculquer des valeurs et à développer des comportements qui encouragent et protègent l'esprit sportif et à prévenir le dopage intentionnel et involontaire ;
- 34° en compétition : période commençant à 23h59 la veille d'une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de prélèvement d'échantillons lié à cette compétition. Il est cependant précisé que l'AMA peut approuver, pour un sport donné, une définition alternative si une fédération internationale apporte une justification valable qu'une telle définition différente est nécessaire pour son sport. Si l'AMA y donne son approbation, la définition alternative sera suivie par toutes les organisations responsables de grandes manifestations pour le sport en question ;
- 35° entente sous réserve de tous droits : aux fins des articles 10.7.1.1 et 10.8.2 du Code, entente écrite entre une organisation antidopage et un sportif ou une autre personne qui autorise le sportif ou l'autre personne à fournir des informations à l'organisation antidopage dans un contexte spécifique assorti de délais définis, étant entendu que si un accord pour aide substantielle ou un accord de règlement d'une affaire n'est pas finalisé, les informations fournies par le sportif ou l'autre personne dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par l'organisation antidopage contre le sportif ou l'autre personne dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code, et que les informations fournies par l'organisation antidopage dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par le sportif ou l'autre personne contre l'organisation antidopage dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code. Une telle entente n'empêchera pas l'organisation antidopage, le sportif ou l'autre personne d'utiliser les informations ou moyens de preuve obtenus de la part d'une source sauf dans le contexte spécifique assorti de délais définis décrit dans l'entente ;
- 36° falsification : conduite intentionnelle qui altère le processus de contrôle du dopage, mais sans relever par ailleurs de la définition des méthodes interdites. La falsification inclut, notamment, le fait d'offrir ou d'accepter un pot-de-vin pour effectuer ou s'abstenir d'effectuer un acte, d'empêcher le prélèvement d'un échantillon, d'entraver ou d'empêcher l'analyse d'un échantillon, de falsifier des documents soumis à une organisation antidopage, à une commission d'AUT ou à une instance d'audition, de procurer un faux témoignage de la part d'un témoin, de commettre tout autre acte frauduleux envers l'organisation antidopage ou l'instance d'audition en vue d'entraver la gestion des résultats ou l'imposition de conséquences, ainsi que toute autre ingérence ou tentative d'ingérence intentionnelle similaire de tout aspect du contrôle du dopage;
- 37° faute : tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée lié à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un sportif ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience du sportif ou de l'autre personne, la question de savoir si le sportif ou l'autre personne est une personne protégée, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le sportif, ainsi que le degré de diligence exercé par le sportif en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le sportif ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un sportif perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que le sportif n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension, au titre des articles 10.6.1 ou 10.6.2 du Code;
- 38° fitness: ensemble d'activités sportives, pratiquées seul ou en groupe, dans une salle de fitness et qui ont, notamment, pour objectif(s) le bien-être physique, l'effort physique ou le renforcement musculaire, à l'exception des activités de soins ou de révalidation médicale;
- 39° gestion des résultats : processus incluant la période située entre la notification au sens de l'article 5 du Standard international pour la gestion des résultats, ou, dans certains cas, par exemple en cas de résultat atypique, pour le passeport biologique de l'athlète, ou en cas de manquement aux obligations en matière de localisation, les étapes préalables à la notification expressément prévues à l'article 5 du Standard international pour la gestion des résultats, en passant par la notification des charges et jusqu'à la résolution finale de l'affaire, y compris la fin de la procédure d'audition en première instance ou en appel, si un appel a été interjeté ;
- 40° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 41° groupe cible de la Communauté française : groupe de sportifs d'élite identifiés par l'ONAD Communauté française en raison de leur affiliation sportive à une organisation sportive relevant exclusivement des compétences de la Communauté française ou, en raison du lieu de leur résidence principale sur le territoire de la région de langue française, dans le cas d'une affiliation à une fédération sportive restée nationale, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre des données de localisation, conformément à l'article 22;
- 42° groupe cible enregistré : groupe de sportifs d'élite de haute priorité identifiés par une fédération internationale ou par une ONAD, comme étant assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.5 du Code et dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté française, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie A, conformément à l'article 22;
- 43° hors compétition : toute période qui n'est pas en compétition;
- 44° indépendance institutionnelle : en appel, les instances d'audition seront totalement indépendantes sur le plan institutionnel de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats. Elles ne doivent donc en aucune manière être administrées par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats ni lui être liées ou assujetties ;

45° indépendance opérationnelle : Cela signifie (1) qu'aucun membre du conseil, membre du personnel, membre d'une commission, consultant ou officiel de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats ou de ses affiliés (par exemple fédération ou confédération membre) ni aucune personne impliquée dans l'enquête et la phase préalable de l'instruction ne peuvent être nommés membres et/ou greffiers (dans la mesure où le greffier est impliqué dans les délibérations et/ou la rédaction de la décision) des instances d'audition de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats et (2) que les instances d'audition seront en mesure de réaliser la procédure d'audition et de prise de décision sans ingérence de la part de l'organisation antidopage ou d'un tiers. L'objectif est de veiller à ce que les membres de l'instance d'audition ou les individus intervenant d'une autre manière dans la décision de l'instance d'audition ne soient pas impliqués dans l'instruction ni dans toute phase préalable à la prise de décision ;

46° limite de décision : valeur du résultat d'une substance à seuil dans un échantillon au-delà de laquelle un résultat d'analyse anormal doit être rapporté, telle que définie dans le Standard international pour les laboratoires ;

47° liste des interdictions : liste identifiant les substances interdites et les méthodes interdites, telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO et mise à jour par l'AMA;

48° manifestation : série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (exemple : les Jeux Olympiques, les Championnats du Monde des Fédérations internationales, etc.);

49° manifestation internationale : manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une Fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation;

50° manifestation nationale : manifestation ou compétition sportive qui n'est pas une manifestation internationale et qui implique des sportifs de niveau international ou des sportifs de niveau national;

51° marqueur : composé, ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

52° métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation;

53° méthode interdite : toute méthode décrite comme telle dans la liste des interdictions;

54° méthode spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, aucune méthode interdite ne sera considérée comme une méthode spécifiée si elle n'est pas identifiée comme telle dans la liste des interdictions ;

55° mineur : personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans;

56° niveau minimum de rapport : concentration estimée d'une substance interdite ou de ses métabolite(s) ou marqueur(s) dans un échantillon en dessous de laquelle les laboratoires accrédités par l'AMA ne devraient pas rapporter l'échantillon en tant que résultat d'analyse anormal ;

57° ONAD Communauté française: ONAD désignée, par et pour la Communauté française, comme étant l'ONAD, signataire du Code, au sens et conformément à l'article 23.1.1 du Code;

58° organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une activité sportive;

59° organisation antidopage : l'AMA ou un signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage;

60° organisation nationale antidopage : en abrégé «ONAD», désigne la ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons et de la gestion des résultats des contrôles, au plan national;

61° organisations responsables de grandes manifestations : associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre;

62° organisation sportive : les fédérations sportives, fédérations sportives handisport, fédérations sportives non-compétitives, associations sportives multidisciplinaires, associations sportives handisport de loisir, fédérations sportives scolaires et associations sportives dans l'enseignement supérieur, telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;

63° participant : tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif;

64° passeport biologique de l'athlète : programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires;

65° personne : personne physique ou organisation ou autre entité;

66° personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, responsable d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance;

67° personne protégée : tout sportif ou toute personne physique qui, au moment de la violation d'une règle antidopage : (i) n'a pas atteint l'âge de seize ans ; (ii) n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans et n'est inclus dans aucun groupe cible enregistré et n'a jamais concouru dans une manifestation internationale sans restriction de catégorie ; ou (iii) pour d'autres raisons que l'âge, a été reconnu comme ne disposant pas de tout ou partie de la capacité juridique, selon le droit national applicable ;

68° possession : possession physique ou de fait, qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où une substance/méthode interdite se trouve. Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où la substance/méthode interdite se trouve, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant

explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat, y compris par un moyen électronique ou autre, d'une substance interdite ou méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui effectue cet achat;

69° produit contaminé : produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur internet;

70° programme des observateurs indépendants : équipe d'observateurs et/ou d'auditeurs placée sous la supervision de l'AMA, qui observent le processus de contrôle du dopage et fournissent des conseils avant ou pendant certaines manifestations et rendent compte de leurs observations dans le cadre du programme de supervision de la conformité de l'AMA ;

71° responsabilité objective : règle qui stipule qu'en vertu de l'article 6, 1° et 2°, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage;

72° responsable antidopage d'une salle de fitness labellisée: responsable antidopage désigné par l'exploitant d'une salle de fitness labellisée, en vertu du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité;

73° résultat atypique : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi;

74° résultat d'analyse anormal : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard international pour les laboratoires, établit la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs ou l'usage d'une méthode interdite;

75° résultat de passeport anormal : rapport identifié comme un résultat de passeport anormal, tel que décrit dans les Standards internationaux applicables;

76° résultat de passeport atypique : rapport identifié comme un résultat de passeport atypique, tel que décrit dans les Standards internationaux applicables;

77° salle de fitness: espace intérieur, ouvert au public, à titre gratuit ou onéreux, dans lequel sont proposées et organisées des activités de fitness, y compris en dehors de toute compétition;

78° salle de fitness labellisée: salle de fitness labellisée, telle que visée à l'article 1er, 12°, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité;

79° signataires : entités qui ont accepté le Code et se sont engagées à le mettre en œuvre, conformément à l'article 23 du Code;

80° sites de la manifestation : sites désignés à cette fin par l'organisation responsable de la manifestation;

81° sport d'équipe : sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition;

82° sportif : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de sportif d'élite;

83° sportif amateur : tout sportif qui n'est pas un sportif d'élite de niveau national ou international;

84° sportif d'élite : tout sportif qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ou au niveau national, comme défini au 89° ;

85° sportif d'élite de catégorie A : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie A;

86° sportif d'élite de catégorie B : sportif d'élite de niveau national, qui pratique un sport d'équipe, dans une discipline telle que reprise en annexe, en catégorie B;

87° sportif d'élite de catégorie C : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline sportive non reprise en annexe;

88° sportif d'élite de niveau international : tout sportif d'élite qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale;

89° sportif d'élite de niveau national : sportif dont la fédération internationale a signé le Code et est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnue par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de l'Association mondiale des fédérations internationales de Sport (GAISF), qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants :

a) il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau;

b) il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée;

c) il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée : jeux olympiques, jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe;

d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux points a), b) ou c);

90° sportif récréatif : tout sportif amateur ; cependant, ce terme exclut tout sportif qui, au cours des 5 ans qui précèdent une violation des règles antidopage, a été un sportif d'élite de niveau international ou national, a représenté un pays lors d'une manifestation internationale sans restriction de catégorie ou a été inclus dans un groupe cible enregistré, dans un groupe cible national ou dans tout autre groupe cible soumis à des obligations de localisation par une Fédération internationale ou une ONAD ;

91° sport individuel : tout sport qui n'est pas un sport d'équipe;

92° Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard international, par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures, suffit pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard international en question sont correctement exécutées. Les Standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions;

93° substance d'abus : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, les substances d'abus comprennent les substances interdites qui sont spécifiquement identifiées comme des substances d'abus dans la liste des interdictions parce qu'elles donnent souvent lieu à des abus dans la société en dehors du contexte sportif ;

94° substance interdite : toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la liste des interdictions;

95° substance spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, toutes les substances interdites sont des substances spécifiées sauf mention contraire dans la liste des interdictions;

96° suspension : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 20°, b);

97° suspension provisoire : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 20°, c);

98° TAS : Tribunal Arbitral du Sport, institué au sein de la fondation de droit suisse «Conseil international de l'arbitrage en matière de sport»;

99° tentative : conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative;

100° tiers délégué : toute personne à qui une organisation antidopage délègue tout aspect du contrôle du dopage ou des programmes d'éducation antidopage, y compris, mais pas exclusivement, des tiers ou d'autres organisations antidopage qui procèdent au prélèvement des échantillons, fournissent d'autres services de contrôle du dopage ou réalisent des programmes d'éducation antidopage pour l'organisation antidopage, ou des individus faisant office de sous-traitants indépendants qui assurent des services de contrôle du dopage pour l'organisation antidopage, par exemple des agents de contrôle du dopage non-salariés ou des chaperons. Cette définition n'inclut pas le TAS ;

101° trafic : vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers ou possession à cette fin d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, physiquement, par moyen électronique ou par un autre moyen, par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne assujettie à l'autorité d'une organisation antidopage. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes ou licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive;

102° usage : utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

CHAPITRE II. — *Education, information et prévention en matière de lutte contre le dopage*

Art. 2. Conformément à l'article 18 du Code et aux exigences énoncées dans le Standard international pour l'éducation, l'ONAD Communauté française élabore, met en œuvre, supervise, évalue et promeut un programme cohérent d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage.

Le programme visé à l'alinéa 1^{er} vise à promouvoir et à inculquer les valeurs et les principes du sport propre et sans dopage, à préserver l'esprit sportif et à protéger la santé des sportifs et leur droit de concourir sur un pied d'égalité.

Dans le respect des principes et des objectifs généraux décrits à l'alinéa 2, le programme visé à l'alinéa 1^{er} a notamment pour objectifs plus spécifiques et complémentaires de sensibiliser, de fournir des informations exactes et de développer les capacités décisionnelles des sportifs, notamment celles des mineurs et des sportifs amateurs, afin de prévenir toute violation intentionnelle ou involontaire des règles antidopage.

Le programme visé à l'alinéa 1^{er} se décline via différents supports, projets, sous-programmes, actions, outils et/ou méthodologies adapté(s) à l'âge, au niveau des sportifs, ainsi qu'à leur éventuel niveau d'éducation antérieur.

Pour l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation, le développement et/ou la promotion du programme visé à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française développe toute coopération appropriée, notamment avec l'AMA, d'autres signataires, le mouvement sportif, le Gouvernement, les Universités et/ou avec les établissements d'enseignements.

Sans préjudice de l'article 4, le Gouvernement détermine les principes et modalités complémentaires pour la mise en œuvre du présent article.

Art. 3. Conformément à l'article 2, alinéa 5, les organisations sportives, les sportifs, le personnel d'encadrement des sportifs, les organisateurs, les gérants et les responsables des salles de fitness, les gérants et les responsables antidopage des salles de fitness labellisées, les médecins contrôleurs, les chaperons et, plus généralement, toute personne telle que visée à l'article 1^{er}, 65°, sont encouragés à participer à la mise en œuvre, au développement et/ou à la promotion du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}.

La participation visée à l'alinéa 1^{er}, est basée sur le principe de la souplesse, qui se décline notamment par les éléments suivants :

- a) elle peut prendre différentes formes ;
- b) elle peut se réaliser via différents supports ;
- c) elle est modulable et adaptable en fonction d'éventuels besoins et/ou demandes spécifiques ;
- d) elle est discutée et concertée avec l'ONAD Communauté française ;
- e) elle peut être proposée ou réalisée suite à une demande de l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice des alinéas qui précèdent, chaque organisation sportive diffuse auprès des sportifs, du personnel d'encadrement et des équipes qui lui sont affiliés, les principes et les obligations découlant du présent décret, de ses arrêtés d'application et du Code afin d'en encourager le respect et, plus globalement, afin de promouvoir les valeurs et les objectifs du sport propre et sans dopage.

Le Gouvernement détermine d'éventuels principes et modalités complémentaires pour la mise en œuvre du présent article.

Art. 4. Dans le cadre du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, dans le respect des principes, des objectifs et des dispositions prévu(e)s en vertu de ce même article 2, et sans que la liste qui suit ne soit exhaustive, l'ONAD Communauté française :

- a) identifie plusieurs groupes cibles spécifiques pour ses activités en matière d'éducation ;
- b) propose et met en place différents projets, programmes et/ou outils éducatifs adaptés aux différents groupes cibles identifiés ;

c) propose un support logistique, à destination du groupe cible de la Communauté française, pour soutenir celui-ci dans sa bonne utilisation du logiciel ADAMS ;

d) organise et dispense des formations et/ou des sessions d'information obligatoires à destination du groupe cible de la Communauté française ;

e) propose des formations et/ou des sessions d'information à toute personne, telle que visée à l'article 1er, 65° ;

f) peut organiser et dispenser d'autres formations et/ou sessions d'information obligatoires que celles visées au d), dans les conditions déterminées par le Gouvernement ;

Sans préjudice du f), et de l'article 2, alinéa 6, le Gouvernement peut déterminer d'éventuels principes et modalités complémentaires pour la mise en œuvre du présent article.

CHAPITRE III. — Mesures de lutte contre le dopage

Section I^{re}. — Principes généraux

Art. 5. La pratique du dopage est interdite.

Le présent décret et ses arrêtés d'exécution sont applicables à tout sportif, tout membre du personnel d'encadrement du sportif, toute organisation sportive, tout gérant et tout responsable d'une salle de fitness, tout gérant et tout responsable antidopage d'une salle de fitness labellisée, tout organisateur, tout médecin contrôleur, tout chaperon, toute personne telle que visée à l'article 1er, 65°, à la CIDD, ainsi qu'à l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice de l'alinéa 2, au sein des organisations sportives, les membres de leurs organes dirigeants, leurs administrateurs, leurs directeurs, et leurs employés, ainsi que les tiers délégués et les employés de ces derniers, qui sont impliqués dans toute étape ou procédure du contrôle du dopage, sont également soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Nonobstant l'alinéa 3, les organisations sportives restent toutefois les seules responsables des obligations qui leur incombent en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Sans préjudice de l'alinéa 2, au sein de l'ONAD Communauté française, son ou sa directeur/directrice, ses employés, ainsi que les tiers délégués et les employés de ces derniers, qui sont impliqués dans toute étape ou procédure du contrôle du dopage, sont également soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Nonobstant l'alinéa 5, l'ONAD Communauté française reste toutefois la seule responsable des obligations qui lui incombe en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Conformément aux articles 23.1.1, 23.2.1, 23.2.2, 23.3 et 24.1 du Code et sans préjudice des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, en tant que signataire du Code, l'ONAD Communauté française est responsable, pour la Communauté française, de la mise en œuvre du Code et du programme antidopage de la Communauté française, de manière conforme au Code.

En cohérence avec l'alinéa qui précède et conformément aux articles 24.1.1 et 24.1.2 du Code, dans le cadre de la supervision de la conformité des signataires au Code, qui est exercée par l'AMA, à la demande de celle-ci, l'ONAD Communauté française lui rend compte de sa conformité au Code.

Dans le cadre de l'application de l'alinéa qui précède, le cas échéant, l'ONAD Communauté française fournit, à l'AMA, les explications et informations demandées.

Conformément à l'article 24.1.3 du Code, un défaut de coopération de l'ONAD Communauté française, avec l'AMA, dans le cadre de l'application des alinéas 8 et 9, peut être considéré comme un manquement ou une irrégularité, susceptible d'entraîner in fine la non-conformité, au Code, de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code.

Le cas échéant, les conséquences potentielles en cas de non-conformité au Code et les principes pertinents à la détermination des conséquences à un cas particulier de non-conformité, sont celles et ceux respectivement prévu(e)s à l'article 24.1.12 du Code et à l'article 10 du Standard international pour la conformité au Code des signataires, soit, notamment, parmi ces conséquences, l'inéligibilité de toute candidature à l'organisation de grandes manifestations internationales en Communauté française ou l'inéligibilité à l'obtention du droit d'accueillir des grandes manifestations internationales en Communauté française.

Sans préjudice des alinéas 7 à 11 et conformément aux articles 20.5.1 et 22.8 du Code, l'ONAD Communauté française dispose, vis-à-vis de tout tiers, et notamment vis-à-vis de l'administration des sports, des organisations sportives et du Gouvernement, de l'indépendance et de l'autonomie dans toutes ses décisions et activités opérationnelles.

Les décisions et activités opérationnelles, visées à l'alinéa qui précède, couvrent, notamment:

a) toutes les activités antidopage, telles que définies à l'article 1er, 3° ;

b) la coopération directe avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales, dans le but de mettre en œuvre le Code, ainsi que son programme antidopage, de manière conforme au Code, comme prévu par l'alinéa 7 ;

c) sans préjudice du a), et des articles 2 à 4, l'élaboration et la réalisation d'actions, de projets, de programmes et/ou de campagnes de prévention du dopage, d'information, d'éducation, de communication et/ou de sensibilisation à l'antidopage ;

d) la capacité budgétaire de percevoir des recettes, notamment issues d'amendes administratives, et d'effectuer des dépenses liées à la réalisation des missions de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code.

Sans préjudice et en cohérence avec les alinéas 7 à 13, pour lui permettre de disposer effectivement de l'autonomie et de l'indépendance dans ses décisions et activités opérationnelles, l'ONAD Communauté française est notamment autorisée à:

a) conclure elle-même des conventions, protocoles ou autres accords, en lien direct avec la réalisation de ses missions de signataire du Code, avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales ;

b) disposer et utiliser un logo et/ou une marque propre ;

c) disposer et utiliser un fonds budgétaire propre destiné à la prévention et à la lutte contre le dopage.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 10, il y a lieu d'entendre par dopage :

1° la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif.

Il incombe personnellement à chaque sportif de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme.

Les sportifs sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage fondée sur le 1°.

La violation d'une règle antidopage, en vertu du 1°, est établie dans chacun des cas suivants :

la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A du sportif lorsqu'il renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé;

ou lorsque l'échantillon B est analysé, la confirmation par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A du sportif;

ou lorsque l'échantillon A ou B du sportif est fractionné en deux parties et que l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon fractionné confirme la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans la première partie de l'échantillon fractionné ou que le sportif renonce à l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon fractionné.

A l'exception des substances pour lesquelles une limite de décision est précisée dans la liste des interdictions ou dans un document technique, la présence de toute quantité rapportée d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon d'un sportif constitue une violation des règles antidopage.

A titre d'exception à la règle générale visée au 1°, la liste des interdictions, les standards internationaux et les documents techniques peuvent prévoir des critères particuliers pour rapporter ou pour évaluer certaines substances interdites ;

2° l'usage ou la tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Il incombe personnellement à chaque sportif de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant.

L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage;

3° se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon de la part d'un sportif.

La violation de la règle antidopage visée au 3°, consiste à se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification par une personne dûment autorisée, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas s'y soumettre;

4° manquements aux obligations en matière de localisation de la part d'un sportif.

La violation de la règle antidopage visée au 4°, consiste en toute combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, tels que définis dans le Standard international pour la gestion des résultats, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de la part d'un sportif d'élite de catégorie A;

5° la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage de la part d'un sportif ou d'une autre personne ;

6° la possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par un sportif ou un membre du personnel d'encadrement du sportif ;

Conformément à l'article 2.6.1 du Code, la violation de la règle antidopage visée au 6°, consiste en la possession, en compétition, par un sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite, ou en la possession, hors compétition, par un sportif de toute substance interdite ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée en application de l'article 4.4 du Code ou ne fournisse une autre justification acceptable.

Conformément à l'article 2.6.2 du Code, la violation de la règle antidopage visée au 6°, consiste également en la possession, en compétition, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite, ou en la possession, hors compétition, par un membre du personnel d'encadrement du sportif, de toute substance interdite ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, en lien avec un sportif, une compétition ou un entraînement, à moins que la personne en question n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée à un sportif en application de l'article 4.4 du Code ou ne fournisse une autre justification acceptable ;

7° le trafic ou la tentative de trafic d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par un sportif ou une autre personne;

8° l'administration ou la tentative d'administration, par un sportif ou une autre personne, à un sportif, en compétition, d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou l'administration ou la tentative d'administration, à un sportif, hors compétition, d'une substance interdite ou d'une méthode interdite qui est interdite hors compétition ;

9° la complicité ou la tentative de complicité de la part d'un sportif ou d'une autre personne.

La violation de la règle antidopage visée au 9°, consiste en toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité ou de tentative de complicité impliquant une violation des règles antidopage, une tentative de violation des règles antidopage ou une violation de l'article 10.14.1 du Code par une autre personne;

10° l'association interdite de la part d'un sportif ou d'une autre personne.

La violation de la règle antidopage visée au 10°, consiste en toute association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement du sportif qui :

a) s'il relève de l'autorité d'une organisation antidopage, purge une période de suspension ; ou

b) s'il ne relève pas de l'autorité d'une organisation antidopage, lorsqu'une suspension n'a pas été imposée dans un processus de gestion des résultats conformément au Code, a été condamné ou reconnu coupable dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle, d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue; ou

c) sert de couverture ou d'intermédiaire pour un individu tel que décrit au a) ou au b).

Pour établir une violation de la règle antidopage visée au 10°, l'ONAD Communauté française doit établir que le sportif ou l'autre personne connaissait le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du sportif.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, il incombe au sportif ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement du sportif, telle que décrite au a) ou au b) du 10°, alinéa 2, ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif et/ou que cette association ne pouvait raisonnablement pas être évitée.

Si l'ONAD Communauté française a connaissance d'un membre du personnel d'encadrement d'un sportif répondant aux critères décrits au a), b) ou c), du 10°, alinéa 2, elle soumet confidentiellement cette information à l'AMA ;

11° les actes commis par un sportif ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou les actes de représailles à l'encontre de tels signalements.

Lorsqu'un tel comportement ne constitue pas par ailleurs une violation de la règle antidopage visée au 5°, du présent article, la violation de la règle antidopage visée au 11°, consiste en :

a) tout acte qui menace ou cherche à intimider une autre personne dans le but de la décourager de signaler, de bonne foi, des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code, à l'AMA, à une organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA ou une organisation antidopage ; ou

b) des représailles à l'encontre d'une personne qui, de bonne foi, a fourni des preuves ou des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code, à l'AMA, à une organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA ou une organisation antidopage.

Au titre de la violation de la règle antidopage visée au 11°, alinéas 1^{er} et 2, les représailles, menaces et intimidations incluent tout acte pris à l'encontre d'une telle personne, soit parce que l'acte n'est pas fondé de bonne foi, soit parce qu'il constitue une réponse disproportionnée.

Art. 7. § 1er. La charge de la preuve incombe à l'ONAD Communauté française, laquelle doit établir la violation des règles antidopage visées à l'article 6.

Le degré de preuve auquel l'ONAD Communauté française est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage auprès et à la satisfaction de la CIDD, laquelle appréciera, conformément à l'article 23, § 1er, et § 3, à 6, si une ou plusieurs violations des règles antidopage a/ont été commise(s), ainsi que la gravité de l'allégation.

Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable.

Lorsque le présent décret impose au sportif ou à toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été alléguée, la charge de renverser une présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, sauf dans les cas prévus au § 2, alinéa 2, b) et c), le degré de preuve est établi par la prépondérance des probabilités.

§ 2. Les faits liés aux violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux.

Conformément à l'article 3.2 du Code, les règles suivantes en matière de méthodes d'établissement des faits et en matière de présomptions sont applicables :

a) les méthodes d'analyse ou les limites de décisions approuvées par l'AMA, après avoir fait l'objet d'une consultation au sein de la communauté scientifique ou d'une révision par un comité de lecture, sont présumées scientifiquement valables. Tout sportif ou toute autre personne cherchant à contester la validité des conditions de cette présomption ou à renverser cette présomption de validité scientifique devra, au préalable, informer l'AMA d'une telle contestation et de ses motifs. La CIDD, en première instance ou en appel ou le TAS, de leur propre initiative, peuvent également informer l'AMA de cette contestation. Dans les dix jours à compter de la réception par l'AMA de cette notification et du dossier relatif à cette contestation, l'AMA aura également le droit d'intervenir en tant que partie, de comparaître en qualité d'amicus curiae ou de soumettre tout autre élément de preuve dans la procédure. Dans les affaires portées devant le TAS, et à la demande de l'AMA, la formation arbitrale du TAS désignera un expert scientifique approprié pour aider la formation arbitrale à se prononcer sur la contestation ;

b) les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité, conformément au Standard international pour les laboratoires. Le sportif ou une autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au Standard international pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal. Dans le cas visé à l'alinéa précédent, si le sportif ou l'autre personne parvient à renverser la présomption, il incombe alors à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal;

c) les écarts par rapport à tout autre standard international ou à toute autre règle ou principe antidopage énoncé(e) dans le Code, dans le présent décret ou dans ses arrêtés d'exécution, n'invalideront pas les résultats d'analyse ou les autres preuves d'une violation des règles antidopage et ne constitueront pas une défense contre une violation des règles antidopage. Toutefois, si le sportif ou l'autre personne démontre qu'un écart par rapport à l'une des dispositions spécifiques des standards internationaux indiquées ci-dessous en (i), (ii), (iii), ou (iv), pourrait raisonnablement avoir été à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal ou d'un manquement

aux obligations en matière de localisation, il incombe à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ou le manquement aux obligations en matière de localisation :

(i) un écart par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes relatif au prélèvement ou à la manipulation des échantillons qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas il incombe à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ;

(ii) un écart par rapport au Standard international pour la gestion des résultats ou au Standard international pour les contrôles et les enquêtes relatif à un résultat de Passeport anormal qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage, auquel cas il incombe à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'a pas causé la violation des règles antidopage ;

(iii) un écart par rapport au Standard international pour la gestion des résultats relatif à l'exigence de notifier au sportif l'ouverture de l'échantillon B qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas il incombe à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ;

(iv) un écart par rapport au Standard international pour la gestion des résultats relatif à la notification du sportif qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un manquement aux obligations en matière de localisation, auquel cas il incombe à l'ONAD Communauté française de démontrer que cet écart n'a pas causé le manquement aux obligations en matière de localisation.

d) les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui ne fait pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du sportif ou de l'autre personne visée par la décision, à moins que le sportif ou l'autre personne n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle;

e) la CIDD peut, dans le cadre d'une audition relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au sportif ou à l'autre personne à l'encontre de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée en se fondant sur le refus du sportif ou de cette autre personne, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître et de répondre aux questions de la CIDD ou de l'ONAD Communauté française, lorsque celle-ci allègue une violation d'une règle antidopage.

Art. 8. Aux fins de rechercher, de collecter des renseignements et, le cas échéant, de réunir des preuves permettant d'établir des cas de dopage, tels que visés à l'article 6, l'ONAD Communauté française dispose d'un pouvoir d'enquête, conformément à l'article 5.7 du Code et aux exigences prévues dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Dans le cadre du pouvoir d'enquête visé à l'alinéa précédent, l'ONAD Communauté française peut :

a) obtenir, évaluer et traiter des renseignements antidopage émanant de toutes les sources disponibles, afin d'alimenter la mise en place d'un plan de répartition des contrôles efficace, intelligent et proportionné, de planifier des contrôles ciblés et/ou de servir de base à une enquête portant sur une ou plusieurs violation(s) éventuelle(s) des règles antidopage, telles que visées à l'article 6;

b) enquêter sur les résultats atypiques et les résultats de passeport anormaux, afin de rassembler des renseignements ou des preuves, y compris, notamment, des preuves analytiques, en vue de déterminer si une ou plusieurs violation(s) éventuelle(s) des règles antidopage, visée(s) à l'article 6, 1^o et/ou 2^o, a ou ont été commise(s);

c) enquêter sur toute autre information ou donnée analytique ou non analytique indiquant une ou plusieurs violation(s) potentielle(s) des règles antidopage visées à l'article 6, 3^o à 11^o, afin d'exclure l'existence d'une telle violation ou de réunir des preuves permettant l'ouverture d'une procédure pour violation des règles antidopage;

d) mener une enquête automatique sur le personnel d'encadrement du sportif en cas de violation des règles antidopage par une personne protégée et mener une enquête automatique sur tout membre du personnel d'encadrement du sportif qui a apporté son soutien à plus d'un sportif reconnu coupable de violation des règles antidopage.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités additionnelles éventuelles pour l'application du présent article.

Conformément à l'article 5, alinéa 14, a), et sans préjudice de l'alinéa qui précède, aux fins de l'application du présent article et notamment afin de réaliser des économies d'échelle et/ou de lutter contre des formes de dopage plus organisées, l'ONAD Communauté française peut conclure des conventions, protocoles ou autres accords avec d'autres organisations antidopage, notamment avec les 3 autres ONADs belges, ainsi qu'avec d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales.

Art. 9. Le Gouvernement arrête, dans les trois mois de leur adoption par l'AMA, la liste des interdictions et ses mises à jour.

L'avis de la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport ainsi que celui du Conseil supérieur des Sports n'est pas requis dans le cadre de ce processus d'adoption.

La décision de l'AMA d'inclure des substances interdites et des méthodes interdites dans la liste des interdictions, la classification des substances au sein de classes particulières dans la liste des interdictions, la classification de la substance comme étant interdite en tout temps ou uniquement en compétition, la classification d'une substance ou méthode comme substance spécifiée, méthode spécifiée ou substance d'abus sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un sportif ou toute autre personne, y compris, mais sans s'y limiter, un appel invoquant comme argument que la substance ou la méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

Art. 10. § 1er. La présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs, et/ou l'usage ou la tentative d'usage, la possession ou l'administration ou la tentative d'administration d'une substance interdite ou d'une méthode interdite ne sera pas considérée comme une violation des règles antidopage si elle est compatible avec les dispositions d'une AUT délivrée en conformité avec le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

§ 2. Il est institué une Commission de la Communauté française pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, en abrégé la CAUT.

La CAUT est exclusivement composée de médecins indépendants, nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe, conformément au Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, les conditions et la procédure de nomination des membres de la CAUT, les conditions et la procédure de renouvellement de la nomination de ces membres, leur rémunération et les moyens de vérification du respect des conditions de l'indépendance visée au § 2, 2e alinéa.

§ 3. Dans le respect de l'article 1er, 11°, conformément à l'article 4.4.2 du Code et sans préjudice de l'alinéa 3, la CAUT est compétente pour délivrer des AUT :

a) aux sportifs d'élite de niveau national, visés à l'article 1er, 89°, et faisant partie du groupe cible de la Communauté française, et ce, quelle que soit leur catégorie;

b) aux sportifs de haut niveau, visés dans le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;

c) aux sportifs amateurs, en ce compris aux sportifs récréatifs et aux personnes protégées.

La CAUT n'est pas compétente à l'égard des sportifs d'élite de niveau international qui, conformément à l'article 4.4.3 du Code, sont tenus de s'adresser à leur fédération internationale.

Sans préjudice des deux alinéas qui précèdent mais par dérogation à l'alinéa 1er, conformément à l'article 6.3 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

a) un sportif qui a déjà introduit une demande d'AUT auprès d'une autre organisation antidopage, ne peut pas introduire une demande auprès de la CAUT, fondée sur les mêmes motifs ; et

b) un sportif qui dispose déjà d'une AUT délivrée par une autre organisation antidopage, ne peut pas non plus introduire une demande auprès de la CAUT, fondée sur les mêmes motifs.

§ 4. Le Gouvernement fixe, conformément au Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, les règles de fonctionnement de la CAUT, ainsi que les procédures de demande, de traitement et de délivrance des AUT.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 3, et du § 3, alinéa 3, les sportifs amateurs, en ce compris les sportifs récréatifs et les personnes protégées, visés au § 3, alinéa 1er, c), peuvent demander et obtenir, auprès de la CAUT, une AUT de manière et avec effet rétroactif.

Par dérogation à l'alinéa 2, si une personne protégée fait néanmoins partie du groupe cible de la Communauté française, l'alinéa 2 ne lui est pas applicable et elle doit alors suivre la même procédure que celle qui est prévue pour le groupe cible de la Communauté française.

Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure visée à l'alinéa 2.

§ 5. Sans préjudice et dans le cadre de l'application du § 4, les décisions de la CAUT sont :

a) motivées, au regard des critères prévus à l'article 1er, 11° ; et

b) notifiées au sportif concerné, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la demande complète d'autorisation ; et

c) encodées dans ADAMS, au plus tard dans les 21 jours à dater de la décision, conformément à l'article 5.5 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données spécifiées au § 8.

Lorsque la CAUT décide de refuser de délivrer une AUT, le sportif concerné dispose d'un droit de recours à introduire, auprès du secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, en suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Conformément à l'article 4.4.9 du Code, en cas d'inaction de la CAUT, endéans le délai de quinze jours ouvrables prévu à l'alinéa 1er, b), à propos d'une demande d'AUT régulièrement introduite et considérée comme complète, celle-ci sera considérée comme refusée.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, le sportif concerné dispose d'un droit de recours à introduire, auprès du secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, en suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

La Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, se compose également de médecins indépendants et siège selon une formation entièrement différente de celle de la CAUT qui a connu de la demande, en première instance.

La décision de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, est :

a) motivée, au regard des critères prévus à l'article 1er, 11° ;

b) notifiée au sportif concerné et à l'ONAD Communauté française, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception du recours du sportif ; et

c) encodée dans ADAMS, par l'ONAD Communauté française, au plus tard dans les 21 jours à dater de la décision, conformément à l'article 5.5 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données spécifiées au § 8.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

§ 6. Sans préjudice des droits de recours du sportif, tels que visés au § 5, alinéas 2 et 4, conformément à l'article 4.4.6 du Code, l'AMA peut examiner, à tout moment, toute décision en matière d'AUT, soit à la demande expresse du sportif concerné ou de sa fédération sportive, soit de sa propre initiative.

Si la décision en matière d'AUT, examinée par l'AMA, remplit les critères prévus à l'article 1er, 11°, et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, l'AMA ne reviendra pas sur cette décision.

Si la décision en matière d'AUT, examinée par l'AMA, ne remplit pas les critères prévus à l'article 1er, 11°, et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, l'AMA renversera cette décision.

Conformément à l'article 4.4.8 du Code, toute décision de l'AMA de renverser une décision en matière d'AUT, prise en application de l'alinéa qui précède, peut faire l'objet d'un appel, par le sportif concerné, par l'ONAD Communauté française et/ou par la fédération internationale concernée, exclusivement auprès du TAS.

Sans préjudice du § 5, alinéas 2 et 4, et des alinéas 1^{er} et 4, conformément à l'article 4.4.7 du Code, toute décision en matière d'AUT, rendue par une fédération internationale ou par une ONAD qui a accepté d'examiner une demande d'AUT, au nom d'une fédération internationale, et qui n'est pas examinée par l'AMA ou qui a été examinée par l'AMA mais qui n'a pas été renversée, par application de l'alinéa 3, peut faire l'objet d'un appel, par le sportif concerné et/ou par l'ONAD Communauté française, exclusivement auprès du TAS.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

§ 7. Conformément à l'article 5.2 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, sans préjudice de l'alinéa 2, et du § 6, alinéa 1er, et pour autant qu'elle remplisse les critères prévus à l'article 1er, 11°, et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, une AUT délivrée par la CAUT est valable :

a) en Communauté française ; et

b) au niveau national, partout dans le monde, vis-à-vis de chaque Organisation nationale antidopage, sans nécessiter d'être formellement reconnue, conformément à l'article 7 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Conformément aux articles 5.6 et 5.8 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques et nonobstant la règle de principe prévue à l'alinéa 1er, si une AUT a été délivrée par la CAUT à un sportif faisant partie de l'une des catégories visées au § 3, alinéa 1er, qui devient par la suite un sportif d'élite de niveau international et/ou si le sportif concerné est amené à concourir dans une manifestation internationale, l'AUT délivrée par la CAUT ne sera pas valable de plein droit, selon le cas, vis-à-vis de la fédération internationale concernée ni/ou vis-à-vis de l'organisation responsable de grandes manifestations concernée.

Conformément à l'article 7.1 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, en cas d'application de l'alinéa qui précède, le sportif concerné s'adresse, selon le cas, à sa fédération internationale et/ou à l'organisation responsable de grandes manifestations concernée, en vue d'obtenir la reconnaissance ou de s'assurer de la reconnaissance et de la validité de l'AUT délivrée par la CAUT.

Conformément à l'article 4.4 du Code et aux articles 5.2 et 7.1 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, mais sans préjudice du § 6, alinéa 1er, une AUT délivrée par une autre organisation antidopage, dans le respect des critères prévus à l'article 1er, 11°, et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, est automatiquement reconnue et valable de plein droit en Communauté française.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

§ 8. La CAUT garantit, conformément à l'article 13, le strict respect de la vie privée des sportifs, lors du traitement des données personnelles de santé qui lui sont confiées.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède et pour en assurer le respect :

a) les données traitées le sont en toute confidentialité, par et sous la responsabilité de professionnels de la santé, sans préjudice des alinéas 3 et 4 ;

b) les données sont uniquement traitées à des fins exclusives de lutte contre le dopage et plus spécifiquement afin de vérifier si les critères prévus à l'article 1er, 11°, et dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, sont réunis, dans les cas d'espèce qui lui sont soumis ;

c) l'encodage des décisions de la CAUT dans ADAMS, tel que visé au § 5, alinéas 1er, et 6, c), a pour seules finalités de permettre à l'AMA d'éventuellement faire usage de son droit, visé au § 6, alinéa 1er, et, par ailleurs, d'assurer le respect, la reconnaissance et la validité des décisions prises par la CAUT, auprès des seules organisations antidopage susceptibles de contrôler le sportif concerné et/ou de prendre une décision disciplinaire à son égard ;

d) l'accès, dans ADAMS, aux décisions de la CAUT encodées en vertu du § 5, alinéas 1er, et 6, c), est également uniquement réservé à des professionnels de la santé faisant soit partie de l'AMA, soit des seules organisations antidopage susceptibles de contrôler le sportif concerné et/ou de prendre une décision disciplinaire à son égard ;

e) a contrario et en cohérence avec le d), les décisions de la CAUT encodées dans ADAMS en vertu du § 5, alinéas 1er, et 6, c), sont cryptées et inaccessibles pour toute autre personne que celles limitativement visées au d).

Sans préjudice des alinéas 1er, 2, et 4, la CAUT peut solliciter l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'elle juge appropriés, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, les informations transmises aux experts visés à l'alinéa 3, non soumis au secret médical, sont rendues anonymes et leur traitement est également réalisé dans la plus stricte confidentialité, sous la responsabilité des membres de la CAUT.

Sans préjudice de l'article 13 et des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures et des mesures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Art. 11. Dans le cadre de la lutte contre le dopage, sans préjudice de l'article 5, alinéas 7 à 14, le Gouvernement:

1° encourage la coopération de l'ONAD Communauté française avec d'autres organisations antidopage et/ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales, dans le but de mettre en œuvre le Code et le programme antidopage de la Communauté française, de manière conforme au Code;

2° encourage les contrôles réciproques entre organisations antidopage;

3° promeut et encourage la recherche antidopage;

4° respecte l'autonomie et l'indépendance de l'ONAD Communauté française, notamment en ne s'immisçant pas dans les décisions et activités opérationnelles de celle-ci, conformément à l'article 5, alinéas 12 à 14;

5° s'assure, dans la limite des crédits disponibles, que l'ONAD Communauté française dispose des ressources suffisantes, notamment humaines et budgétaires, pour que celle-ci puisse exercer la totalité de ses missions et responsabilités, en tant que signataire du Code, conformément à l'article 5, alinéas 7 à 14;

6° propose, au Parlement, sur proposition de l'ONAD Communauté française ou en nécessaire concertation avec celle-ci, toute éventuelle modification décrétable ou toute adoption d'un nouveau décret;

7° adopte, sur proposition de l'ONAD Communauté française ou en nécessaire concertation avec celle-ci, tout arrêté d'exécution du présent décret ;

8° met tout en œuvre, dans les limites de ses prérogatives et de ses compétences, le cas échéant en coopération avec d'autres Gouvernements, Ministres et/ou services publics relevant d'un autre niveau de pouvoir et sous réserve des exigences, lois et règlements applicables aux contrôles aux frontières, à l'immigration et à l'accès, afin de permettre :

a) le transport sans restriction des échantillons d'urine et de sang de manière à en préserver la sécurité et l'intégrité ; et

b) l'entrée et la sortie sans restriction des agents de contrôle du dopage, ainsi que leur accès sans restriction à toutes les zones où des sportifs d'élite de niveau international ou des sportifs d'élite de niveau national vivent ou s'entraînent, en vue de réaliser des contrôles inopinés ;

9° peut, conformément à l'article 22.3 du Code, et dans les limites de ses prérogatives et de ses compétences, prendre toute initiative en vue d'adopter ou de promouvoir des règles de conduite disciplinaires et notamment des règles visant à sanctionner disciplinairement les agents et employés impliqués dans le contrôle du dopage, les performances sportives ou les soins médicaux dans un contexte sportif, y compris à titre de supervision, pour avoir entrepris des activités qui auraient constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à de telles personnes ;

10° s'abstient, sans préjudice du 4°, dans les limites de ses prérogatives et de ses compétences et le cas échéant en coopérant avec d'autres Gouvernements, Ministres et/ou services publics relevant d'un autre niveau de pouvoir, de limiter ou de restreindre l'accès par l'AMA à tout échantillon de dopage, à tout dossier ou à toute information antidopage détenus ou contrôlés par l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice de l'article 12, le Gouvernement peut arrêter d'éventuelles modalités du présent article ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Art. 12. Dans le cadre de l'application de l'article 11, 1°, sans préjudice et hormis le cas visé à l'article 5, § 4, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, si un sportif d'élite est repris à la fois dans le groupe cible enregistré de l'ONAD Communauté française et dans celui d'une autre organisation antidopage, celles-ci se mettront d'accord pour que l'une d'entre elle seulement assure la gestion des données de localisation du sportif d'élite concerné et pour que l'autre puisse avoir accès à ces données. A défaut d'accord, les principes du Code et du Standard international pour les contrôles et les enquêtes sont applicables.

Dans le cadre de l'application de l'article 11, 1°, sans préjudice et hormis le cas visé à l'article 5, § 4, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, si un sportif d'élite de catégorie B ou C est également repris dans le groupe cible ou dans le groupe cible enregistré d'une autre ONAD ou d'une fédération internationale pour laquelle il doit fournir plus de données de localisation que ce qui est prévu respectivement par l'article 22, § 3, alinéa 1er, ou § 1er, alinéa 2, ce sportif est tenu de communiquer les données de localisation requises par l'autre ONAD ou par la fédération internationale concernée.

Dans le cadre de l'application de l'article 11, 1° et 2°, sans préjudice et hormis le cas visé à l'article 3, § 1er, alinéa 3, 6°, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, si l'ONAD Communauté française souhaite réaliser, en Communauté française, des contrôles sur un ou plusieurs sportifs lors d'une manifestation sportive pour laquelle elle n'est en principe pas compétente, elle en demandera au préalable l'autorisation à l'organisation sous l'égide de laquelle cette manifestation est organisée, conformément à l'article 5.3.2 du Code.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités éventuelles de la procédure visée à l'alinéa précédent.

Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Art. 13. § 1er. Les informations recueillies ou communiquées dans le cadre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, ci-après les informations :

a) sont confidentielles ;

b) sont nécessaires au respect des obligations légales et contractuelles de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code, telles que décrites à l'article 5, alinéas 7 à 14 ;

c) comportent des données à caractère personnel, au sens du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-après le RGPD.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations visées à l'alinéa 4, a) à g) :

a) reposent également sur des motifs importants d'intérêt public, comme reconnu par le considérant 112 du RGPD ;

b) sont nécessaires à l'exécution de missions d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie l'ONAD Communauté française.

Le traitement des informations a pour finalité générale la lutte contre le dopage et la conduite d'activités antidopage en vue de promouvoir un sport respectueux de la santé, de l'équité, de l'égalité et de l'esprit sportif.

Sans préjudice de l'alinéa 3 :

a) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives à l'éducation, l'information et à la prévention en matière de lutte contre le dopage sont celles visées à l'article 2, alinéas 2 et 3 ;

b) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives au pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française sont celles visées à l'article 8, alinéa 1er ;

c) les finalités de traitement spécifiques, ainsi que les règles spécifiques relatives à la sécurité, à la confidentialité et à la protection des informations relatives aux AÛT sont celles spécifiées à l'article 10, § 8 ;

d) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives aux contrôles sont celles visées à l'article 15, § 1er, alinéa 1er ;

e) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives au passeport biologique de l'athlète sont celles visées aux articles 15, § 1er, alinéa 1er, et 16, alinéa 2 ;

f) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives à la gestion des résultats correspondent aux finalités des articles 19, 20 et 23, § 1er, portant respectivement sur la notification des résultats et sur le traitement disciplinaire des cas de dopage, après qu'une allégation de violation des règles antidopage ait été notifiée et alléguée par l'ONAD Communauté française ;

g) les finalités de traitement spécifiques des informations relatives à la localisation des sportifs d'élite, sont, conformément à l'article 5.5 du Code, de planifier, de coordonner ou de réaliser des contrôles du dopage, de fournir des informations pertinentes pour le passeport biologique de l'athlète ou d'autres résultats d'analyses, de contribuer à une enquête relative à une violation potentielle des règles antidopage ou de contribuer à une procédure alléguant une violation des règles antidopage.

§ 2. Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française est le responsable du traitement des informations, visées au § 1er, alinéa 4.

En ce qui concerne la base de données ADAMS, administrée par l'AMA, celle-ci est responsable du traitement des informations qui s'y rapportent.

§ 3. Les informations qui peuvent faire l'objet d'un traitement en exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution, sont celles qui sont nécessaires au respect des obligations légales et contractuelles de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code, telles que décrites à l'article 5, alinéas 7 à 14, au regard des finalités visées au § 1er, alinéas 3 et 4.

Sans préjudice des éventuelles informations complémentaires précisées par le Gouvernement et nécessaires à l'exécution des dispositions qui suivent, les informations visées à l'alinéa 1er, sont les suivantes :

a) pour ce qui concerne l'éducation, l'information et la prévention en matière de lutte contre le dopage : les informations susceptibles d'être traitées en application du chapitre 2 ;

b) pour ce qui concerne le pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française : les informations visées à l'article 8 et à l'annexe 2, sans préjudice de l'alinéa 1er ;

c) pour ce qui concerne les AUT : les informations visées à l'article 10 et au point 3 de l'annexe 2 ;

d) pour ce qui concerne les contrôles : les informations visées aux articles 8, 15 à 26 et à l'annexe 2, sans préjudice de l'alinéa 1^{er} ;

e) pour ce qui concerne le passeport biologique de l'athlète : les informations visées aux articles 8, 15 à 26 et au point 7 de l'annexe 2 ;

f) pour ce qui concerne la gestion des résultats : les informations visées aux articles 8, 15 à 26, 29 et à l'annexe 2, sans préjudice de l'alinéa 1^{er} ;

g) pour ce qui concerne la localisation des sportifs : les informations visées à l'article 22 et au point 2 de l'annexe 2.

§ 4. Les conditions selon lesquelles les informations sont traitées sont celles prévues par le présent décret, sans préjudice des éventuelles procédures et modalités complémentaires précisées par le Gouvernement et nécessaires à l'exécution des dispositions qui suivent :

a) pour ce qui concerne l'éducation, l'information et à la prévention en matière de lutte contre le dopage : les conditions prévues au chapitre 2 ;

b) pour ce qui concerne le pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française : les conditions prévues à l'article 8 ;

c) pour ce qui concerne les AUT : les conditions prévues à l'article 10 ;

d) pour ce qui concerne les contrôles : les conditions prévues aux articles 8 et 15 à 26 ;

e) pour ce qui concerne le passeport biologique de l'athlète : les conditions prévues aux articles 8 et 15 à 26 ;

f) pour ce qui concerne la gestion des résultats : les conditions prévues aux articles 8, 15 à 26 et 29 ;

g) pour ce qui concerne la localisation des sportifs : les conditions prévues aux articles 21, 22 et 23, § 2.

§ 5. En conformité avec le Standard international pour la protection des renseignements personnels, la durée de conservation des données recueillies et traitées en vertu du décret et par application de ses arrêtés d'exécution est, selon le type de données, celle reprise en annexe 2.

§ 6. Sans préjudice des principes et des règles de confidentialité, de sécurité et de protection prévus à l'article 10, § 8, pour ce qui concerne les AUT, et au présent article, les informations récoltées et traitées en vertu du décret et par application de ses arrêtés d'exécution ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires suivants, dans le respect des finalités prévues au § 1er, alinéas 3 et 4 et uniquement dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités, pour chacun des domaines spécifiques repris ci-dessous :

1° en ce qui concerne les informations et les données traitées et recueillies en matière d'éducation, d'information et de prévention du dopage, telles que visées aux articles 2 à 4 : les agents de l'ONAD Communauté française en charge des dossiers d'éducation, l'AMA et, éventuellement, les organisations sportives, les organisations sportives nationales, les fédérations internationales, les sportifs, le personnel d'encadrement des sportifs, les organisateurs, les gérants et les responsables des salles de fitness, les gérants et les responsables antidopage des salles de fitness labellisées, les autres ONADs belges, d'autres ONADs, les médecins contrôleurs désignés ou reconnus, les chaperons désignés ou reconnus, les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA, des Universités, des établissements d'enseignements et, plus généralement, à toute personne, telle que visée à l'article 1er, 65, qui participe au programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage, visé à l'article 2, alinéa 1er ;

2° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées dans le cadre du pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française, tel que visé à l'article 8 : le ou les agent(s) de l'ONAD Communauté française ou celui ou ceux dûment mandaté(s) par elle, en charge des dossiers d'enquêtes et le ou les sportif(s) faisant l'objet d'une enquête et/ou le ou les membre(s) du personnel d'encadrement du ou des sportif(s) faisant l'objet de l'enquête et/ou l'organisateur ou l'organisation sportive faisant l'objet de l'enquête et, éventuellement et si nécessaire, les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres ONADs belges, la ou les organisation(s) sportive(s) concernée(s), la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) concernée(s), la ou les fédération(s) internationale(s) concernée(s), les organisations responsables de grandes manifestations, les services de police et de justice, la CIDD, les douanes, l'agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et l'AMA;

3° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées lors des demandes d'AUT : les membres de la CAUT, les experts médicaux ou scientifiques éventuellement consultés, le sportif contrôlé et son médecin traitant, l'AMA, les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres ONADs belges et, éventuellement et si nécessaire, les membres de la Commission d'appel de la CAUT, la ou les organisation(s) sportive(s) concernée(s), la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) concernée(s), la ou les fédération(s) internationale(s) concernée(s), les organisations responsables de grandes manifestations et la CIDD;

4° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées pour la planification et l'exécution des contrôles antidopage, en ce compris, le cas échéant, pour la mise en œuvre du passeport biologique de l'athlète, tel que visé à l'article 15, § 1er, alinéa 1er : les agents de l'ONAD Communauté française en charge des dossiers de contrôles, les médecins contrôleurs désignés ou reconnus, les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA, le sportif contrôlé et l'AMA et, éventuellement et si nécessaire, les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres ONADs belges, la ou les organisation(s) sportive(s) concernée(s), la ou les organisation(s) sportive(s) nationale(s) concernée(s), la ou les fédération(s) internationale(s) concernée(s), les organisations responsables de grandes manifestations, le ou les agent(s) de l'ONAD Communauté française en charge des dossiers d'enquêtes et la CIDD;

5° en ce qui concerne les données de localisation des sportifs d'élite de niveau national, telles que visées à l'article 22 : le sportif d'élite concerné et, le cas échéant, le tiers autorisé par le sportif, tel que visé à l'article 22, § 3, alinéa 2, le ou les agent(s) de l'ONAD Communauté française en charge du suivi des obligations de localisation, le médecin contrôleur concerné et désigné par l'ONAD Communauté française pour réaliser des contrôles et l'AMA et, éventuellement et si nécessaire, les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres ONADs belges, la ou les organisation(s) sportive(s) concernée(s), la ou les fédération(s) internationale(s) concernée(s), les organisations responsables de grandes manifestations, le ou les agent(s) de l'ONAD Communauté française en charge des dossiers d'enquêtes et la CIDD ;

6° en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées dans le cadre de la gestion des résultats, en ce compris les décisions disciplinaires prises par la CIDD en application de l'article 23 : la CIDD, les agents de l'ONAD Communauté française en charge de la gestion des résultats, l'AMA, les organisations sportives, les organisations sportives nationales, les autres organisations antidopage concernées en ce compris les autres ONADs belges et, le cas échéant, l'ONAD du pays où réside la personne, l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, les organisations responsables de grandes manifestations, le C.I.O. ou le C.I.P. selon le cas, quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer, les responsables antidopage des salles de fitness labellisées, les services de police et de justice, et l'AMA.

Lorsqu'une information est communiquée à l'un des destinataires visé à l'alinéa 1^{er} et que ce destinataire est établi dans un État tiers, le responsable de traitement vérifie que l'État tiers concerné assure un niveau de protection des données adéquat.

Lors de tout transfert d'information vers un destinataire établi dans un État tiers, le responsable de traitement signale à ce destinataire l'interdiction de transfert ultérieur :

- a) vers des destinataires situés dans des pays ne bénéficiant pas d'une décision d'adéquation ;
- b) pour des finalités incompatibles avec les finalités originales de la collecte.

§ 7. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article et des dispositions spécifiques prévues à l'article 10, § 8, pour ce qui concerne les AUT, tout traitement de données personnelles relatives à la santé des sportifs se fait sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

§ 8. Sans préjudice de l'article 17, § 7, l'ONAD Communauté française peut traiter des informations antidopage, une fois celles-ci rendues anonymes, à des fins statistiques, de recherche ou d'amélioration de la politique de lutte contre le dopage.

L'anonymisation visée à l'alinéa 1^{er} doit pouvoir empêcher que les informations de départ ne puissent plus, par aucun moyen raisonnable, être attribuées à un sportif en particulier.

§ 9. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Section II. — Champ d'application

Art. 14. Le décret s'applique :

- 1° sur le territoire de la région de langue française;
- 2° sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux institutions qui organisent une activité sportive, une compétition sportive, une manifestation sportive ou un entraînement sportif et qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme relevant exclusivement de la compétence de la Communauté française.

Section III. — Surveillance et contrôle du dopage

Art. 15. § 1er. Un contrôle antidopage peut avoir pour objet, aux fins de l'établissement des cas de dopage visés à l'article 6, 1° et 2°, soit la détection directe d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le corps du sportif, soit la détection indirecte d'une substance interdite ou d'une méthode interdite de par ses effets sur le corps, par la voie de l'établissement du passeport biologique de l'athlète, dans les conditions visées à l'article 16.

Conformément aux articles 5.2 et 5.2.5, du Code et 4.5.5, du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, tout sportif, d'élite ou amateur, en ce compris tout sportif récréatif, tout sportif considéré comme une personne protégée et tout sportif mineur, est susceptible de faire l'objet d'un contrôle antidopage, de la part de l'ONAD Communauté française, en ce compris si le sportif purge une période de suspension et indépendamment de l'inclusion éventuelle de ce contrôle dans le plan de répartition des contrôles visé à l'alinéa 3.

Sans préjudice des alinéas 2, 4, et 5, ainsi que des éventuels principes, conditions et modalités complémentaires déterminés par le Gouvernement, l'ONAD Communauté française élabore, sur une base annuelle, un plan de répartition des contrôles antidopage à réaliser, sur des sportifs, que ce soit en ou hors compétition et en ce compris, le cas échéant, en dehors de toute compétition, dans des salles de fitness.

Sans préjudice des alinéas 2, 3, et 5, le plan de répartition des contrôles visé à l'alinéa 3 :

- a) est élaboré et mis en œuvre, de manière confidentielle, par l'ONAD Communauté française, conformément à l'article 5, alinéas 12 et 13, a), du présent décret, à l'article 5.4 du Code, et aux articles 4.1 à 4.9 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;
- b) consiste en une planification de contrôles ciblés et aléatoires ;

c) a pour objectif d'être efficace et proportionné, et de permettre, in fine, l'établissement d'un ordre de priorité cohérent entre les disciplines sportives, les catégories de sportifs, les types de contrôles, les types d'échantillons à prélever et les types d'analyses d'échantillons à effectuer ;

d) est précédé d'une évaluation documentée des risques de dopage, tenant compte des critères prévus à l'article 4.2.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;

e) garantit, sans que ce soit exhaustif, que des contrôles soient réalisés :

1° sur des sportifs de tous niveaux, y compris sur des sportifs amateurs et notamment sur des sportifs mineurs, des sportifs considérés comme des personnes protégées et des sportifs récréatifs, étant précisé qu'une majorité des contrôles soient ciblés et réservés aux sportifs d'élite de niveau national et aux sportifs de haut niveau;

2° dans un nombre important de disciplines sportives distinctes, en tenant compte de l'évaluation des risques de dopage visée au d);

3° en compétition et hors compétition, en tenant compte de l'évaluation des risques de dopage visée au d);

4° le cas échéant, en dehors de toute compétition, en tenant compte de l'évaluation des risques de dopage visée au d) ;

5° dans des sports d'équipe et dans des sports individuels;

6° par la voie de tests sanguins, urinaires et, le cas échéant, du passeport biologique du sportif, tel que visé à l'alinéa 1^{er} ;

7° sur l'ensemble du territoire de la Communauté française.

Sans préjudice des alinéas qui précèdent, tous les contrôles antidopage planifiés et/ou réalisés par et à la demande de l'ONAD Communauté française, le sont dans le respect du principe de proportionnalité, lequel tient notamment compte :

a) du niveau du sportif à contrôler ;

b) du plus strict respect des mesures de confidentialité et de protection des données visées à l'article 13 ;

c) des informations antidopage vérifiées et fiables détenues par l'ONAD Communauté française, en vertu de son pouvoir d'enquête, tel que visé à l'article 8 ;

d) en fonction des éléments visés de a) à c) du lieu, de l'heure et du type de contrôle à planifier et/ou à réaliser.

§ 2. Tous les contrôles antidopage de l'ONAD Communauté française sont effectués par des médecins contrôleurs.

Les médecins contrôleurs visés à l'alinéa 1er, sont des docteurs en médecine ou titulaires d'un master en médecine, soit formés par l'ONAD Communauté française et désignés par le Gouvernement, soit formés par une autre organisation antidopage et reconnus par l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice des deux alinéas qui précèdent, un médecin contrôleur peut, lors d'un contrôle antidopage, être assisté par un ou plusieurs chaperon(s) et/ou être accompagné par un ou plusieurs représentant(s) des forces de l'ordre.

Le Gouvernement détermine les conditions et les procédures de désignation des médecins contrôleurs et des chaperons, ainsi que celles portant sur la reconnaissance de médecins contrôleurs et de chaperons formés par une autre organisation antidopage.

Le Gouvernement détermine aussi les règles relatives à l'indépendance des médecins contrôleurs et des chaperons désignés ou reconnus, ainsi que celles relatives à leur rétribution.

§ 3. Sans préjudice des compétences des représentants des forces de l'ordre, les médecins contrôleurs peuvent, lors des missions de contrôle qu'ils effectuent pour l'ONAD Communauté française :

1° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, des échantillons du ravitaillement du sportif et de son personnel d'encadrement;

2° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, des échantillons corporels du sportif tels que, par exemple, des cheveux, du sang, des urines ou de la salive;

3° contrôler les véhicules, les vêtements, l'équipement et les bagages du sportif et de son personnel d'encadrement;

4° recueillir toutes les informations qu'ils estiment liées à une possible violation des articles 5, alinéa 1er, et 6 du présent décret.

Sans préjudice du § 1er, alinéas 2 et 3, et conformément aux articles 5.2 et 5.2.5 du Code, les représentants des forces de l'ordre, les médecins contrôleurs et les chaperons ont notamment accès, pour la réalisation des contrôles antidopage de l'ONAD Communauté française, aux vestiaires, salles d'entraînement, salles de fitness, locaux sportifs, infrastructures sportives et terrains sportifs où sont organisées des activités sportives.

§ 4. Les contrôles antidopage effectués par les médecins contrôleurs visés au § 2, alinéa 1er, peuvent, conformément aux exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et notamment à son article 4.6.1, être urinaires et/ou sanguins et éventuellement être effectués dans le cadre du passeport biologique de l'athlète, tel que visé au § 1er, alinéa 1er.

Pour ce qui concerne les contrôles urinaires et sanguins deux échantillons sont prélevés, définis comme échantillons A et B.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, le Gouvernement détermine les procédures et les conditions de prélèvements d'échantillons, ainsi que les procédures de conservation, de transport et d'analyse des échantillons.

§ 5. Pour tout contrôle effectué pour l'ONAD Communauté française, les médecins contrôleurs remplissent et signent un formulaire de contrôle du dopage, en abrégé, un FCD.

Le FCD comprend notamment :

1° les nom et prénom du sportif;

2° si le sportif est mineur, le nom du représentant légal qui l'accompagne ou celui de la personne autorisée par celui-ci;

3° la date de naissance et la nationalité du sportif ;

4° le fait que le contrôle a été réalisé en compétition ou hors compétition;

5° le(s) type(s) de contrôle(s) requis ;

- 6° la date du contrôle;
- 7° le local de contrôle ;
- 8° le nom du médecin contrôleur ;
- 9° le cas échéant, le nom du chaperon éventuellement présent ;
- 10° les mesures de confidentialité et de sécurité des données applicables, conformément à l'article 13.

Le FCD peut être établi, rempli et signé sur papier ou par voie électronique.

Le FCD est rédigé en français mais est traduit en néerlandais et en anglais. En cas de contestation, la version originale, en français, fait foi.

Le FCD est établi en quatre exemplaires, dont l'un est destiné au sportif, un autre au laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA et les deux autres à l'ONAD Communauté française.

L'exemplaire destiné au sportif lui est remis ou transmis directement après le contrôle, par le médecin contrôleur, ou alors est transmis au sportif, au plus tard dans les dix jours du contrôle, par l'ONAD Communauté française.

Les exemplaires destinés à l'ONAD Communauté française lui sont transmis par le médecin contrôleur dans les trois jours du contrôle.

Le Gouvernement détermine les modalités et les procédures complémentaires éventuelles pour l'application du présent paragraphe.

§ 6. Si le sportif contrôlé est mineur, celui-ci est accompagné par un représentant légal ou par toute autre personne majeure autorisée pour ce faire par un représentant légal du sportif mineur.

Le Gouvernement détermine les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles pour l'application du présent paragraphe.

A côté des sportifs mineurs, le Gouvernement peut également, dans le respect des exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, fixer d'éventuels aménagements des procédures de contrôle, pour d'autres catégories de sportifs, comme pour les sportifs porteurs d'un handicap ou pour les sportifs considérés comme des personnes protégées.

§ 7. Lorsqu'un sportif ou un membre du personnel d'encadrement d'un sportif est contrôlé puis qu'il prend ensuite sa retraite sportive, celle-ci est sans incidence sur la poursuite de la procédure de contrôle du dopage, notamment pour la gestion des résultats.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et en cohérence avec celui-ci, si un sportif ou une autre personne prend sa retraite sportive au cours du processus de gestion des résultats, celui-ci sera néanmoins mené à son terme.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et en cohérence avec celui-ci, si un sportif ou une autre personne prend sa retraite sportive avant que le processus de gestion des résultats n'ait été entamé, celui-ci sera néanmoins effectué et mené à son terme.

§ 8. Sans préjudice de la compétence reconnue à d'autres fonctionnaires par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales, la qualité d'officier de police judiciaire est accordée, par le Gouvernement, à un ou plusieurs agent(s) et éventuellement à un ou plusieurs membre(s) du personnel de l'ONAD Communauté française, pour exercer les missions visées par le présent décret.

Le Gouvernement détermine la procédure, les modalités et les conditions pour l'application de l'alinéa qui précède.

§ 9. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Art. 16. Un passeport biologique de l'athlète, tel que visé à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être établi, par l'ONAD Communauté française, pour des sportifs d'élite de niveau national faisant partie du groupe cible de la Communauté française, dans le respect des exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et de celles du Standard international pour les laboratoires.

Sans préjudice de la finalité principale prévue à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le passeport biologique de l'athlète peut aussi être utilisé pour faire effectuer des contrôles ciblés sur les sportifs d'élite concernés.

Le Gouvernement détermine, en conformité avec le Code et les exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et celles du Standard international pour les laboratoires, les règles de procédure pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le Gouvernement peut désigner une unité de gestion du passeport de l'athlète, chargée d'assister l'ONAD Communauté française, pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique.

En cas d'application de l'alinéa précédent, le traitement des données relatives à la santé des sportifs, au sein de l'unité de gestion du passeport de l'athlète, se fait par et sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

Le délai de conservation des données relatives au passeport biologique de l'athlète est celui prévu au point 7, de l'annexe 2.

Art. 17. § 1^{er}. Sans préjudice des §§ 2 et 6, les échantillons prélevés conformément à l'article 15 sont analysés par un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA avec pour finalité de rechercher la présence de substances interdites ou d'éléments témoignant de l'usage de méthodes interdites visées à l'article 9.

A cet effet, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA examine, conformément aux critères et aux exigences déterminés par le Standard international pour les laboratoires, tout échantillon prélevé et transmis par l'ONAD Communauté française.

§ 2. A la demande expresse de l'ONAD Communauté française ou de l'AMA, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA peut également rechercher dans les échantillons corporels rendus totalement anonymes, la présence de substances interdites ou d'éléments témoignant de l'usage de méthodes, autres que ceux repris dans la liste des interdictions visée à l'article 9, dans le but :

- 1° de collaborer au programme de surveillance mis en place par l'AMA;
- 2° de participer à un programme de lutte contre le dopage mis en place par l'ONAD Communauté française;

3° d'assister une organisation antidopage reconnue dans l'établissement du profil des paramètres biologiques pertinents de sportifs, à des fins de lutte contre le dopage.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités selon lesquelles un laboratoire peut être agréé par la Communauté française ou se voir retirer son agrément. Pour être agréé, le laboratoire doit, notamment, être accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

§ 4. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, et conformément à l'article 6.1 du Code, aux fins d'établir directement un résultat d'analyse anormal conformément à l'article 6, 1°, les échantillons seront analysés uniquement dans des laboratoires accrédités par l'AMA ou autrement approuvés par l'AMA. Le choix du laboratoire accrédité par l'AMA ou approuvé par l'AMA pour l'analyse des échantillons relève exclusivement de l'ONAD Communauté française.

§ 5. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, conformément à l'article 6.1.1 du Code, et tel que prévu à l'article 7, § 2, alinéa 1er, les faits relatifs à des violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable. Cela inclut, par exemple, des analyses de laboratoire ou d'autres analyses forensiques fiables réalisées en dehors de laboratoires accrédités ou approuvés par l'AMA.

§ 6. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, et conformément à l'article 6.2 du Code, les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le contrôle du dopage, seront analysés afin d'y détecter les substances interdites et les méthodes interdites énumérées dans la liste des interdictions et toute autre substance dont la détection est demandée par l'AMA conformément à l'article 4.5 du Code, ou afin d'aider une organisation antidopage à établir un profil à partir des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du sportif, y compris le profil ADN ou le profil génomique, ou à toute autre fin antidopage légitime.

§ 7. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, et conformément à l'article 6.3 du Code, les échantillons, les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le contrôle du dopage, peuvent servir à des fins de recherche antidopage, étant précisé qu'aucun échantillon ne peut servir à des fins de recherche sans le consentement écrit du sportif.

Les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le contrôle du dopage, utilisés à des fins de recherche, seront préalablement traités de manière à éviter que les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le contrôle du dopage, ne puissent être attribués à un sportif en particulier, conformément à l'article 13, § 8, alinéa 2.

Toute recherche impliquant des échantillons et des données d'analyse ou des informations sur le contrôle du dopage, devra respecter les principes énoncés à l'article 19 du Code.

Art. 18. Une fois l'échantillon analysé, conformément à l'article 17, §§ 1^{er} et 2, le résultat est transmis à l'ONAD Communauté française, accompagné d'un rapport d'analyse complété par le laboratoire, lequel décrit, notamment, le processus mis en place et suivi pour l'analyse.

Le Gouvernement fixe le modèle du rapport d'analyse des échantillons utilisé par le laboratoire et précise la procédure de transmission des résultats, conformément au Standard international pour les laboratoires.

Art. 19. Suite à l'application de l'article 18, l'ONAD Communauté française notifie le résultat de l'analyse au sportif contrôlé.

Sans préjudice de l'article 20 et dans le respect de l'article 23, § 1er, le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cette notification, conformément aux exigences du Standard international pour la gestion des résultats.

Art. 20. § 1er. En cas de résultat d'analyse anormal, sans préjudice de l'article 19, la notification visée au même article :

- a) est accompagnée du rapport d'analyse visé à l'article 18 ;
- b) précise le droit du sportif de demander une analyse de l'échantillon B par un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, à laquelle le sportif ou un représentant de celui-ci peut assister, le cas échéant en présence d'un expert ;
- c) précise aussi qu'à défaut de demander une contre-expertise, comme le permet le b), le résultat de l'analyse sera confirmé et considéré comme étant définitivement anormal avec, pour conséquence, la saisine de la CIDD, conformément au § 3, alinéa 1er, b), et à l'article 23, § 3, aux fins d'application de l'article 23, § 1er.

Le Gouvernement fixe, conformément au Standard international pour les laboratoires, la procédure et les conditions selon lesquelles se déroule une contre-expertise.

Sans préjudice de l'alinéa 2, les frais de la contre-expertise sont à charge du sportif si le résultat d'analyse anormal de l'échantillon A est confirmé.

§ 2. Si le sportif ne demande pas de contre-expertise ou si celle-ci confirme le résultat d'analyse anormal de l'échantillon A, l'ONAD Communauté française effectue une seconde et dernière notification au sportif concerné, dans le respect des exigences du Standard international pour la gestion des résultats et de l'article 23, § 1er.

Dans la notification visée à l'alinéa 1er, sans préjudice des alinéas 3 à 6, l'ONAD Communauté française :

- a) confirme le résultat d'analyse et le caractère définitivement anormal de celui-ci ;
- b) allègue en conséquence une violation des règles antidopage visées à l'article 6, 1°, ou 2°, à l'encontre du sportif concerné ;
- c) informe le sportif concerné de la saisine de la CIDD, conformément au § 3, alinéa 1er, b), et à l'article 23, § 3, aux fins d'application de l'article 23, § 1er ;
- d) informe le sportif concerné des conséquences auxquelles il s'expose en vertu du présent décret et conformément au Code.

Toutefois, préalablement à la notification visée à l'alinéa 1^{er} et conformément à l'article 7.3 du Code, l'ONAD Communauté française vérifie dans ADAMS, le cas échéant en contactant l'AMA, si le sportif concerné a déjà commis une ou plusieurs violation(s) antérieure(s) des règles antidopage.

Si, par application de l'alinéa qui précède, il s'avère que le sportif concerné a commis une ou plusieurs violation(s) antérieure(s) des règles antidopage, cet élément sera également pris en compte et mentionné par l'ONAD Communauté française dans sa notification visée à l'alinéa 1er.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Le Gouvernement peut aussi arrêter, dans le respect des exigences du Standard international pour la gestion des résultats mais sans préjudice de l'article 23, § 1er, d'autres éléments additionnels que peut contenir la notification visée à l'alinéa 1er.

§ 3. Sans préjudice du § 2, lorsque le résultat d'analyse est confirmé et, donc, définitivement anormal, l'ONAD Communauté française :

a) procède également à la notification de la violation alléguée de la ou des règle(s) antidopage à l'AMA et, le cas échéant, à la fédération internationale dont relève le sportif concerné ainsi que, le cas échéant, à l'ONAD du pays ou de l'entité où réside le sportif et/ou à l'ONAD du ou des pays dont le sportif est un ressortissant ou titulaire d'une licence et ce, conformément à l'article 14.1.2 du Code ;

b) procède à la saisine de la CIDD, conformément à l'article 23, § 3, aux fins d'application de l'article 23, § 1er.

Le Gouvernement détermine, dans le respect de l'article 13 et des exigences du Standard international pour la gestion des résultats, le contenu et les modalités de la notification visée à l'alinéa 1er, a).

§ 4. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

CHAPITRE IV. — Localisation des sportifs

Section I^{re}. — Renseignements à fournir par les organisateurs

Art. 21. Chaque organisateur communique à l'ONAD Communauté française, à l'avance, sur une base annuelle et selon les modalités fixées par le Gouvernement, les manifestations ou compétitions sportives qu'il a programmées et auxquelles participent des sportifs d'élite aux fins de permettre la planification de contrôles antidopage.

Section II. — Données de localisation à fournir par les sportifs d'élite

Art. 22. § 1er. Sous la forme et les modalités fixées par le Gouvernement, les sportifs d'élite des catégories A et B, qui font partie du groupe-cible de la Communauté française, fournissent, par voie de publication dans la base de données ADAMS, des données précises et actualisées sur leur localisation.

Les sportifs d'élite de catégorie C, ne doivent, pour leur part, fournir aucune donnée de localisation.

Sans préjudice du § 4, alinéa 6, les listes des disciplines sportives correspondant aux catégories A, et B, sont celles reprises en annexe 1.

§ 2. Les données à fournir par les sportifs d'élite de catégorie A sont :

- a) leurs nom et prénom(s);
- b) leur genre;
- c) l'adresse de leur domicile et, si elle est différente, celle de leur résidence habituelle;
- d) leur(s) numéro(s) de téléphone et leur adresse électronique;
- e) leur discipline et leur équipe sportive;
- f) leur fédération sportive ;
- g) l'adresse complète de leurs lieux de résidence, d'entraînements, de compétitions et de manifestations sportives pendant le trimestre à venir;
- h) une période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible en un lieu indiqué pour un contrôle inopiné.

§ 3. Les données à fournir par les sportifs d'élite de catégorie B sont :

- a) leurs nom et prénom(s);
- b) leur genre;
- c) leur(s) numéro(s) de téléphone et leur adresse électronique;
- d) leur discipline et leur équipe sportive;
- e) leur fédération sportive ;
- f) leurs horaires et lieux de compétitions et d'entraînements sportifs pendant le trimestre à venir;
- g) l'adresse complète de leur lieu de résidence habituelle pour les jours où ils n'ont ni compétition, ni entraînement sportif pendant le trimestre à venir.

Les sportifs d'élite des catégories A et B peuvent déléguer un tiers, tel qu'un entraîneur, un agent ou une organisation sportive, à condition que ce tiers accepte cette délégation, pour transmettre, en leur nom, leurs données de localisation.

Nonobstant l'application du cas visé à l'alinéa précédent, l'exactitude et la mise à jour des informations transmises relèvent, in fine, de la responsabilité du sportif.

§ 4. Les sportifs d'élite de catégorie B, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un ou plusieurs contrôle(s) peuvent, après notification écrite par l'ONAD Communauté française et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être reclassés en catégorie A pour une période de 6 mois et, en conséquence, être tenus de respecter les obligations de localisation de cette dernière catégorie, pendant cette même période de 6 mois. En cas de nouveau manquement constaté durant cette période de 6 mois, celle-ci est prolongée de 12 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie B, ou C, qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage peuvent, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, après notification écrite par l'ONAD Communauté française et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation conformément à la catégorie A, pour une période maximale de 12 mois. Cette période peut être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent.

Les sportifs à l'encontre desquels l'ONAD Communauté française dispose de sérieux indice de dopage, dans le cadre d'une enquête antidopage menée, le cas échéant, en coopération avec une ou plusieurs autre(s) organisation(s) antidopage et/ou les services de police et/ou de justice peuvent, après notification écrite par l'ONAD Communauté française et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation

conformément à la catégorie A, pour une période maximale de 12 mois. Cette période peut être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent.

Les sportifs inscrits sur une liste de présélection à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde peuvent, après notification écrite par l'ONAD Communauté française et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation conformément à la catégorie A, pour une période maximale de 12 mois, débutant, au plus tôt, 9 mois avant la compétition concernée et se terminant, au plus tard, 3 mois après celle-ci.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

Conformément à l'article 3, § 6/1, alinéa 3, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, sur avis motivé du Conseil de Coordination, institué conformément à l'article 5 du même accord de coopération, le Gouvernement peut modifier les listes des disciplines sportives reprises en annexe 1 et correspondant aux catégories A, et B.

§ 5. Sauf en cas de force majeure, chaque sportif d'élite de catégorie A ou B est disponible pour un ou plusieurs contrôles antidopage à l'endroit de localisation communiqué.

§ 6. Le Gouvernement précise les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leurs données de localisation, ainsi que les modalités de communication de ces données.

§ 7. Les obligations prévues en vertu du présent article prennent effet après que le sportif d'élite en ait été averti par notification et valent jusqu'à réception de la notification de la cessation de leurs effets, suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours de la décision contestée, auprès de la CIDD, conformément et sans préjudice de l'article 23, § 2.

Le recours, visé à l'alinéa qui précède, a effet suspensif et est introduit dans les quinze jours à dater de la notification de la décision contestée.

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure du recours visé à l'alinéa 2.

§ 8. Les obligations prévues par le présent article restent en vigueur pendant toute la durée de suspension du sportif d'élite, et leur respect conditionne le droit du sportif d'élite à participer à de nouvelles compétitions ou manifestations sportives, après sa suspension.

§ 9. Les informations suivantes sont portées, par le biais de canaux de communication sécurisés et suivant les modalités définies par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel en charge des dossiers liés aux obligations de localisations des sportifs d'élite au sein, respectivement, de l'ONAD de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune :

a) toute décision relative à l'inclusion ou à l'exclusion d'un sportif du groupe cible de la Communauté française avant que ces informations ne soient notifiées au sportif;

b) tout manquement d'un sportif d'élite du groupe cible de la Communauté française à un contrôle antidopage ou aux obligations de localisation qui s'imposent à lui.

§ 10. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

CHAPITRE V. — *Poursuites et sanctions*

Art. 23. § 1er. Indépendamment de son affiliation sportive, tout sportif ou toute autre personne, à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée et lui a été notifiée, par l'ONAD Communauté française, est jugé(e) disciplinairement par la CIDD.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, la CIDD est une instance d'audition indépendante et impartiale, au sens de l'article 8.1 du Code et conformément aux exigences du Standard international pour la gestion des résultats, compétente en première instance et, le cas échéant, en degré d'appel.

§ 2. Sans préjudice du § 1er, la CIDD est également compétente pour connaître de tout recours d'un sportif d'élite en matière d'obligations de localisation, comme prévu par l'article 22, § 7, alinéas 2 et 3.

Dans les deux jours qui suivent la réception du recours visé à l'alinéa qui précède ou dans les deux jours qui suivent l'éventuelle audition sollicitée par le sportif, la CIDD demande l'avis motivé de l'ONAD Communauté française, quant au bien-fondé du recours et aux explications écrites et/ou orales apportées.

L'ONAD Communauté française rend son avis motivé et le transmet à la CIDD, par courriel, dans les trois jours à compter de la réception de la demande visée à l'alinéa qui précède.

La CIDD, statuant sur tout recours visé à l'alinéa 1er, peut confirmer ou réformer la décision contestée.

La décision de la CIDD, rendue sur tout recours visé à l'alinéa 1er, est définitive.

La décision de la CIDD, telle que visée à l'alinéa qui précède, est notifiée par écrit au sportif ainsi qu'à l'ONAD Communauté française, au plus tard dans les 14 jours à dater de la réception du recours ou, le cas échéant, dans les 14 jours à dater de l'audition du sportif d'élite, si celui-ci a demandé à être entendu pour faire valoir ses explications et éventuels moyens de défense.

A défaut de notification de la décision de la CIDD, dans l'un des délais visés à l'alinéa qui précède, selon le cas, la décision contestée est réputée être réformée et aucun manquement aux obligations de localisation ne peut être constaté, à l'encontre du sportif d'élite concerné.

§ 3. Pour l'application du § 1er, la saisine de la CIDD, en première instance, est effectuée par la transmission d'un dossier administratif, par courriel, par l'ONAD Communauté française, le même jour que celui de la notification au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, faite conformément au § 1er, alinéa 1er.

Le dossier administratif, visé à l'alinéa qui précède, est composé des mêmes pièces que celles ayant été notifiées au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, sur base du § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il s'agit d'une allégation de violation des règles antidopage visées à l'article 6,1° ou 2°, la notification au sportif faite conformément au § 1er, alinéa 1er, est celle visée à l'article 20, § 2.

Dans le cas visé à l'alinéa 3 et nonobstant celui-ci, la saisine de la CIDD prévue à l'article 20, § 3, alinéa 1er, b), s'effectue de la même manière que celle décrite aux alinéas 1^{er} et 2.

Hormis le cas visé à l'alinéa 3, la notification au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, faite conformément au § 1er, alinéa 1er:

a) est effectuée par écrit, en conformité avec les exigences du Standard international pour la gestion des résultats mais sans préjudice de la règle de principe prévue au § 1er, alinéa 1er;

b) indique les éléments de faits dont l'ONAD Communauté française a tenu compte, pour le cas de l'espèce;

c) comprend une motivation, en faits et en droit, ayant conduit l'ONAD Communauté française à conclure à une allégation de violation des règles antidopage, pour le cas de l'espèce;

d) indique la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s), selon le cas de l'espèce;

e) indique la ou les sanction(s) en principe applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du présent décret, si la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) est/sont constatée(s) par la CIDD et que celle(s)-ci est/sont, dès lors, finalement avérée(s);

f) le cas échéant, fait référence à l'ouverture d'une éventuelle enquête, telle que visée à l'article 8, ainsi qu'aux conclusions de cette enquête;

g) fait référence aux présentes dispositions, avec l'indication expresse des voies de recours applicables, telles que prévues au § 5.

§ 4. Sans préjudice et pour l'application du § 1er, la CIDD est reconnue comme étant la seule instance disciplinaire antidopage compétente, en Communauté française, qui réponde aux conditions et principes généraux visés à l'article 8.1 du Code, ainsi qu'aux exigences du Standard international pour la gestion des résultats.

En particulier, la CIDD répond aux conditions et aux principes suivants:

1° elle assure l'indépendance et l'impartialité de ses juges disciplinaires;

2° elle garantit le respect des droits de la défense, notamment le droit, du sportif ou de l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation potentielle des règles antidopage est alléguée, d'être entendu(e) et celui d'être représenté(e) ou assisté(e) par un conseil juridique, à ses propres frais;

3° elle prévoit une procédure d'audition équitable et contradictoire, dans un délai raisonnable;

4° elle rend ses décisions et les notifie, par écrit, aux parties à la cause, dans un délai raisonnable;

5° elle motive ses décisions, en faits et en droit;

6° elle garantit que toute décision disciplinaire rendue est au moins susceptible d'appel, par les parties visées au § 5, alinéa 1er;

7° elle précise, dans ses décisions, les voies et les délais de recours éventuels;

8° elle garantit, à toutes les parties à la cause, que les principes et conditions visés de 1° à 5° valent et s'appliquent également en degré d'appel, le cas échéant;

9° elle respecte et applique l'intégralité des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage, notamment les articles 10 et 13 du Code, relatifs, respectivement, aux sanctions à l'encontre des individus et aux appels;

10° elle respecte et applique l'intégralité des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution;

11° elle adopte et applique un règlement de procédure, conforme aux principes et conditions visés au présent paragraphe;

12° simultanément à la convocation des parties à la cause, pour la première audience, elle porte à leur connaissance, le règlement de procédure, visé au 11° ;

13° elle veille, de manière générale, à ce que les parties à la cause soient suffisamment informées de leurs droits, des procédures applicables et des sanctions éventuellement encourues, en vertu du Code et du présent décret, par le sportif et/ou par toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée;

14° elle s'assure, le cas échéant, du respect et de l'application de la règle visée à l'article 7.4.1 du Code, relatif aux suspensions provisoires obligatoires;

15° elle respecte les principes édictés par l'article 7.2.d de la Convention contre le dopage, conclue à Strasbourg, le 16 novembre 1989;

16° elle respecte l'article 17 du Code et s'assure, dès lors, qu'aucune procédure pour violation des règles antidopage ne soit engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation alléguée des règles antidopage n'ait été notifiée au sportif ou à l'autre personne, dans les dix ans à compter de la date de la violation alléguée.

§ 5. Pour l'application du § 1er, sans préjudice des alinéas 2 et 3 et conformément à l'article 13 du Code, portant sur les règles et principes relatifs aux appels, les parties suivantes sont autorisées à faire appel d'une décision disciplinaire, rendue en 1ère instance, par la CIDD, devant l'instance d'appel de la CIDD:

- le sportif ou toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été alléguée et lui a été notifiée, par l'ONAD Communauté française, conformément aux §§ 1er, alinéa 1^{er} et 3, alinéa 3 ou 5, selon le cas;

- l'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;

- le cas échéant, l'organisation sportive ou l'organisation sportive nationale à laquelle le sportif ou l'éventuelle autre personne est affilié(e);

- le cas échéant, la fédération internationale compétente;

- l'ONAD Communauté française et, si elle est différente, l'organisation nationale antidopage du pays où réside la personne ou des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence;

- le cas échéant, selon le cas, le C.I.O ou le C.I.P., quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer;

- l'AMA, en tenant compte des délais spécifiques prévus à l'article 13.2.3.5 du Code.

Conformément aux articles 13.2.1 et 13.2.3.1 du Code et par dérogation à l'alinéa 1^{er} et au § 1er, alinéa 2 in fine, dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, une décision disciplinaire, rendue en 1^{ère} instance, par la CIDD, peut uniquement faire l'objet d'un appel, devant le TAS, par les parties suivantes :

- le sportif ou toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été alléguée et lui a été notifiée, par l'ONAD Communauté française, conformément aux §§ 1er, alinéa 1^{er} et 3, alinéa 3 ou 5, selon le cas;

- l'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;

- le cas échéant, la fédération internationale compétente;

- l'ONAD Communauté française et, si elle est différente, l'organisation nationale antidopage du pays où réside la personne ou des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence;

- le cas échéant, selon le cas, le C.I.O. ou le C.I.P., quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer;

- l'AMA, en tenant compte des délais spécifiques prévus à l'article 13.2.3.5 du Code.

Conformément à l'article 13.2.3.2 in fine du Code et sans préjudice du § 1er, alinéa 2 in fine et de l'alinéa 1er, dans tous les cas autres que ceux visés à l'alinéa 2, l'AMA et, le cas échéant, le C.I.O. ou le C.I.P., ainsi que la fédération internationale compétente peuvent aussi interjeter appel, devant le TAS, d'une décision disciplinaire, rendue en degré d'appel par la CIDD.

§ 6. Sans préjudice du § 4, alinéa 2, 4^o, la CIDD notifie confidentiellement, par écrit, aux parties à la cause et à l'ONAD Communauté française, les décisions adoptées et l'identité des personnes éventuellement sanctionnées, tant en première instance, qu'en degré d'appel.

L'ONAD Communauté française diffuse ensuite, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, tant en première instance qu'en degré d'appel, aux autres ONAD belges, à l'AMA, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, ainsi qu'aux organisations sportives, aux organisations sportives nationales et, le cas échéant, à la fédération internationale compétente, à l'ONAD du pays où réside la personne et/ou à l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence, ainsi qu'au C.I.O. ou au C.I.P., selon le cas, quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer. L'ONAD Communauté française rapporte cette notification dans ADAMS.

Conformément aux articles 14.3.2 et 14.3.5 du Code, s'agissant des sportifs d'élite et des autres personnes ayant commis une violation des règles antidopage, à l'exception des sportifs amateurs, mineurs, des personnes protégées et des sportifs récréatifs, sans préjudice de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française diffuse également, sur son site internet, pendant un mois ou pendant la durée de la période de suspension, selon celle de ces deux périodes qui est la plus longue, le nom du sportif ou de l'autre personne suspendu(e) pour dopage, le sport qui le/la concerne, la règle antidopage violée, la substance ou la méthode interdite éventuellement concernée, ainsi que les conséquences imposées.

Conformément à l'article 14.3.4 du Code, dans tous les cas où la CIDD a conclu, en première instance ou en degré d'appel, que le sportif ou l'autre personne n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne peut être publiée qu'avec le consentement exprès du sportif ou de l'autre personne, formulé soit lors de l'audience ou ultérieurement, par écrit, à la suite de la notification de la décision de la CIDD.

Lorsque la CIDD rend une décision telle que visée à l'alinéa qui précède, elle demande au sportif ou à l'autre personne n'ayant pas commis de violation des règles antidopage si il/elle est d'accord pour que la décision le concernant soit publiée, le cas échéant en anonymisant la décision.

Si le sportif ou l'autre personne a donné son accord pour la publication de la décision le concernant, dans le cas visé à l'alinéa qui précède, elle est ensuite publiée sur le site internet de l'ONAD Communauté française, le cas échéant dans les conditions spécifiques demandées par le sportif ou une éventuelle autre personne concernée.

§ 7. Sans préjudice des §§ 1^{er} et 2, il est également établi, auprès de la CIDD, une Commission d'appel de la CAUT, compétente dans les cas visés à l'article 10, § 5, alinéas 2 et 4.

L'article 10, § 8, est également applicable, mutatis mutandis, à la Commission d'appel de la CAUT.

Sans préjudice des dispositions prévues dans le présent paragraphe, le Gouvernement en arrête les modalités ainsi que les procédures complémentaires éventuelles pour en préciser ou en faciliter son application.

§ 8. S'agissant de la seule instance disciplinaire antidopage compétente en Communauté française, conformément et sans préjudice des §§ 1^{er} et 4, et tenant compte également de ses compétences additionnelles visées respectivement par les §§ 2 et 7, il est alloué annuellement, à la CIDD, une subvention destinée à pérenniser son fonctionnement.

La subvention, visée à l'alinéa qui précède, est sans préjudice d'autres sources de financement et vise à couvrir les postes suivants:

a) les honoraires des juges disciplinaires, en 1^{ère} instance et en degré d'appel;

b) les honoraires ou rétributions des médecins indépendants siégeant à la Commission d'appel de la CAUT, visée au § 7 ;

c) tout ou partie de la rémunération, soit d'une personne à temps plein, soit de deux personnes à mi-temps, ayant une formation juridique et chargée(s) de tâches juridiques et administratives pour la CIDD;

d) tout ou partie des frais de fonctionnement divers, dont des frais de matériel informatique et de bureau et, le cas échéant, des frais de loyers.

Sans préjudice des alinéas qui suivent, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à un montant de base de 120.000 euros, soumis à l'évolution de l'indice santé et à l'indexation éventuelle des salaires.

Chaque année, pour le 15 janvier au plus tard, la CIDD transmet, à l'ONAD Communauté française, un rapport annuel succinct, accompagné des pièces justificatives, dans lequel la première indique, en tout état de cause, à la seconde, pour l'année qui précède:

1^o le nombre de dossiers disciplinaires traités, en première instance et en degré d'appel;

2^o le nombre de décisions rendues, sur recours, en matière d'obligations de localisation;

- 3° le nombre de décisions rendues, par la Commission d'appel de la CAUT ;
- 4° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, a);
- 5° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, b);
- 6° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, c) ;
- 7° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, d) ;

Sur base du rapport visé à l'alinéa qui précède, en fonction du nombre exact de dossiers traités par la CIDD, tels que visés de 1° à 3° et des montants exacts dépensés, tels que visés de 4° à 7°, le montant de base, prévu à l'alinéa 3 est réajusté, chaque année, à la hausse ou à la baisse, à due concurrence.

Si, par application de l'alinéa qui précède, il s'avère que pour une année déterminée, les dépenses réelles de la CIDD sont inférieures au montant effectivement versé, pour la même année, la différence entre ce montant effectivement versé et le montant total effectivement dépensé sera déduite du montant de la subvention à verser pour l'année suivante.

Sans préjudice des alinéas qui précèdent, la subvention, visée à l'alinéa 1er, est versée, à la CIDD, par le Gouvernement, au plus tard pour le 15 mai de l'exercice budgétaire concerné.

§ 9. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles pour en préciser ou en faciliter son application.

Art. 24. Sans préjudice de l'article 23, § 1er, et des sanctions potentielles telles que prévues aux articles 9 et 10 du Code et par le présent décret, conformément à l'article 10.14.1 du Code, aucun sportif ni aucune autre personne faisant l'objet d'une suspension ou d'une suspension provisoire ne pourra, durant sa période de suspension ou de suspension provisoire, participer à quelque titre que ce soit à une compétition ou activité autorisée ou organisée par un signataire, une organisation membre du signataire ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire, sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés, ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales, ni à une activité sportive d'élite ou de niveau national financée par le Gouvernement ou un autre organisme gouvernemental.

Sans préjudice de l'article 22, § 8, lequel s'applique uniquement aux sportifs d'élite de catégorie A ou B, tout sportif ou toute autre personne à qui s'applique une suspension, conformément à l'alinéa qui précède, demeure assujéti à des contrôles et à toute demande d'informations sur la localisation émise par une organisation antidopage.

Art. 25. L'ONAD Communauté française réalise des contrôles ciblés sur l'ensemble des membres de l'équipe en cause lorsque plus d'un de ses membres a été reconnu comme ayant commis une violation des règles antidopage.

Art. 26. § 1er. L'ONAD Communauté française inflige une amende administrative de 250 euros, au sportif d'élite de catégorie A qui commet, dans une période de douze mois à dater du constat du premier manquement, un second contrôle manqué et/ou manquement à ses obligations de transmission d'informations sur sa localisation, telles que déterminées à l'article 22.

Selon les critères de pondération et les éventuelles dérogations déterminé(e)s par le Gouvernement, l'ONAD Communauté française inflige une amende administrative oscillant entre 250 et 1000 euros, au sportif ou à l'autre personne qui a été convaincu(e) de dopage suite à une décision disciplinaire de la CIDD passée en force de chose jugée.

L'amende, visée à l'alinéa qui précède, est doublée, en cas de récidive, dans un délai de cinq ans à dater de la dernière condamnation.

Par ailleurs, lorsqu'un sportif est convaincu de dopage suite à une décision disciplinaire de la CIDD passée en force de chose jugée, le Gouvernement retient, à dater de la notification de cette décision et, à tout le moins, jusqu'au terme de la suspension éventuellement prononcée, l'aide publique financière et/ou matérielle qui est accordée au sportif concerné.

§ 2. En fonction de la gravité du ou des manquement(s) constaté(s), sur base des critères déterminés par le Gouvernement, l'ONAD Communauté française inflige une amende administrative oscillant entre 1000 et 10.000 euros, aux organisations sportives et aux organisateurs qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, ainsi que, le cas échéant, par le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité.

L'amende, visée à l'alinéa qui précède, est doublée, en cas de récidive, dans un délai de cinq ans à dater d'une première condamnation.

En outre, conformément à l'article 12 du Code, si à la suite d'une procédure menée conformément à l'alinéa 1^{er} ou en cas de récidive, comme il est prévu à l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française constate qu'une organisation sportive n'a pas respecté le Code dans le domaine de ses compétences, l'ONAD Communauté française peut demander à l'organisation sportive concernée d'exclure tout ou partie des membres de cette organisation sportive de futures manifestations identifiées ou de toutes les manifestations ayant lieu dans un délai déterminé.

En cas d'application de l'alinéa qui précède et si l'organisation sportive concernée ne répond pas à la demande qui lui a été faite par l'ONAD Communauté française, celle-ci peut, le cas échéant, appliquer la procédure visée à l'alinéa 1er, à l'encontre de l'organisation sportive concernée.

§ 3. Le Gouvernement détermine les amendes administratives que tout organisateur encourt s'il accepte en connaissance de cause l'inscription d'un sportif suspendu pour dopage à la manifestation ou compétition qu'il organise.

§ 4. Le Gouvernement fixe les procédures et détermine les modalités de notification des décisions administratives visées aux paragraphes 1^{er} à 3.

Toute amende administrative infligée en vertu du présent décret est perçue, par l'ONAD Communauté française, et est affectée à des fins de lutte contre le dopage, en ce compris la prévention du dopage, l'information, la sensibilisation et l'éducation à l'antidopage.

Le Gouvernement détermine les modalités de perception des amendes administratives infligées en application du présent décret.

Art. 27. Sans préjudice de l'application de sanctions disciplinaires prononcées par la CIDD et d'autres peines comminées par le Code pénal ou les législations particulières, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinq à cinquante euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui viole les dispositions de l'article 6, 6°, alinéa 2, à 11°.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulée en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées.

Art. 28. Les substances interdites et les objets utilisés pour appliquer des méthodes interdites sont, lorsqu'une infraction pénale est commise, saisis, confisqués et mis hors d'usage.

Art. 29. § 1er. Conformément à l'article 15.1.1 du Code, toute décision de violation des règles antidopage rendue par une organisation antidopage signataire, une instance d'appel, au sens de l'article 13.2.2 du Code, ou par le TAS, après que les parties à la procédure en aient été notifiées, est automatiquement reconnue en Communauté française, sans autre formalité. Elle lie les sportifs, les organisations sportives, l'ONAD Communauté française, la CIDD, les organisateurs, les responsables antidopage des salles de fitness labellisées et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret.

Conformément aux articles 15.1.1.1 et 15.1.1.2, du Code, sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et en cohérence avec celui-ci, toute décision rendue par l'une des organisations ou instances visées à l'alinéa 1er, et qui impose une période de suspension ou une suspension provisoire, entraîne automatiquement, en Communauté française, l'application des mêmes effets que ceux visés à l'article 24, pour le sportif ou l'autre personne concerné(e), durant la période de suspension ou durant la suspension provisoire, selon le cas.

Conformément à l'article 15.1.1.3 du Code, sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et en cohérence avec celui-ci, toute décision rendue par l'une des organisations ou instances visées à l'alinéa 1er, et qui accepte une violation des règles antidopage, est automatiquement contraignante en Communauté française.

Conformément à l'article 15.1.1.4 du Code, sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et en cohérence avec celui-ci et sans préjudice également, le cas échéant, de l'alinéa 2, toute décision rendue par l'une des organisations ou instances visées à l'alinéa 1er, et qui annule les résultats, conformément à l'article 10.10 du Code, pour une période déterminée, annule automatiquement tous les résultats obtenus, en Communauté française, par le sportif ou l'autre personne concerné(e), durant cette même période.

§ 2. Conformément à l'article 15.1.2 du Code, la reconnaissance automatique des décisions et l'application des effets prévus au § 1er, valent à partir de la première des deux dates suivantes :

- a) la date à laquelle l'ONAD Communauté française reçoit notification de la décision concernée ; ou
- b) la date à laquelle la décision concernée est enregistrée dans ADAMS.

§ 3. Conformément à l'article 15.1.3 du Code, toute décision rendue par une organisation antidopage signataire, une instance d'appel, au sens de l'article 13.2.2 du Code, ou par le TAS, et qui lève des conséquences ou les assortit du sursis, est automatiquement reconnue en Communauté française, sans autre formalité. Elle lie les sportifs, les organisations sportives, l'ONAD Communauté française, la CIDD, les organisateurs, les responsables antidopage des salles de fitness labellisées et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret.

Les effets prévus à l'alinéa 1er, valent à partir de la première des deux dates suivantes :

- a) la date à laquelle l'ONAD Communauté française reçoit notification de la décision concernée ; ou
- b) la date à laquelle la décision concernée est enregistrée dans ADAMS.

§ 4. Conformément à l'article 15.1.4 du Code, et par dérogation au § 1er, une décision de violation des règles antidopage rendue par une organisation responsable de grandes manifestations, dans le cadre d'une procédure accélérée au cours d'une manifestation, n'est pas contraignante en Communauté française, à moins que les règles de l'organisation concernée ne donnent au sportif ou à l'autre personne la possibilité de faire appel de la décision, selon des procédures non accélérées.

§ 5. Conformément à l'article 15.3 du Code, une décision antidopage rendue par une organisation qui n'est pas signataire peut néanmoins être reconnue en Communauté française et produire les mêmes effets juridiques que ceux visés au § 1er, pour autant que l'ONAD Communauté française puisse établir que la décision rentrait dans le champ de compétence de l'organisation concernée et que les règles antidopage de cette organisation soient par ailleurs conformes au Code.

§ 6. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut en arrêter des modalités ainsi que des procédures complémentaires éventuelles afin d'en préciser ou d'en faciliter son application.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 30. Sans préjudice de l'article 31, le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, modifié par les décrets du 19 mars 2015 et du 14 novembre 2018, est abrogé.

Art. 31. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur et détermine les éventuelles dispositions transitoires du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021
Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 262-1. – Rapport de commission, n° 262-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 262-3
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021

—
Annexes au décret relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention

Annexe 1.

Listes des sports et des disciplines sportives correspondant aux catégories A et B

Pour les sports olympiques, seules les disciplines olympiques sont concernées, sauf pour le triathlon.

Pour les sports qui se pratiquent aux Jeux mondiaux, seules les disciplines qui se pratiquent sur ces jeux sont concernées.

Catégorie A

Athlétisme
Bodybuilding (IFBB)
Boxe
Cyclo-cross
Cyclisme - BMX
Cyclisme – sur piste
Cyclisme – mountainbike
Cyclisme – sur route
Cross-country
Haltérophilie
Judo
Powerlifting
Sport aquatique – Natation
Tennis
Triathlon - toutes disciplines

A l'exception du Cross-country, les disciplines sportives précitées correspondent à des disciplines Olympiques ou à leur discipline Paralympique correspondante.

Concernant le Tennis, la catégorie A ne concerne que les sportifs du top 100, en simple ou le top 25, en double, au classement mondial.

Catégorie B

La catégorie B ne concerne que la plus haute division nationale.

Basket-ball
Hockey
Football
Volley-ball

—
Annexe 2.

Tableau relatif à la durée de conservation des données à caractère personnel

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
1. Sportif			Données du sportif pertinentes à des fins pratiques et de notification en cas de violation des règles antidopage (VRAD). Ces données ne sont pas particulièrement sensibles.	

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
Sportif (en général)	Nom, date de naissance, discipline sportive, genre	10 ans à compter du moment où le sportif est exclu du programme de contrôles de l'ONAD, ou à compter du moment où les autres catégories de données ont été supprimées	Nécessaire, vu le besoin de notification en cas de VRAD et de conserver un dossier sur les sportifs ayant fait partie du programme de contrôle de l'ONAD	Nécessité
	Informations de contact (numéro(s) de téléphone, adresse électronique, adresse postale)	10 ans à compter du moment où le sportif est exclu du programme de contrôles de l'ONAD	Idem	Nécessité
2. Localisation Localisation, sauf pour la ville le pays et les informations de localisation en compétition qui sont requises pour le passeport biologique de l'athlète, voir point 7.				
Localisation	Localisation (autre que ville, pays et localisation en compétition)	12 mois à compter de la fin du trimestre pour lequel les données ont été soumises	Données pertinentes pour enregistrer 3 manquements aux obligations de localisation en 12 mois.	Nécessité
	Manquement aux obligations de localisation	10 ans à compter de la date du manquement à l'obligation de localisation	Données pertinentes pour enregistrer 3 manquements aux obligations de localisation en 12 mois et pour d'autres VRAD éventuelles. En cas de VRAD, l'information est également conservée au sein du dossier de gestion des résultats (voir point 6). La destruction de renseignements médicaux empêche l'AMA et l'ONAD d'examiner rétroactivement les AUT après qu'elles aient perdu leur validité. Les informations contenues dans les AUT sont essentiellement médicales et donc sensibles.	Nécessité
3. AUT				
AUT	Certificats d'approbation d'AUT et formulaires de décisions de refus d'AUT	10 ans à compter de la date du certificat d'approbation ou de la décision de refus	Peuvent être pertinents en cas de nouveaux contrôles ou d'autres enquêtes.	Proportionnalité/ Nécessité
	Formulaires de demandes d'AUT et informations médicales supplémentaires et toute autre information d'AUT non expressément mentionnée dans ce point.	12 mois à compter de la fin de validité de l'AUT	Ces données perdent de leur pertinence après l'expiration de l'AUT, sauf en cas de nouvelle demande.	Proportionnalité/ Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
4. Contrôles	AUT incomplètes	12 mois à compter de la date de la création	Ces données peuvent être pertinentes en cas de nouvelle demande.	Proportionnalité
Contrôles	Formulaires de contrôle du dopage (FCD)	10 ans à compter de la date du prélèvement de l'échantillon	Les FCD, les ordres de mission/ de contrôle connexes et les documents de la chaîne de sécurité sont pertinents pour le passeport biologique de l'athlète et en cas de nouvelle analyse des échantillons. En cas de VRAD, l'information est également conservée au sein du dossier de gestion des résultats (voir point 6).	Proportionnalité/ Nécessité
	Ordre de mission/de contrôle	Conservés jusqu'à ce que tous les FCD connexes soient supprimés	Idem	Proportionnalité/ Nécessité
	Chaîne de sécurité	10 ans à compter de la date de création du document	Idem	Proportionnalité/ Nécessité
	Documentation de contrôle incomplète ou documentation non assortie d'un échantillon	12 mois à compter de la date de création du document	Une documentation incomplète ou qui n'est pas assortie d'un échantillon découle typiquement d'une erreur dans l'entrée des données et est détruite après un bref délai pour des raisons d'intégrité des données.	Proportionnalité
5. Contrôles /gestion des résultats (formulaires/ documentation)		A compter de la date de prélèvement de l'échantillon/de la création des documents pertinents :		
	Résultats analytiques de contrôles (y compris résultats d'analyses anormaux/résultats atypiques), rapports de laboratoire et autres documents connexes.	10 ans*	Nécessaire en raison des violations multiples et de l'analyse rétroactive. En cas de VRAD, l'information est également conservée au sein du dossier de gestion des résultats (voir point 6.)	Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
			*sous réserve des critères et des exigences du Code/des standards internationaux ; les données analytiques découlant de l'analyse des échantillons et d'autres informations sur le contrôle du dopage peuvent, dans certaines circonstances, être conservées au-delà du délai de conservation applicable à des fins de recherche et autres fins permises par l'article 6.3 du Code. Les échantillons et les données doivent être traités de manière à ce qu'ils ne puissent pas être retracés jusqu'à un sportif avant d'être utilisés à ces fins secondaires. La durée maximale de conservation des données et des échantillons identifiables est de 10 ans.	Proportionnalité/nécessité
6. Procédures et décisions (VRAD)				
Décisions et procédures	Sanctions et décisions en vertu du Code	A compter de la date de décision finale : La plus longue durée entre 10 ans et la durée de la sanction*	Gérées par la CIDD. Données nécessaires en raison des violations multiples et de la durée potentielle de la sanction.	Nécessité
			*les décisions (par exemple du TAS) peuvent constituer des précédents juridiques importants et faire partie du dossier public ; dans ce cas l'ONAD peut conserver une décision au-delà de la période de conservation applicable.	Proportionnalité/nécessité
7. Passeport biologique de l'athlète	Documentation/dossiers pertinents (y compris les dossiers de résultats d'analyse anormaux, de manquements aux obligations de localisation ou relatifs aux décisions, la documentation du laboratoire et de passeport biologique de l'athlète).	La plus longue durée entre 10 ans et la durée de la sanction	Données nécessaires en raison des violations multiples et de la durée potentielle d'une sanction.	Nécessité

Catégorie	Données	Délai de conservation	Remarques	Critères
Résultats	Variables biologiques, Résultats de passeport atypique, Résultats de passeport anormal, rapports de l'UGPA, examens d'experts et autres documentations d'appui	10 ans à compter de la date de correspondance entre les résultats et le formulaire de contrôle du dopage	Données nécessaires en raison des violations multiples et pour analyser ou examiner les variables biologiques, les rapports de l'UGPA et les examens d'experts au fil du temps.	Nécessité
Localisation	Localisation (uniquement ville, pays et localisation en compétition)	10 ans à compter de la fin du trimestre de localisation pour lequel les données ont été soumises	Données nécessaires pour étayer les résultats atypiques/anormaux ou réfuter les affirmations des sportifs	Proportionnalité/nécessité

Vus pour être annexés au décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre des Sports,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/32560]

14 JULI 2021. — Decreet betreffende de dopingbestrijding en -preventie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK EEN. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1° geen schuld of nalatigheid : het bewijs van een sporter of andere persoon dat hij niet wist of vermoedde, en zelfs met de grootst mogelijke voorzichtigheid niet redelijkerwijs had kunnen weten of vermoeden, dat hij de verboden stof of verboden methode had gebruikt of toegediend had gekregen of anderszins een antidopingregel heeft overtreden. Behalve in het geval van een beschermde persoon of recreatieve sporter, moet de sporter voor elke overtreding van artikel 6, 1°, ook aantonen hoe de verboden stof in zijn lichaam is terechtgekomen;

2° geen significante schuld of nalatigheid: het bewijs van een sporter of de andere in artikel 65° bedoelde persoon dat er, gezien binnen het geheel van omstandigheden en rekening houdend met de criteria voor geen schuld of nalatigheid, geen significant verband was tussen zijn schuld of nalatigheid en de dopingovertreding. Behalve in het geval van een beschermde persoon of recreatieve sporter, moet de sporter voor elke overtreding van artikel 6, 1°, ook aantonen hoe de verboden stof in zijn lichaam is terechtgekomen;

3° antidopingactiviteiten: antidopingvoorlichting en -educatie, planning van de testverdeling, beheer van de geregistreerde testingpool, beheer van de biologische paspoorten van atleten, het uitvoeren van tests, het organiseren van de analyse van monsters, het verzamelen van informatie en het uitvoeren van onderzoeken, het verwerken van TTN-aanvragen, het beheer van de resultaten, het toezicht op en de handhaving van de naleving van de opgelegde consequenties, en alle andere activiteiten in verband met de dopingbestrijding die door of namens een antidopingorganisatie worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de Code en/of de internationale normen;

4° sportactiviteit : alle vormen van fysieke activiteit die, door een al dan niet georganiseerde deelname, als doel heeft de uitdrukking of de verbetering van de fysieke en psychische conditie, de ontwikkeling van sociale relaties of het bekomen van resultaten in competitie op alle niveaus, met inbegrip van activiteiten die zonder enige vorm van competitie worden georganiseerd en beoefend in fitnesscentra;

5° ADAMS (Anti-Doping Administration and Management System): administratie- en beheerssysteem tegen doping, dit is een online beheersinstrument, in de vorm van een databank, die gebruikt wordt om gegevens in te voeren, te bewaren, te verdelen en te verspreiden, bestemd om het WADA en zijn partners te helpen bij hun dopingbestrijdingsacties, met naleving van de wetgeving betreffende de bescherming van gegevens;

5° toediening : het verstrekken, leveren of faciliteren van, of het houden van toezicht op, of het op een andere wijze deelnemen aan het gebruik of de poging tot gebruik door een andere persoon van een verboden stof of verboden methode, met uitzondering van de handelingen van bonafide medisch personeel met betrekking tot een verboden stof of verboden methode die wordt gebruikt voor legitieme en geoorloofde therapeutische doeleinden of om een andere aanvaardbare reden, en de handelingen met betrekking tot verboden stoffen die niet verboden zijn tijdens dopingtests buiten wedstrijdverband, tenzij de omstandigheden in hun geheel erop wijzen dat dergelijke verboden stoffen niet bedoeld zijn voor legitieme en geoorloofde therapeutische doeleinden of dat ze bedoeld zijn om de sportprestaties te verbeteren;

7° substantiële hulp: overeenkomstig artikel 10.7.1 van de Code, moet de persoon die substantiële hulp verleent:

1) alle informatie waarover hij beschikt met betrekking tot dopingovertredingen of andere procedures als bedoeld in artikel 10.7.1.1 van de Code volledig onthullen in een ondertekende schriftelijke verklaring of in een opgenomen verhoor, en

2) zijn volledige medewerking verlenen aan het onderzoek en de uitspraak in elke zaak die verband houdt met die informatie, inclusief, bijvoorbeeld, het afleggen van een getuigenis op een hoorzitting indien een antidopingorganisatie of tuchtcommissie dat vraagt. Bovendien moet de verstrekte informatie geloofwaardig zijn en betrekking hebben op een belangrijk deel van een ingeleide zaak of procedure, indien er nog geen zaak of procedure is ingeleid, volstaan om een zaak of procedure in te leiden;

8° WADA (Wereldantidopingagentschap): de stichting die opgericht is onder Zwitsers recht op 10 november 1999 als internationale organisatie ter bestrijding van doping;

9° intrekking: mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 20°, a);

10° voorlopige hoorzitting : overeenkomstig artikel 7.4.3 van de Code, betreffende de beginselen die toepasselijk zijn op de voorlopige schorsingen, korte en versnelde hoorzitting, voorafgaande aan de hoorzitting bepaald in artikel 8 van de Code, met kennisgeving aan de sporter, waarbij deze zich schriftelijk of mondeling kan uitdrukken;

11° TTN : toestemming wegens therapeutische noodzaak; een TTN is een toestemming waarbij de sporter met een medische aandoening een verboden stof of verboden methode mag gebruiken in overeenstemming met artikel 4.4 van de Code en de International Standard for Therapeutic Use Exemption, op voorwaarde dat de sporter, op grond van een afweging van waarschijnlijkheden, kan aantonen dat aan elk van de volgende voorwaarden is voldaan:

(a) de verboden stof of verboden methode in kwestie is noodzakelijk voor de behandeling van een geïndiceerde medische aandoening, ondersteund door relevant klinisch bewijs;

b) het therapeutisch gebruik van de verboden stof of verboden methode mag, op grond van een afweging van waarschijnlijkheden, niet leiden tot een verbetering van de prestatie boven deze die toe te schrijven zou zijn aan de terugkeer tot de normale gezondheidstoestand van de sporter na de behandeling van zijn medische aandoening;

(c) de verboden stof of verboden methode is een geïndiceerde behandeling voor de medische aandoening en er bestaat geen redelijk therapeutisch alternatief ;

d) de noodzaak van het gebruik van de verboden stof of methode is geen gedeeltelijk of volledig gevolg van het vroegere gebruik, zonder TTN, van een stof of methode die op het ogenblik van zijn gebruik verboden was;

12° begeleider: een naar behoren opgeleide functionaris die door de autoriteit die verantwoordelijk is voor de monsterneming gemachtigd is om specifieke taken uit te voeren, waaronder een of meer van de volgende, naar goeddunken van de autoriteit die verantwoordelijk is voor de monsterneming: kennisgeving aan de voor de monsterneming geselecteerde sporter; begeleiding en observatie van de sporter tot hij/zij in het dopingcontrolestation aankomt; begeleiding en observatie van de in het dopingcontrolestation aanwezige sporter; en/of observatie en verificatie van de monsterneming, indien zijn/haar specifieke opleiding volstaat om deze taken uit te voeren. De begeleiders die door de NADO van de Franse Gemeenschap werden opgeleid en aangesteld of door haar werden erkend, kunnen eveneens, op verzoek of met instemming van de NADO van de Franse Gemeenschap, deelnemen aan activiteiten die verband houden met preventie, opvoeding en/of bewustmaking inzake dopingbestrijding;

13° CIDD: Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage (Interfederale disciplinaire commissie op het gebied van doping), een tuchtrechtelijke instantie, met de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk, als bedoeld en waarvan de bevoegdheden, beginselen en werkingsvoorwaarden zijn vastgesteld in artikel 23;

14° Verzwarende omstandigheden: omstandigheden bij een sporter of andere persoon, dan wel handelingen van een sporter of andere persoon, die de oplegging van een langere schorsingsperiode dan de standaardstraf kunnen rechtvaardigen. Deze omstandigheden en handelingen omvatten met name volgende gevallen: wanneer de sporter of andere persoon meerdere verboden stoffen of verboden methoden heeft gebruikt of in bezit heeft gehad, een verboden stof of verboden methode meerdere malen heeft gebruikt of in bezit heeft gehad, of meerdere andere overtredingen van de antidopingregels heeft begaan; wanneer een normaal persoon naar alle waarschijnlijkheid voordeel zou halen uit de prestatiebevorderende effecten van de overtreding(en) van de antidopingregel voorbij de periode van schorsing die normaal van toepassing is; wanneer de sporter of andere persoon zich schuldig heeft gemaakt aan bedrieglijk of obstructief gedrag om opsporing of bestraffing van een overtreding van de antidopingregels te voorkomen; of wanneer de sporter of andere persoon tijdens het beheer van de resultaten heeft gefraudeerd. Om twijfel te voorkomen: de hierboven beschreven voorbeelden van omstandigheden en gedragingen zijn niet exclusief, en ook andere soortgelijke omstandigheden of gedragingen kunnen het opleggen van een langere schorsingsperiode rechtvaardigen;

15° Code: de Wereld Anti-Doping Code aangenomen door het WADA op 5 maart 2003 te Kopenhagen, zoals opgenomen in bijlage 1 van de UNESCO-conventie en haar latere wijzigingen;

16° Internationaal Olympisch Comité (IOC) : niet-gouvernementele internationale organisatie zonder winstoogmerk van onbepaalde duur, in de vorm van een vereniging met rechtspersoonlijkheid, erkend door de Bondsraad van Zwitserland, overeenkomstig een akkoord dat op 1 november 2000 werd gesloten;

17° Internationaal Paralympisch Comité (IPC) : niet-gouvernementele internationale organisatie zonder winstoogmerk, op 22 september 1989 opgericht, waarvan de zetel in Bonn gevestigd is;

18° Nationaal Olympisch Comité : organisatie die door het Internationaal Olympisch Comité als zodanig wordt erkend, dit is in België het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC);

19° wedstrijd: een enige race, een enige match, een enig spel of concours. Bijvoorbeeld, een basketbalmatch of de finale 100 meter atletiek. Bij rittenkoersen en andere wedstrijden waar prijzen elke dag en gaandeweg worden uitgereikt, is het onderscheid tussen een wedstrijd en een evenement het onderscheid dat bepaald is in de regels van de betrokken internationale federatie;

20° gevolgen van de overtredingen van antidopingregels, hierna "gevolgen" genoemd: de overtreding door een sporter of een andere persoon van een antidopingregel kan één of verschillende van de volgende gevolgen hebben :

a) intrekking: dit betekent dat de resultaten van de sporter binnen wedstrijdverband of buiten wedstrijdverband ongeldig worden gemaakt, met alle gevolgen ervan, met inbegrip van de intrekking van de medailles, punten en prijzen;

b) schorsing: het is de sporter of elke andere persoon verboden, wegens overtreding van antidopingregels, deel te nemen aan elke wedstrijd, aan elke andere activiteit of elke financiering gedurende een bepaalde periode, overeenkomstig artikel 10.14 van de Code;

c) voorlopige schorsing: het is de sporter of elke andere persoon verboden deel te nemen aan elke wedstrijd, aan elke andere activiteit, in de zin van artikel 10.14 van de Code, tot de definitieve beslissing die gedurende de in artikel 8 van de Code bedoelde hoorzitting werd genomen;

d) financiële gevolgen: het opleggen van een financiële sanctie wegens overtreding van antidopingregels of om de kosten in verband met de schending van antidopingregels terug te vorderen;

e) openbaar onthullen of aan het publiek meedelen: dit betekent het onthullen of verstrekken van informatie aan het grote publiek of aan andere personen dan de personen waaraan vooraf kennis moet worden gegeven, overeenkomstig artikel 14 van de Code. Op ploegen, in het kader van ploegsport, kunnen ook gevolgen worden opgelegd overeenkomstig artikel 11 van de Code;

21° financiële gevolgen: mogelijk gevolg van de overtreding van antidopingregels, zoals bepaald in 20°, d);

22° dopingtest: onderdeel van het dopingcontroleproces waarbij monsternames worden gepland, monsters worden afgenomen, verwerkt en naar een laboratorium worden getransporteerd;

23° gerichte test: test gericht naar een sporter of een groep sporters die specifiek worden geselecteerd voor een test op een bepaald ogenblik, overeenkomstig de criteria die bepaald zijn in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken;

24° Dopingcontrole: alle stappen en procedures vanaf het plannen van de spreiding van de dopingtests tot de uiteindelijke beslissing in beroep en de tenuitvoerlegging van de gevolgen, met alle tusseliggende stappen en procedures, met inbegrip van, maar niet uitsluitend, het testen, het onderzoek, het traceren, de verblijfsgegevens, de TTN's, het afnemen en verwerken van monsters, de laboratoriumanalyse, het beheer van de resultaten, en de onderzoeken of procedures in verband met inbreuken op artikel 10.14 van de Code;

25° test binnen wedstrijdverband: met het oog op het onderscheiden van de begrippen binnen wedstrijdverband en buiten wedstrijdverband, tenzij het anders bepaald is in de regels van de internationale federatie of van de betrokken antidopingorganisatie, wordt daaronder verstaan, een test waaraan een daartoe aangestelde sporter moet worden onderworpen in het kader van een bepaalde wedstrijd binnen de in 34° vermelde periode;

26° test buiten wedstrijdverband: test die niet gedurende een wedstrijd plaatsvindt;

27° onaangekondigde controle: een controle die plaatsvindt zonder voorafgaande waarschuwing van de sporter en waarbij de sporter continu wordt vergezeld, vanaf het moment van bekendmaking tot en met monsterneming;

28. UNESCO-Conventie: de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, ondertekend door de Algemene Conferentie van de UNESCO te Parijs op 19 oktober 2005, die toepasselijk gemaakt wordt in de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 1 februari 2008 houdende instemming met de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, opgemaakt te Parijs op 19 oktober 2005;

29° openbaar onthullen: mogelijk gevolg van de overtreding van een antidopingregel, zoals bepaald in 20°, e);

30° technisch document: een document dat te zijner tijd door het WADA wordt aangenomen en gepubliceerd en dat verplichte technische voorschriften bevat voor specifieke antidopingaangelegenheden die in een internationale norm zijn vastgelegd;

31° evenementenperiode: de tijd tussen de start en het einde van het evenement, zoals vastgelegd door het bestuursorgaan van het evenement;

32° monsters of afname: elk biologisch materiaal dat wordt afgenomen voor dopingcontrole;

33° opvoeding: het proces waarbij waarden worden bijgebracht en gedragingen worden ontwikkeld die sportiviteit aanmoedigen en beschermen en opzettelijk en onopzettelijk dopinggebruik voorkomen;

34°. binnen wedstrijdverband: de periode die aanvangt om 23.59 uur op de dag vóór een wedstrijd waaraan de sporter volgens de planning zal deelnemen en eindigt bij de afsluiting van die wedstrijd en het proces van monsterafname bij die wedstrijd. Er wordt echter verduidelijkt dat het WADA een alternatieve definitie voor een sport kan goedkeuren indien een internationale federatie op geldige wijze aantoonde dat een dergelijke afwijkende definitie noodzakelijk is voor haar sport. Indien het WADA de alternatieve definitie goedkeurt, wordt deze gevolgd door alle grote evenementenorganisaties voor de sport in kwestie;

35°. overeenkomst onder voorbehoud van alle rechten: voor de toepassing van de artikelen 10.7.1.1 en 10.8.2 van de Code, een schriftelijke overeenkomst tussen een antidopingorganisatie en een sporter of een andere persoon die de sporter of de andere persoon machtigt om, in een specifiek verband en met welbepaalde termijnen, informatie aan de antidopingorganisatie te verstrekken, met dien verstande dat, indien een overeenkomst inzake substantiële hulp of een overeenkomst inzake de oplossing van een zaak niet tot stand is gekomen, de door de sporter of de andere persoon in dat specifieke verband verstrekte informatie niet door de antidopingorganisatie tegen de sporter of de andere persoon mag worden gebruikt in een procedure inzake het beheer van de resultaten krachtens de Code, en dat de door de antidopingorganisatie in dat specifieke verband verstrekte informatie door de sporter of de andere persoon niet tegen de antidopingorganisatie mag worden gebruikt in een procedure inzake het beheer van de resultaten krachtens de Code. Een dergelijke overeenkomst belet de antidopingorganisatie, de sporter of een andere persoon niet om van een bron verkregen informatie of bewijsmateriaal te gebruiken, behalve in de specifieke, in de overeenkomst beschreven tijdsgebonden context;

36° vervalsing: opzettelijke gedraging die het dopingcontroleproces wijzigt, maar niet anderszins onder de definitie van verboden methoden valt. Vervalsing omvat, maar is niet beperkt tot, het aanbieden of aannemen van smeergeld voor het verrichten of nalaten van een handeling, het verhinderen van de afname van een monster, het verstoren of verhinderen van de analyse van een monster, de fraude met documenten die aan een antidopingorganisatie, TTN-commissie of hoorcomité zijn overgelegd, het verschaffen van een valse getuigenis van een getuige, het plegen van enige andere frauduleuze handeling jegens de antidopingorganisatie of het hoorcomité om het beheer van de resultaten of het opleggen van de gevolgen te verstoren, en elke andere soortgelijke opzettelijke verstoring of poging tot verstoring van enig aspect van de dopingcontrole;

37° schuld: elk plichtsverzuim of elk gebrek aan zorgvuldigheid die in een bepaalde situatie vereist is. Factoren die bij de beoordeling van de schuldgraad van een sporter of een andere persoon in aanmerking moeten worden genomen, zijn bijvoorbeeld de ervaring van de sporter of de andere persoon, of de sporter of de andere persoon een beschermd persoon is, speciale overwegingen zoals een handicap, het risico dat de sporter had moeten zien en de zorgvuldigheid en voorzichtigheid die de sporter aan de dag heeft gelegd met betrekking tot wat het gepercipieerde risico had moeten zijn. Bij de beoordeling van de schuldgraad van een sporter of andere persoon moeten de in overweging genomen omstandigheden specifiek en relevant zijn voor de verklaring van het feit dat de sporter of andere persoon is afgeweken van het verwachte standaardgedrag. Zo zijn, bij voorbeeld, het feit dat een sporter de kans zou missen veel geld te verdienen gedurende de schorsingsperiode, of het feit dat de sporter nog maar een korte overblijvende loopbaan voor

de boeg heeft, of het ogenblik binnen het sportkalender, geen relevante factoren die in overweging te nemen zijn om de schorsingsperiode te verminderen, volgens de artikelen 10.6.1 of 10.6.2 van de Code;

38° fitness: een geheel van sportactiviteiten die alleen of in groepsverband worden beoefend in een fitnessruimte en die met name het lichamenlijk welzijn, de lichamenlijke inspanning of de spierversterking ten doel hebben, met uitzondering van zorg- of medische revalidatieactiviteiten;

39° beheer van de resultaten: het proces met inbegrip van de periode tussen de kennisgeving in de zin van artikel 5 van de Internationale Standaard voor Resultaatmanagement (ISRM) of, in sommige gevallen, bijvoorbeeld in het geval van een atypisch resultaat, voor het biologisch paspoort van de atleet, of in het geval van een aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens, de stappen voorafgaand aan de kennisgeving die uitdrukkelijk zijn voorzien in artikel 5 van de Internationale Standaard voor Resultaatmanagement, tot en met de kennisgeving van de tenlastelegging en de uiteindelijke oplossing van de zaak, met inbegrip van het einde van de hoorzittingsprocedure in eerste aanleg of in beroep, indien beroep is ingesteld;

40° Regering: de Regering van de Franse Gemeenschap;

41° doelgroep van de Franse Gemeenschap: groep elitesporters die door de NADO van de Franse Gemeenschap worden aangewezen wegens hun aansluiting bij een sportorganisatie die uitsluitend tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoort of wegens hun hoofdverblijfplaats op het grondgebied van het Franse taalgebied, in het geval van een aansluiting bij een nationaal gebleven sportfederatie, die onderworpen worden aan gerichte dopingtests, zowel binnen als buiten competitie, en die verplicht zijn hun verblijfsgegevens mee te delen, zoals bepaald in artikel 22;

42° geregistreeerde doelgroep: de groep elitesporters van de hoogste prioriteit die door een internationale sportfederatie of door een NADO zijn aangewezen om onderworpen te worden aan gerichte dopingtests, zowel binnen als buiten competitie, en die verplicht zijn hun verblijfsgegevens mee te delen, zoals bepaald in artikel 5.5 van de Code en in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken. In de Franse Gemeenschap stemt de geregistreeerde doelgroep overeen met de elitesporters van categorie A, overeenkomstig artikel 22;

43° buiten wedstrijdverband: niet binnen wedstrijdverband;

44° institutionele onafhankelijkheid: in geval van beroep zijn de hoororganen institutioneel volledig onafhankelijk van de antidopingorganisatie die verantwoordelijk is voor het beheer van de resultaten. Zij mogen derhalve op geen enkele wijze worden beheerd door, gekoppeld zijn aan of onderworpen zijn aan de voor het resultatenbeheer verantwoordelijke antidopingorganisatie;

45° operationele onafhankelijkheid: Dit betekent dat (1) geen bestuurslid, personeelslid, commissielid, consultant of ambtenaar van de voor het resultaatbeheer verantwoordelijke antidopingorganisatie of de aan haar gelieerde organisaties (bijvoorbeeld een aangesloten federatie of confederatie) of een bij het onderzoek en het vooronderzoek betrokken persoon mag worden benoemd tot lid en/of griffier (voor zover de griffier betrokken is bij de beraadslagingen en/of het opstellen van besluiten) van de hoorinstantie van de voor het resultaatbeheer verantwoordelijke antidopingorganisatie, en (2) dat de hoorinstanties het hoorzittings- en besluitvormingsproces zonder inmenging van de antidopingorganisatie of een derde partij moeten kunnen uitvoeren. Het doel is erover te waken dat leden van het hoorcomité of personen die anderszins betrokken zijn bij de beslissing van het hoorcomité, niet betrokken zijn bij het onderzoek of enige fase voorafgaand aan het nemen van de beslissing;

46° beslissingslimiet: de waarde van het drempelstofresultaat in een monster waarboven een abnormaal analyseresultaat moet worden gemeld, zoals gedefinieerd in de internationale norm voor laboratoria;

47° verboden lijst: de lijst met verboden stoffen en verboden methoden, zoals gevoegd bij de UNESCO-Convention, en door het WADA bijgewerkt;

48° evenement: een reeks individuele wedstrijden die samen worden uitgevoerd onder een verantwoordelijke organisatie (voorbeeld : Olympische Spelen, Wereldkampioenschappen van internationale federaties; enz.);

49° internationaal evenement: een evenement of wedstrijd waarbij het Internationaal Olympisch Comité, het Internationaal Paralympisch Comité, een internationale federatie, een organisator van een groot evenement of een andere internationale sportorganisatie het bestuursorgaan is of de technische officials voor het evenement aanstelt;

50° nationaal evenement: een sportevenement of -wedstrijd, dat geen internationaal evenement is, waaraan sporters van internationaal niveau of sporters van nationaal niveau deelnemen;

51° marker: een verbinding, groep verbindingen of een of meer biologische variabelen die wijzen op het gebruik van een verboden stof of een verboden methode;

52° afbraakstof: elke stof die ontstaat uit een biotransformatie;

53° verboden methode: elke methode die als zodanig wordt beschreven in de verboden lijst;

54° gespecificeerde methode: in het kader van de toepassing van sancties tegen personen wordt geen enkele verboden methode als een gespecificeerde methode beschouwd indien zij niet als zodanig in de lijst van verbodsbepalingen is vermeld;

55° minderjarige: een natuurlijke persoon die de leeftijd van achttien jaar nog niet bereikt heeft;

56° minimaal rapportageniveau: de geschatte concentratie van een verboden stof of metabooliet(en) of marker(s) daarvan in een monster, waaronder de door het WADA geaccrediteerde laboratoria het monster niet als een ongewenste analyseresultaten mogen rapporteren;

57° NADO van de Franse Gemeenschap: NADO, door en voor de Franse Gemeenschap aangewezen als NADO, ondertekenaar van de Code, in de zin van en in overeenstemming met artikel 23.1.1 van de Code;

58° organisator: elke natuurlijke of rechtspersoon die, afzonderlijk of samen met andere organisatoren, kosteloos of onder bezwarende titel, een sportactiviteit organiseert;

59° antidopingorganisatie: het WADA of een ondertekenaar die regels goedkeurt betreffende de oprichting, uitwerking of toepassing van elk luik van het dopingcontroleproces. Dit begrip omvat, bijvoorbeeld, het Internationaal Olympisch Comité, het Internationaal Paralympisch Comité, andere organisaties die grote evenementen organiseren en die tests uitvoeren bij evenementen waarvoor ze verantwoordelijk zijn, de internationale federaties en de nationale antidopingorganisaties;

60° nationale antidopingorganisatie, afgekort NADO: de voornaamste entiteit of entiteiten waaraan een land de bevoegdheid en verantwoordelijkheid heeft toegewezen om antidopingregels vast te stellen en uit te voeren, monsternames te coördineren en de resultaten ervan te beheren op nationaal niveau;

61° organisator van een groot evenement: de continentale associaties van nationale olympische comités en andere internationale organisaties voor verschillende sporten, die optreden als bestuursorgaan voor om het even welk continentaal, regionaal of ander internationaal evenement;

62° sportorganisatie: sportfederaties, sportfederaties voor gehandicapten, niet-competitieve sportfederaties, multidisciplinaire sportverenigingen, vrijetijdssportverenigingen voor gehandicapten, schoolsportfederaties en sportverenigingen in het hoger onderwijs, zoals gedefinieerd in artikel 1 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

63° deelnemer: elke sporter of elk personeelslid dat de sporter begeleidt;

64° biologisch paspoort: het programma en de methodes om een overzicht te verzamelen van alle relevante gegevens die beschreven zijn in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en de Internationale Standaard voor Laboratoria;

65° persoon: natuurlijke persoon of organisatie of elke andere entiteit;

66° begeleider: elke coach, trainer, manager, agent, teammedewerker, teamverantwoordelijke, official, elk medisch of paramedisch personeelslid, elke ouder of elke andere persoon die een sporter die deelneemt aan of zich voorbereidt op een sportactiviteit, behandelt, assisteert of met hem samenwerkt;

67° beschermde persoon: elke sporter of natuurlijke persoon die op het moment van de overtreding van de antidopingregel: (i) de leeftijd van zestien jaar niet heeft bereikt; (ii) de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt en niet behoort tot een geregistreerde doelgroep en nog nooit heeft deelgenomen aan een internationaal evenement zonder categoriebeperking; of (iii) om andere redenen dan leeftijd, niet geheel of gedeeltelijk handelingsbekwaam is bevonden volgens het toepasselijke nationale recht;

68° bezit: het daadwerkelijk of fysiek bezit, dat alleen kan worden vastgesteld als de persoon exclusieve controle heeft, of de intentie heeft om controle uit te oefenen, over de verboden stof of verboden methode of over de ruimte waar een verboden stof of verboden methode zich bevindt. Indien de persoon echter niet de exclusieve controle uitoefent over de verboden stof of het verboden middel of over de ruimten waar de verboden stof of het verboden middel wordt aangetroffen, kan het daadwerkelijk bezit alleen worden vastgesteld als de persoon op de hoogte was van de aanwezigheid van de verboden stof of de verboden methode en de intentie had er controle over uit te oefenen. Bovendien staat een overtreding van de antidopingregel die uitsluitend op bezit is gebaseerd, niet vast als de persoon, voordat hij of zij in kennis is gesteld van een overtreding van de antidopingregel, concrete maatregelen heeft genomen waaruit blijkt dat hij of zij nooit de bedoeling heeft gehad een verboden stof of een verboden middel in bezit te hebben, en afstand heeft gedaan van het bezit ervan door het uitdrukkelijk te melden aan een antidopingorganisatie. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling in deze definitie staat de aankoop, elektronisch of op een andere wijze, van een verboden stof of verboden methode gelijk met bezit door de persoon die de aankoop doet;

69° besmet product: een product dat een verboden stof bevat die niet vermeld staat op het etiket of in de informatie die via een redelijke zoekopdracht op het internet te vinden is;

70° programma van onafhankelijke waarnemers: een team van waarnemers en/of controleurs onder toezicht van het WADA die het dopingcontroleproces observeren en advies verstrekken voorafgaand aan of tijdens bepaalde evenementen en hun waarnemingen rapporteren aan het programma voor toezicht op de naleving van het WADA;

71° objectieve verantwoordelijkheid: regel die bepaalt dat de antidopingorganisatie, krachtens artikel 6, 1° en 2°, de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik door de sporter niet hoeft aan te tonen om de overtreding van de antidopingregels vast te stellen;

72° antidopingverantwoordelijke van een gelabelde fitnessclub: antidopingverantwoordelijke aangesteld door de uitbater van een gelabelde fitnessclub, overeenkomstig het decreet van 10 mei 2013 tot vaststelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsvolle fitnessclubs;

73° atypisch analysesresultaat: een rapport van een WADA-geaccrediteerd of door het WADA goedgekeurd controlelaboratorium, dat krachtens de Internationale Standaard voor Laboratoria of de technische aanhangsels verder onderzoek noodzaakt om uit te maken of er sprake is van een afwijkend analysesresultaat;

74° afwijkend analysesresultaat: een rapport van een WADA-geaccrediteerd of door het WADA goedgekeurd controlelaboratorium dat, in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Laboratoria, in een monster de aanwezigheid is gevonden van een verboden stof of van de metabolieten of markers ervan of een bewijs van het gebruik van een verboden methode;

75° afwijkend paspoortresultaat een rapport dat als een afwijkend paspoortresultaat wordt beschreven in de toepasselijke Internationale Standaarden;

76° atypisch paspoortresultaat: een rapport dat als een atypisch paspoortresultaat wordt beschreven in de toepasselijke Internationale Standaarden;

77° fitnesszaal: overdekte ruimte, gratis of tegen betaling toegankelijk voor het publiek, waarin fitnessactiviteiten worden aangeboden en georganiseerd, met inbegrip van niet-competitieve activiteiten;

78° gelabelde fitnesszaal: gelabelde fitnesszaal, als bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 10 mei 2013 tot vaststelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsvolle fitnesszalen;

79° ondertekenaars: entiteiten die de Code hebben aanvaard en zich ertoe hebben verbonden die na te leven, overeenkomstig artikel 23 van de Code;

80° evenementenlocaties: de locaties die als dusdanig zijn aangewezen door het bestuursorgaan van het evenement;

81° ploegsport: een sport waarbij de vervanging van spelers tijdens een wedstrijd toegestaan is;

82° sporter: elke persoon die een sportactiviteit beoefent, ongeacht het niveau waarop hij die sportactiviteit beoefent, als amateur of als elitesporter;

83° amateursporter: elke sporter die geen elitesporter van nationaal of internationaal niveau is;

84° elitesporter: sporter die een sportactiviteit beoefent op internationaal niveau, zoals bepaald door zijn internationale federatie, of op nationaal niveau, zoals bepaald in 89°;

85° elitesporter van categorie A: elitesporter van nationaal niveau, die een individuele discipline beoefent, gerangschikt volgens de bijlage in de categorie A,

86° elitesporter van categorie B: elitesporter die een ploegsport beoefent in een discipline gerangschikt volgens de bijlage in de categorie B;

87° elitesporter van categorie D: elitesporter van nationaal niveau, die een sportdiscipline beoefent die niet als bijlage wordt opgenomen;

88° elitesporter van internationaal niveau: elke sporter die een sportactiviteit beoefent op internationaal niveau, zoals gedefinieerd door zijn internationale federatie;

89° elitesporter van nationaal niveau: elke sporter van wie de internationale federatie de Code ondertekend heeft en deel uitmaakt van de olympische of paralympische beweging of erkend is door de Global Association of International Sports Federations (GAISF), die geen elitesporter van internationaal niveau is, en die aan een of meer van de volgende criteria voldoet:

a) hij neemt regelmatig deel aan internationale wedstrijden van hoog niveau;

b) hij beoefent zijn sportdiscipline als voornaamste bezoldigde activiteit, in de hoogste categorie of de hoogste nationale competitie van de betrokken sportdiscipline;

c) hij is geselecteerd voor of heeft in de voorbije twaalf maanden deelgenomen aan een of meer van de volgende evenementen in de hoogste competitie van de desbetreffende discipline: Olympische Spelen, Paralympische Spelen, wereldkampioenschappen, Europese kampioenschappen;

d) hij neemt deel aan een ploegsport in een competitie waarbij de meerderheid van de teams die aan de competitie deelnemen, bestaat uit sporters als vermeld in a), b) of c);

90° recreatieve sporter: elke amateurssporter; deze term sluit echter elke sporter uit die in de vijf jaar voorafgaand aan een overtreding van de antidopingregel een topatleet was op internationaal of nationaal niveau, een land vertegenwoordigde op een internationaal evenement zonder categoriebeperking, of was opgenomen in een geregistreerde testpool, een nationale testpool of een andere groep waarvoor door een internationale federatie of een NADO verplichtingen op het vlak van verblijfsgegevens werden gesteld;

91° individuele sport: elke sport die geen ploegsport is;

92° Internationale Standaard: standaard, aangenomen door het WADA ter ondersteuning van de Code. De overeenstemming met een internationale standaard, in tegenstelling tot andere standaarden, praktijken of procedures, volstaat om tot de conclusie te komen dat de procedures die in die Internationale Standaard bedoeld zijn, correct worden uitgevoerd. De internationale standaarden omvatten de technische documenten die overeenkomstig hun bepalingen worden bekendgemaakt;

93° misbruikmiddel: in het kader van de toepassing van sancties tegen individuen worden onder misbruikmiddelen ook verboden stoffen verstaan die in de verboden lijst specifiek als misbruikmiddel zijn aangemerkt omdat zij in de samenleving vaak buiten de sportcontext tot misbruik leiden;

94° verboden stof: elke stof of stofklasse die als zodanig wordt beschreven in de verboden lijst;

95° gespecificeerde stof: in het kader van de toepassing van sancties tegen personen zijn alle verboden stoffen gespecificeerde stoffen, tenzij anders vermeld in de verboden lijst;

96° schorsing: mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 20°, b);

97° voorlopige schorsing : mogelijk gevolg van de overtreding van de antidopingregels, zoals bedoeld in 20°, c);

98° TAS: Tribunal Arbitral du Sport (Hof van Arbitrage voor Sport), ingesteld binnen de stichting naar Zwitsers recht "Conseil international de l'arbitrage en matière de sport" (internationaal scheidsrecht voor de arbitrage van sportzaken);

99° poging : opzettelijk handelingen stellen die een substantiële stap zijn in de richting van handelingen die uitmonden in het overtreden van een antidopingregel. Er is echter geen sprake van een dopingovertreding alleen op basis van een poging tot het plegen van een overtreding als de persoon afziet van de poging voor die is ontdekt door een derde die niet bij de poging betrokken is;

100° gedelegeerde derde: elke persoon aan wie een antidopingorganisatie enig aspect van de dopingcontrole of antidopingvoorlichtingsprogramma's delegeert, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, derden of andere antidopingorganisaties die voor de antidopingorganisatie monsters nemen, andere dopingcontrolediensten verrichten of antidopingvoorlichtingsprogramma's verzorgen, of personen die als onafhankelijke contractant voor de antidopingorganisatie diensten op het gebied van dopingcontrole verrichten, zoals controleambtenaren of begeleiders. Deze definitie omvat niet de TAS;

101° handel: het aan een derde verkopen, het verstrekken, vervoeren, versturen, leveren of verspreiden, of bezitten voor een van die doeleinden, van een verboden stof of verboden methode, hetzij fysiek, hetzij elektronisch of op een andere wijze, door een sporter, begeleider of andere persoon die onder het gezag van een antidopingorganisatie valt. Deze definitie omvat echter niet handelingen van medisch personeel dat te goeder trouw handelt met een verboden stof die wordt gebruikt voor legitieme of geoorloofde therapeutische doeleinden of om een andere aanvaardbare reden. Ze betreft evenmin handelingen met betrekking tot verboden stoffen die niet verboden zijn tijdens dopingcontroles buiten competitie, tenzij de omstandigheden in hun geheel erop wijzen dat dergelijke verboden stoffen niet bedoeld zijn voor reële en legitieme therapeutische doeleinden of bestemd zijn om de sportprestaties te verbeteren;

102° gebruik: het op om het even welke wijze gebruiken, aanbrengen, innemen, injecteren of consumeren van een verboden stof of verboden methode.

HOOFDSTUK II. — *Opleiding, informatie en preventie voor dopingvrije sport*

Art. 2. In overeenstemming met artikel 18 van de Code en de vereisten van de Internationale Standaard voor Opleiding, zal de NADO van de Franse Gemeenschap een samenhangend programma voor dopingopvoeding, -voorlichting en -preventie ontwikkelen, uitvoeren, controleren, evalueren en bevorderen.

Het in lid 1 bedoelde programma moet de waarden en beginselen van schone en dopingvrije sport bevorderen en bijbrengen, fair play in stand houden en de gezondheid van sporters, en hun recht om op voet van gelijkheid aan wedstrijden deel te nemen, beschermen.

In naleving van de in lid 2 beschreven algemene beginselen en doelstellingen heeft het in lid 1 bedoelde programma als meer specifieke en aanvullende doelstellingen, het bewustmaken, het verstrekken van juiste informatie en de ontwikkeling van de beslissingsbekwaamheid van sporters, met name minderjarigen en amateursporters, teneinde opzettelijke of onopzettelijke overtredingen van de antidopingregels te voorkomen.

Het in lid 1 bedoelde programma wordt uitgevoerd door middel van verschillende vormen van ondersteuning, projecten, subprogramma's, acties, instrumenten en/of methodologieën die zijn aangepast aan de leeftijd en het niveau van de sporters, alsmede aan hun opleidingsniveau.

Voor de uitwerking, uitvoering, evaluatie, ontwikkeling en/of promotie van het in lid 1 bedoelde programma zal de NADO van de Franse Gemeenschap elke passende samenwerking tot stand brengen, in het bijzonder met het WADA, de andere ondertekenaars, de sportbeweging, de Regering, de universiteiten en/of met de onderwijsinstellingen.

Onverminderd artikel 4 stelt de Regering de aanvullende beginselen en modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 2, lid 5, worden sportorganisaties, sporters, ondersteunend personeel voor sporters, organisatoren, beheerders en verantwoordelijken van fitnesscentra, beheerders en verantwoordelijken van antidopingprogramma's in erkende fitnesscentra, medische keuringsartsen, begeleiders en, meer in het algemeen, eenieder als bedoeld in artikel 1, lid 65, aangemoedigd deel te nemen aan de uitvoering, ontwikkeling en/of promotie van het in artikel 2, lid 1, bedoelde programma.

De in lid 1 bedoelde deelname is gebaseerd op het beginsel van flexibiliteit, en omvat met name de volgende elementen:

- a) ze kan verschillende vormen aannemen;
- b) ze kan gebeuren via verschillende media;
- c) ze is modulair en aanpasbaar aan specifieke behoeften en/of verzoeken;
- d) ze wordt besproken en overeengekomen met de NADO van de Franse Gemeenschap;
- e) ze kan worden voorgesteld of uitgevoerd naar aanleiding van een verzoek van de NADO van de Franse Gemeenschap.

Onverminderd de voorgaande leden, verspreidt elke sportorganisatie onder de sporters, het ondersteunend personeel en de bij haar aangesloten teams de beginselen en verplichtingen die voortvloeien uit dit decreet, zijn uitvoeringsbesluiten en de Code, teneinde de naleving ervan aan te moedigen en, meer in het algemeen, de waarden en doelstellingen van een schone en dopingvrije sport te bevorderen.

De Regering bepaalt eventuele aanvullende beginselen en modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel.

Art. 4. In het kader van het programma bedoeld in artikel 2, lid 1, met inachtneming van de beginselen, doelstellingen en bepalingen vastgesteld overeenkomstig ditzelfde artikel 2, en zonder dat de onderstaande opsmopping limitatief is, zal de NADO van de Franse Gemeenschap:

- a) haar onderwijsactiviteiten voor verschillende specifieke doelgroepen vaststellen;
- b) verschillende projecten en programma's en/of educatieve instrumenten voorstellen en uitvoeren die op de verschillende vastgestelde doelgroepen zijn afgestemd;
- c) logistieke steun verlenen aan de doelgroep van de Franse Gemeenschap om hen te helpen bij het juiste gebruik van de ADAMS-software;
- d) verplichte vormings- en/of informatiesessies organiseren en geven voor de doelgroep van de Franse Gemeenschap;
- e) opleidingen en/of voorlichtingssessies voorstellen aan een persoon als bedoeld in artikel 1, 65°;
- f) andere dan de onder d) bedoelde verplichte opleidingen en/of voorlichtingssessies kunnen organiseren en verstrekken, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden;

Onverminderd f) en artikel 2, lid 6 kan de Regering de aanvullende beginselen en modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel vaststellen.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen om doping te bestrijden*

Afdeling I. — Algemene beginselen

Art. 5. Het gebruik van doping is verboden.

Dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn van toepassing op elke sporter, elk lid van het ondersteunend personeel van de sporter, elke sportorganisatie, elke manager en elke verantwoordelijke van een fitnessclub, elke manager en elke antidopingverantwoordelijke in een gelabelde fitnessclub, elke organisator, elke medisch inspecteur, elke begeleider, elke persoon bedoeld in artikel 1, 65°, de CIDD, alsook de NADO van de Franse Gemeenschap.

Onverminderd lid 2 zijn binnen sportorganisaties de leden van hun bestuursorganen, hun bestuurders, directeurs en werknemers, alsmede hun afgevaardigden en werknemers, die bij enige fase of procedure van dopingcontrole betrokken zijn, eveneens onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Onverminderd lid 3 blijven sportorganisaties als enige verantwoordelijk voor hun verplichtingen uit hoofde van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten.

Onverminderd lid 2, zijn binnen de NADO van de Franse Gemeenschap, haar directeur/directrice, haar werknemers, alsook derde afgevaardigden en werknemers van deze laatste, die betrokken zijn bij enige fase of procedure van dopingcontrole, eveneens onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Niettegenstaande paragraaf 5, blijft de NADO van de Franse Gemeenschap als enige verantwoordelijk voor haar verplichtingen overeenkomstig dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

In overeenstemming met de artikelen 23.1.1, 23.2.1, 23.2.2, 23.3 en 24.1 van de Code en onverminderd de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, is de NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code, namens de Franse Gemeenschap verantwoordelijk voor de uitvoering van de Code en het Antidopingprogramma van de Franse Gemeenschap op een wijze die in overeenstemming is met de Code.

In overeenstemming met het voorgaande lid en overeenkomstig de artikelen 24.1.1 en 24.1.2 van de Code, in het kader van het toezicht op de naleving van de Code door de ondertekenaars, dat door het WADA op zijn verzoek wordt uitgevoerd, brengt de NADO van de Franse Gemeenschap verslag uit aan haar over haar naleving van de Code.

In het kader van de toepassing van de voorgaande alinea zal het NADO van de Franse Gemeenschap in voorkomend geval aan het WADA de gevraagde toelichtingen en inlichtingen verstrekken.

Overeenkomstig artikel 24.1.3 van de Code kan het verzuim van het NADO van de Franse Gemeenschap om met het WADA samen te werken bij de toepassing van de punten 8 en 9, worden beschouwd als een inbreuk op onregelmatigheid, die er uiteindelijk toe kan leiden dat het NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code, als niet conform de Code wordt beschouwd.

In voorkomend geval zijn de mogelijke gevolgen van de niet-naleving van de Code, en de beginselen die relevant zijn voor de vaststelling van de gevolgen in een specifiek geval van niet-naleving, die welke zijn voorzien in artikel 24.1.12 van de Code en artikel 10 van de Internationale Standaard voor de naleving van de Code door de ondertekenaars. Dit zijn met name gevolgen als het niet in aanmerking komen voor het indienen van een kandidatuur voor de organisatie van belangrijke internationale evenementen in de Franse Gemeenschap of het niet in aanmerking komen voor het verkrijgen van het recht om belangrijke internationale evenementen in de Franse Gemeenschap te organiseren.

Onverminderd de paragrafen 7 tot 11 en overeenkomstig de artikelen 20.5.1 en 22.8 van de Code, is het NADO van de Franse Gemeenschap onafhankelijk en autonoom in al haar operationele beslissingen en activiteiten ten aanzien van alle derden, en in het bijzonder ten aanzien van de sportadministratie, de sportorganisaties en de Regering.

De in het vorige lid bedoelde operationele besluiten en activiteiten hebben onder meer betrekking op:

- a) alle antidopingactiviteiten, als omschreven in artikel 1, 3°;
- b) rechtstreekse samenwerking met andere Belgische, Europese of internationale antidopingorganisaties of overheidsinstanties, met het oog op de toepassing van de Code en zijn antidopingprogramma op een wijze die in overeenstemming is met de Code, zoals bepaald in lid 7;
- c) onverminderd het bepaalde onder a) en in de artikelen 2 tot en met 4, de ontwikkeling en uitvoering van acties, projecten, programma's en/of campagnes voor dopingpreventie, voorlichting, onderwijs, communicatie en/of bewustmaking inzake dopingbestrijding;
- d) de budgettaire capaciteit om inkomsten te innen, in het bijzonder uit administratieve boetes, en om uitgaven te doen die verband houden met de uitvoering van de opdrachten van het NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code.

Onverminderd en in overeenstemming met de paragrafen 7 tot 13, is het NADO van de Franse Gemeenschap, met het oog op haar daadwerkelijke autonomie en onafhankelijkheid in haar operationele beslissingen en activiteiten, met name gemachtigd om:

- a) zelf overeenkomsten, protocollen of andere akkoorden te sluiten met andere Belgische, Europese of internationale antidopingorganisaties of overheidsinstanties, die rechtstreeks verband houden met de uitvoering van zijn taken als ondertekenaar van de Code;
- (b) een logo en/of een eigen merk te hebben en te gebruiken;
- c) te beschikken over en gebruik maken van een eigen begrotingsfonds voor dopingpreventie en -bestrijding.

Art. 6. Onverminderd artikel 10, moet onder doping worden verstaan:

1° de aanwezigheid van een verboden stof of van een metaboliet of marker daarvan in een monster dat afkomstig is van het lichaam van de sporter;

Het komt elke sporter persoonlijk toe zich ervan te vergewissen dat geen verboden stof in zijn lichaam wordt opgenomen.

Sporters zijn verantwoordelijk voor elke verboden stof of de metabolieten of markers daarvan waarvan de aanwezigheid in hun monsters wordt ontdekt.

Het bewijs van de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik vanwege de sporter hoeft bijgevolg niet te worden geleverd om de overtreding van de antidopingregels op grond van 1° vast te stellen.

De schending van een antidopingregel op grond van 1° wordt vastgesteld in elk van de volgende gevallen:

de aanwezigheid van een verboden stof of van de metabolieten of markers ervan in het A-monster van de sporter, wanneer deze geen analyse vraagt van het B-monster en het B-monster niet wordt geanalyseerd;

of wanneer het B-monster wordt geanalyseerd, de bevestiging, door de analyse van het B-monster, van de aanwezigheid van de verboden stof of van de metabolieten of de markers ervan die in het A-monster van de sporter werden ontdekt;

of indien het A- of B-monster van de sporter in twee delen wordt gesplitst en de analyse van het confirmatieve deel van het gesplitste monster de aanwezigheid bevestigt van de verboden stof of metabolieten of markers daarvan die in het eerste deel van het gesplitste monster zijn aangetroffen, of indien de sporter afziet van de analyse van het confirmatieve deel van het gesplitste monster.

Met uitzondering van de stoffen waarvoor in de verboden lijst of in een technisch document specifiek een beslissingslimiet is opgegeven, vormt de aanwezigheid van om het even welke gerapporteerde hoeveelheid van een verboden stof of metaboliet of marker ervan in een monster van een sporter een overtreding van de dopingregels.

Als uitzondering op de algemene regel bedoeld in 1°, kunnen de verboden lijst, de internationale normen en technische documenten specifieke criteria bevatten voor het rapporteren of beoordelen van bepaalde verboden stoffen;

2° het gebruik of de poging tot gebruik door een sporter van een verboden stof of een verboden methode.

De sporter moet er persoonlijk voor zorgen dat geen verboden stof in zijn lichaam terecht komt en dat geen verboden methode wordt gebruikt.

Het bewijs van de intentie, de schuld, de nalatigheid of het bewuste gebruik vanwege de sporter hoeft bijgevolg niet te worden geleverd om de overtreding van de antidopingregels wegens het gebruik van een verboden stof of een verboden methode vast te stellen.

Het succes of het falen van het gebruik of de poging tot gebruik van een verboden stof of een verboden methode is niet bepalend.

Het gebruik of de poging tot gebruik van een verboden stof of een verboden methode volstaat om de overtreding van de antidopingregels vast te stellen;

3° het ontwijken van een monsterneming, of het weigeren of zich niet aanbieden voor een monsterneming door een sporter.

De overtreding van een in 3° bedoelde antidopingregel is het ontwijken van een monsterneming of, zonder geldige reden, na de kennisgeving door een naar behoren gemachtigd persoon, het weigeren van een monsterneming of het zich niet aanbieden voor een monsterneming;

4° aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens door een sporter.

De in lid 4 bedoelde overtreding van de antidopingregel bestaat uit een combinatie van drie gemiste dopingtests en/of aangifteverzuimen betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens, als omschreven in de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, binnen een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de vaststelling van het eerste verzuim door een topsporter van categorie A;

5° het plegen van bedrog, of de poging daartoe, bij om het even welk onderdeel van de dopingcontrole door een sporter of een andere persoon;

6° het bezit van een verboden stof of verboden methode door een sporter of een personeelslid dat de sporter begeleidt;

Overeenkomstig artikel 2.6.1 van de Code, kan de overtreding van de in 6° bedoelde antidopingregel worden gevormd door het bezit door een sporter, binnen wedstrijdverband, van een verboden stof of verboden methode, of het bezit door een sporter, buiten wedstrijdverband, van een buiten wedstrijdverband verboden stof of verboden methode, tenzij de sporter aantoonde dat het bezit strookt met een geldige TTN, toegekend bij toepassing van artikel 4.4, of een andere aanvaardbare rechtvaardiging.

Overeenkomstig artikel 2.6.2 van de Code, betreft de overtreding van de antidopingregel bedoeld onder 6° ook het bezit door een begeleider, binnen wedstrijdverband, van een verboden stof of verboden methode, of het bezit door een begeleider, buiten wedstrijdverband, van een verboden stof of verboden methode die buiten wedstrijdverband verboden is, in verband met een sporter, een wedstrijd of een training, tenzij de betrokken persoon aantoonde dat dit bezit strookt met een TTN toegekend aan de sporter met toepassing van artikel 4.4 of een andere aanvaardbare rechtvaardiging opgeeft;

7° de handel of de poging tot handel in een verboden stof of een verboden methode door een sporter of een andere persoon;

8° de toediening of de poging tot toediening door een sporter of een andere persoon, aan een sporter binnen wedstrijdverband van een verboden methode of verboden stof, of de toediening of de poging tot toediening aan een sporter buiten wedstrijdverband van een verboden methode of een verboden stof die verboden is buiten wedstrijdverband;

9° de medeplichtigheid, of de poging daartoe, van een sporter of een andere persoon.

De overtreding van de antidopingregel bedoeld in 9° bestaat uit het meewerken, aanmoedigen, helpen, aanzetten tot, samenzweren, verbergen of om het even welke andere vorm van opzettelijke medeplichtigheid of poging daartoe in het kader van de overtreding van antidopingregels of poging tot overtreding van antidopingregels of de overtreding van artikel 10.14.1 van de Code door een andere persoon;

10° verboden vereniging door een sporter of een andere persoon.

Met de overtreding van de antidopingregel opgenomen onder 10° wordt elke professionele of sportgerelateerde samenwerking bedoeld tussen een sporter of een andere persoon die onder het gezag staat van een antidopingorganisatie en een begeleider die:

a) onder het gezag van een antidopingorganisatie staat en een schorsing uitzit; of

b) niet onder het gezag van een antidopingorganisatie staat en er geen schorsing is opgelegd in het kader van een resultaatbeheersingsproces overeenkomstig de Code, maar in een strafrechtelijke, tuchtrechtelijke of beroepsprocedure veroordeeld of schuldig bevonden is aan gedrag dat een overtreding van de antidopingregel zou hebben gevormd indien op de betrokken persoon regels van toepassing waren geweest conform de Code. De diskwalificerende status zal van kracht zijn gedurende een periode van zes jaar vanaf de strafrechtelijke, beroepsrechtelijke of tuchtrechtelijke uitspraak of voor de periode van de opgelegde strafrechtelijke, beroepsrechtelijke of tuchtrechtelijke sanctie, als deze laatste langer is dan zes jaar; of

c) optreedt als dekmantel of tussenpersoon voor een persoon zoals beschreven in a) of b).

Om een overtreding van de antidopingregel onder 10° vast te stellen, moet het NADO van de Franse Gemeenschap aantonen dat de sporter of andere persoon op de hoogte was van de diskwalificerende status van de begeleider van de sporter.

In toepassing van het voorgaande lid dient de sporter of de andere persoon aan te tonen dat de samenwerking met de begeleider, vermeld in a) of in b) van 10°, lid 2, niet professioneel of sportgerelateerd is en/of dat deze samenwerking niet redelijkerwijs kon worden vermeden.

Indien de NADO van de Franse Gemeenschap weet heeft van een begeleider die aan de criteria beschreven in a), b), of c) beantwoordt, geeft ze die informatie door aan het WADA;

11° daden van een sporter of een andere persoon om het doen van aangifte bij de autoriteiten te ontmoedigen of daden van vergelding tegen dergelijke aangiften.

Indien deze gedraging niet anderszins een overtreding van de antidopingregel onder 5° van dit artikel vormt, bestaat de overtreding van de antidopingregel onder 11° uit:

a) iedere daad waardoor een ander wordt bedreigd of geïntimideerd om te voorkomen dat hij of zij te goeder trouw informatie over een vermeende overtreding van de antidopingregel of een vermeende niet-naleving van de Code zou melden aan het WADA, een antidopingorganisatie, wetshandhavingsinstanties, regelgevende of professionele tuchtrechtelijke instanties, een hoorcomité of een persoon die voor het WADA of een antidopingorganisatie een onderzoek uitvoert; of

b) vergelding tegen een persoon die te goeder trouw bewijsmateriaal of informatie over een vermeende overtreding van de antidopingregel of een vermeende niet-naleving van de Code heeft verstrekt aan het WADA, een antidopingorganisatie, wetshandhavingsinstanties, regelgevende of professionele tuchtrechtelijke instanties, een hoorcomité of een persoon die voor het WADA of een antidopingorganisatie een onderzoek uitvoert.

In het kader van de in 11°, leden 1 en 2 bedoelde overtreding van de antidopingregel vallen onder vergelding, bedreiging en intimidatie elke maatregel die tegen een dergelijke persoon wordt genomen, hetzij omdat de maatregel niet te goeder trouw is genomen, hetzij omdat hij een onevenredige reactie vormt.

Art. 7. § 1. De bewijslast komt toe aan het NADO van de Franse Gemeenschap, die de overtredingen van een antidopingregel bedoeld in artikel 6 moet aantonen.

De bewijsstandaard waaraan het NADO van de Franse Gemeenschap zich dient te houden is het aantonen van de overtreding van de antidopingregel ten genoegen van de CIDD, die overeenkomstig artikel 23, § 1 en § 3 tot en met 6 beoordeelt of een of meer overtredingen van de antidopingregel zijn begaan, alsmede de ernst van de beschuldiging beoordeelt.

De bewijsstandaard moet, in ieder geval, meer dan een afweging van waarschijnlijkheden zijn, maar minder dan een bewijs boven gerede twijfel.

Wanneer dit decreet de sporter of elke andere persoon waarvan is aangetoond dat hij antidopingregels heeft overtreden, belast met het omkeren van het vermoeden of met het vaststellen van specifieke feiten en omstandigheden, wordt, behoudens het bepaalde in § 2, lid 2, onder b) en c), de maatstaf van het bewijs bepaald door een afweging van de waarschijnlijkheden.

§ 2. Feiten met betrekking tot een dopingpraktijk kunnen met alle middelen van recht worden vastgesteld, inclusief bekentenissen.

Overeenkomstig artikel 3.2 van de Code, zijn de volgende regels voor de vaststelling van de feiten en inzake vermoeden van toepassing:

a) analytische methoden of beslissingslimieten die door het WADA zijn goedgekeurd na overleg met de desbetreffende wetenschappelijke gemeenschap of toetsing door een leescomité, worden verondersteld wetenschappelijk geldig te zijn. Elke sporter of andere persoon die de geldigheid van de voorwaarden van dergelijk vermoeden wil aanvechten of het vermoeden van wetenschappelijke geldigheid wil weerleggen, dient het WADA eerst in kennis te stellen van deze aanvechting en de redenen daarvoor. Het WADA kan ook van een dergelijke betwisting in kennis worden gesteld door het CIDD, in eerste aanleg of in beroep, of door het TAS op eigen initiatief. Binnen tien dagen nadat het WADA die kennisgeving en het dossier met betrekking tot die betwisting heeft ontvangen, heeft het WADA het recht om als partij te interveniëren, als *amicus curiae* op te treden of op een andere wijze bewijzen te leveren in de procedure. In zaken die voor het TAS worden gebracht, benoemt het TAS-panel op verzoek van het WADA een geschikte wetenschappelijke deskundige om het panel bij te staan bij de beslissing over de betwisting;

b) de door het WADA geaccrediteerde of goedgekeurde laboratoria worden vermoed de analyses van monsters en de bewaarprocedures te hebben uitgevoerd in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Laboratoria. De sporter of een andere persoon kan dat vermoeden weerleggen door aan te tonen dat een afwijking van de Internationale Standaard voor Laboratoria heeft plaatsgevonden die redelijkerwijs het afwijkende analyseresultaat kan hebben veroorzaakt. In het in het vorige lid bedoelde geval, als de sporter of de andere persoon het vermoeden weerlegt, moet het NADO van de Franse Gemeenschap aantonen dat die afwijking het afwijkende analyseresultaat niet heeft veroorzaakt;

c) de afwijkingen van alle andere internationale normen of andere antidopingregels of -beginselen die in de Code, dit decreet of de uitvoeringsbesluiten daarvan zijn vastgelegd, maken testresultaten of andere bewijzen van een overtreding van de antidopingregel niet ongeldig en vormen geen verweer tegen een overtreding van de antidopingregel. Indien de sporter of andere persoon echter aantoont dat een afwijking van één van de specifieke bepalingen van de Internationale Normen die hieronder zijn vermeld onder (i), (ii), (iii), of (iv), redelijkerwijs de oorzaak had kunnen zijn van een overtreding van de antidopingregel op basis van een abnormaal analyseresultaat of een aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens, dan dient het NADO van de Franse Gemeenschap aan te tonen dat een dergelijke afwijking niet de oorzaak was van het abnormaal analyseresultaat of een aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens:

(i) een afwijking van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken in verband met het nemen of behandelen van stalen die redelijkerwijze een inbreuk op de antidopingregel had kunnen veroorzaken op basis van een abnormaal analyseresultaat, in welk geval het de taak is van het NADO van de Franse Gemeenschap om te bewijzen dat die afwijking het abnormaal analyseresultaat niet heeft veroorzaakt;

(ii) een afwijking van de Internationale standaard voor resultaatbeheer of de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken met betrekking tot een afwijkend paspoortresultaat dat redelijkerwijs een overtreding van de antidopingregel zou kunnen hebben veroorzaakt, in welk geval het NADO van de Franse Gemeenschap dient aan te tonen dat een dergelijke afwijking de overtreding van de antidopingregel niet heeft veroorzaakt;

(iii) een afwijking van de Internationale standaard voor resultaatbeheer met betrekking tot de verplichting om de sporter in kennis te stellen van de opening van het B-staal, die redelijkerwijs de oorzaak had kunnen zijn van een overtreding van de antidopingregel op basis van een abnormaal analyseresultaat, in welk geval het NADO van de Franse Gemeenschap dient aan te tonen dat een dergelijke afwijking de overtreding van de antidopingregel niet heeft veroorzaakt;

(i) een afwijking van de Internationale Standaard voor resultaatbeheer in verband met de kennisgeving van de sporter die redelijkerwijze een inbreuk op de antidopingregel had kunnen veroorzaken op basis van een aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens, in welk geval het de taak is van het NADO van de Franse Gemeenschap om te bewijzen dat deze afwijking het aangifteverzuim betreffende het doorgeven van verblijfsgegevens niet heeft veroorzaakt;

d) feiten die worden aangetoond op grond van een beslissing van een rechtbank of een bevoegd professioneel disciplinair orgaan waartegen geen beroepsprocedure loopt, vormen een onweerlegbaar bewijs van de feiten tegen de sporter of de andere persoon waarop de beslissing betrekking heeft, tenzij de sporter of de andere persoon aantoont dat de beslissing de principes van eerlijke rechtsbedeling schendt;

e) de CIDD die optreedt in een hoorzitting over de overtreding van antidopingregels, mag een negatieve gevolgtrekking maken ten aanzien van een sporter of andere persoon die wordt verweten de antidopingregels op basis van zijn weigering te hebben overtreden, nadat hij daarvoor redelijke tijd op voorhand is opgeroepen, om te verschijnen tijdens de zitting, en de vragen van de CIDD of het NADO van de Franse Gemeenschap, wanneer die de overtreding van de antidopingregels ten laste legt, te beantwoorden.”.

Art. 8. Met het oog op het opzoeken en inzamelen van inlichtingen en, in voorkomend geval, het verzamelen van bewijs, waardoor dopinggevallen kunnen worden aangetoond, zoals bedoeld in artikel 6, beschikt de NADO van de Franse Gemeenschap over een onderzoeksbevoegdheid, overeenkomstig artikel 5.7 van de Code en de vereisten voorzien in de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken.

In het kader van de in het vorige lid bedoelde onderzoeksbevoegdheid, kan de NADO van de Franse Gemeenschap:

a) inlichtingen over doping die van alle beschikbare bronnen afkomstig zijn, verkrijgen, onderzoeken en behandelen, om de invoering van een doeltreffend, verstandig en evenwichtig plan voor de verdeling van de controles te ondersteunen, gerichte tests plannen en/of als basis dienen voor een onderzoek dat betrekking heeft op één of meer eventuele overtreding(en) van antidopingregels, zoals bedoeld in artikel 6;

b) de atypische resultaten en de afwijkende paspoortresultaten onderzoeken, om inlichtingen of bewijzen in te zamelen, met inbegrip van, inzonderheid, analytische bewijzen, om te bepalen of één of meer eventuele overtreding(en) van de antidopingregels, bedoeld in artikel 6, 1° en/of 2° werd/werden begaan;

c) elke andere inlichting of elk ander analytisch of niet analytisch gegeven onderzoeken die/dat één of meer eventuele overtreding(en) van de in artikel 6, 3^o tot 11^o bedoelde antidopingregels vermeldt, om het bestaan van een overtreding uit te sluiten of om bewijsmateriaal te verzamelen met het oog op het openen van een procedure voor de overtreding van de antidopingregels;

d) een automatisch onderzoek voeren over de begeleider van de sporter in geval van overtreding van de antidopingregels door een beschermde persoon, en een automatisch onderzoek voeren over elke begeleider van de sporter die zijn steun heeft verleend aan meer dan één sporter die schuldig werd bevonden aan overtreding van de antidopingregels.

De Regering kan eventuele bijkomende regels nader bepalen voor de toepassing van dit artikel.

Overeenkomstig artikel 5, lid 14, onder a), en onverminderd het voorgaande lid, kan de NADO van de Franse Gemeenschap met het oog op de toepassing van dit artikel en in het bijzonder om schaalvoordelen te behalen en/of meer georganiseerde vormen van doping te bestrijden, overeenkomsten, protocollen of andere akkoorden sluiten met andere antidopingorganisaties, in het bijzonder met de drie andere Belgische NADO's, alsook met andere Belgische, Europese of internationale overheidsinstanties.

Art. 9. De Regering besluit over de verboden lijst en de herzieningen ervan binnen drie maanden na de aanname ervan door het WADA.

Het advies van de Commissie voor de preventie van gezondheidsrisico's in de sport en dat van de Conseil supérieur des Sports is bij deze aannemingsprocedure niet vereist.

De beslissing van het WADA om verboden stoffen en verboden methoden op de verboden lijst te plaatsen, de indeling van stoffen in bepaalde klassen op de verboden lijst, de indeling van een stof als te allen tijde verboden of alleen tijdens een wedstrijd, de indeling van een stof of methode als gespecificeerde stof, waarbij de indeling van een stof of methode als gespecificeerde stof, gespecificeerde methode of misbruikte stof definitief is en niet kan worden aangevochten door een sporter of andere persoon, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, een beroep op de grond dat de stof of methode geen maskeermiddel is, de sportprestaties niet kan verbeteren, geen gezondheidsrisico inhoudt of niet in strijd is met sportiviteit.

Art. 10. § 1. De aanwezigheid van een verboden stof of metabolieten of markers ervan bedoeld in artikel 8, 1^o, en/of het gebruik of de poging tot gebruik bedoeld in artikel 8, 2^o, en/of het bezit of de toediening of de poging tot toediening van een verboden stof of verboden methode in de zin van artikel 8, 6^o en 8^o, worden niet als een overtreding van antidopingregels beschouwd als daarvoor een TTN gegeven is in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak.

§ 2. Er wordt een Commissie voor het verlenen van de toestemming wegens therapeutische noodzaak (TTN-commissie) voor vrijstellingen van therapeutisch gebruik ingesteld.

De TTN-commissie bestaat uitsluitend uit onafhankelijke artsen, die door de regering worden benoemd.

De Regering bepaalt, overeenkomstig de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, de voorwaarden en de procedure voor de benoeming van de leden van de TTN-commissie, de voorwaarden en de procedure voor de hernieuwing van de benoeming van deze leden, hun bezoldiging en de middelen om na te gaan of aan de in § 2, tweede lid, bedoelde onafhankelijkheidsvoorwaarden is voldaan.

§ 3. In overeenstemming met artikel 1, 11^o, overeenkomstig artikel 4.4.2 van de Code en onverminderd lid 3, is de TTN-commissie bevoegd om TTN's toe te kennen:

a) aan de elitesporters van nationaal niveau, bedoeld in artikel 1, 89^o, die behoren tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap, ongeacht hun categorie;

b) aan de topsporters bedoeld in artikel 12 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

c) amateursporters, met inbegrip van recreatieve sportbeoefenaars en beschermde personen.

De TTN-commissie is niet bevoegd ten opzichte van de elitesporters die, in toepassing van artikel 4.4.3 van de Code verplicht zijn om zich te richten tot hun internationale federatie.

Onverminderd de twee voorgaande alinea's, maar niettegenstaande lid 1, overeenkomstig artikel 6.3 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak:

a) een sporter die reeds bij een andere antidopingorganisatie een aanvraag voor een TTN heeft ingediend, mag niet op dezelfde gronden een aanvraag bij de TTN-commissie indienen; en

b) een sporter die reeds een TTN van een andere antidopingorganisatie heeft, kan zich niet op dezelfde gronden tot de TTN-commissie wenden.

§ 4. De regering stelt, overeenkomstig de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, de werkingsregels van de TTN-commissie vast, alsook de procedures voor de aanvraag, de behandeling en de toekenning van TTN's.

Onverminderd het bepaalde in het eerste en derde lid, en in § 3, derde lid, kunnen amateursporters, met inbegrip van recreatieve sporters en beschermde personen, bedoeld in § 3, eerste lid, c), bij de TTN-commissie een TTN aanvragen en verkrijgen, met terugwerkende kracht.

In afwijking tot lid 2 is, indien een beschermde persoon niettemin behoort tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap, lid 2 niet op hem van toepassing en volgt hij dezelfde procedure als die welke voor de doelgroep van de Franse Gemeenschap geldt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de in lid 2 bedoelde procedure.

§ 5. Onverminderd en in het kader van de toepassing van § 4, zijn de besluiten van de TTN-commissie:

a) gemotiveerd, rekening houdend met de in artikel 1, 11^o, vastgestelde criteria; en

b) binnen 15 werkdagen na ontvangst van de volledige toestemmingsaanvraag meegedeeld aan de betrokken sporter; en

c) uiterlijk binnen 21 dagen na het besluit in ADAMS worden gecodeerd, overeenkomstig artikel 5.5 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak en met inachtneming van de in § 8 gespecificeerde voorschriften inzake beveiliging, vertrouwelijkheid en gegevensbescherming.

Wanneer de TTN-commissie besluit een TTN te weigeren, heeft de betrokken sporter het recht beroep aan te tekenen bij het secretariaat van de Commissie van beroep van de TTN-commissie, gevestigd bij het CIDD, volgens de door de regering vastgestelde procedures.

Overeenkomstig artikel 4.4.9 van de Code wordt een TTN-aanvraag die naar behoren is ingediend en volledig is bevonden, geacht te zijn geweigerd indien de TTN-commissie niet binnen de in lid 1, onder b), bepaalde termijn van vijftien werkdagen een besluit neemt.

In geval van toepassing van het bovenstaande lid heeft de betrokken atleet het recht in beroep te gaan bij het secretariaat van de Commissie van beroep van de TTN-commissie, gevestigd bij het CIDD, op de door de Regering bepaalde wijze.

De beroepscommissie van de TTN-commissie, gevestigd bij het CIDD, bestaat eveneens uit onafhankelijke artsen en heeft een geheel andere samenstelling dan de TTN-commissie die de aanvraag in eerste aanleg in behandeling heeft genomen.

De beslissing van de beroepscommissie van de TTN-commissie, gevestigd bij het CIDD, is:

- a) gemotiveerd, rekening houdend met de in artikel 1, 11°, vastgestelde criteria;
- b) meegedeeld aan de betrokken sporter en aan de NADO van de Franse Gemeenschap, binnen 15 werkdagen na ontvangst van het beroep van de sporter; en
- c) gecodeerd in ADAMS, door de NADO van de Franse Gemeenschap, uiterlijk binnen 21 dagen na het besluit, overeenkomstig artikel 5.5 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak en met inachtneming van de in § 8 gespecificeerde voorschriften inzake beveiliging, vertrouwelijkheid en gegevensbescherming.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, stelt de Regering de nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

§ 6. Onverminderd het recht van de sporter om beroep aan te tekenen als bedoeld in § 5, lid 2 en 4, overeenkomstig artikel 4.4.6 van de Code, kan het WADA elk TTN-besluit te allen tijde herzien, hetzij op uitdrukkelijk verzoek van de betrokken sporter of zijn sportfederatie, hetzij op eigen initiatief.

Indien de door het WADA getoetste TTN-beslissing voldoet aan de criteria van artikel 1, 11° en de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, zal het WADA die beslissing niet terugdraaien.

Indien het door het WADA getoetste TTN-besluit niet voldoet aan de criteria van artikel 1, 11° en de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, zal het WADA dat besluit terugdraaien.

In overeenstemming met artikel 4.4.8 van de Code kan tegen elke beslissing van het WADA om een TTN-beslissing - genomen krachtens bovenstaande paragraaf - terug te draaien, door de betrokken Atleet, door de NADO van de Franse Gemeenschap en/of door de betrokken Internationale Federatie, uitsluitend beroep worden aangetekend bij het TAS.

Onverminderd § 5, lid 2 en 4, en lid 1 en 4, kan, overeenkomstig artikel 4.4.7 van de Code, tegen elk TTN-besluit, dat is genomen door een Internationale Federatie of NADO die ermee heeft ingestemd om een TTN-aanvraag namens een Internationale Federatie te beoordelen en dat niet door het WADA wordt getoetst of dat door het WADA is getoetst maar niet is teruggedraaid, overeenkomstig lid 3, door de betrokken sporter en/of de NADO van de Franstalige Gemeenschap, uitsluitend beroep worden ingesteld bij het TAS.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, stelt de Regering de nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

§ 7. Overeenkomstig artikel 5.2 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, onverminderd lid 2, en § 6, lid 1, en op voorwaarde dat het voldoet aan de criteria, vermeld in artikel 1, 11°, en in de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, is een door de TTN verleende TTN-commissie geldig:

- (a) in de Franse Gemeenschap, en
- b) op nationaal niveau, wereldwijd, ten aanzien van elke nationale antidopingorganisatie, zonder dat formele erkenning nodig is, overeenkomstig artikel 7 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak.

In overeenstemming met de artikelen 5.6 en 5.8 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak en in afwijking van de in lid 1 neergelegde beginselregel, geldt, indien door de TTN-commissie een TTN is verleend aan een sporter in een van de in § 3, lid 1 bedoelde categorieën, die vervolgens een internationale topsporter wordt en/of indien de betrokken sporter aan een Internationaal Evenement deelneemt, de door de TTN-commissie verleende TTN niet van rechtswege, al naar gelang het geval, ten aanzien van de betrokken Internationale Federatie en/of de betrokken organisatie van grote evenementen.

In overeenstemming met artikel 7.1 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, dient de betrokken sporter in het geval dat het bovenstaande lid van toepassing is, contact op te nemen met, naargelang het geval, zijn of haar Internationale Federatie en/of de relevante organisatie voor grote evenementen, met het oog op het verkrijgen van erkenning van, of het verzekeren van de erkenning en geldigheid van, de door de TTN-commissie verleende TTN.

Overeenkomstig artikel 4.4 van de Code en de artikelen 5.2 en 7.1 van de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, maar onverminderd § 6, lid 1, wordt een TTN toegekend door een andere antidopingorganisatie, in overeenstemming met de criteria opgenomen in artikel 1, 11°, en in de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak, automatisch erkend en geldig geacht in de Franse Gemeenschap.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, kan de Regering de nadere regels vaststellen, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

§ 8. De TTN-commissie waarborgt, overeenkomstig artikel 13, de strikte naleving van de persoonlijke levenssfeer van sporters bij de verwerking van persoonlijke gezondheidsgegevens die haar worden toevertrouwd.

Onverminderd het bovenstaande en met het oog op de naleving:

- (a) de gegevens worden vertrouwelijk verwerkt door en onder de verantwoordelijkheid van gezondheidswerkers, onverminderd leden 3 en 4;

(b) de gegevens worden uitsluitend verwerkt met het oog op de dopingbestrijding en meer in het bijzonder om na te gaan of in de aan de Commissie voorgelegde gevallen wordt voldaan aan de criteria die zijn vastgelegd in artikel 1, 11°, en in de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak;

c) de codering van de besluiten van de TTN-commissie in ADAMS, als bedoeld in § 5, lid 1, en § 6, c), heeft uitsluitend tot doel het WADA in staat te stellen gebruik te maken van zijn recht, als bedoeld in § 6, lid 1, en voorts de eerbiediging, erkenning en geldigheid van de door de TTN-commissie genomen besluiten te waarborgen ten aanzien van de enige antidopingorganisaties die de betrokken sporter zouden kunnen testen en/of een tuchtrechtelijke beslissing tegen hem zouden kunnen nemen;

d) de toegang in ADAMS tot beslissingen van de TTN-commissie die uit hoofde van § 5, lid 1, en § 6, onder c), zijn gecodeerd, is eveneens beperkt tot medische beroepsbeoefenaren die lid zijn van het WADA of van de enige antidopingorganisaties die de betrokken sporter mogen testen en/of disciplinaire maatregelen tegen hem mogen nemen;

e) a contrario en in samenhang met d), de besluiten van de CAUT die in ADAMS zijn gecodeerd uit hoofde van § 5, lid 1, en § 6, c), zijn gecodeerd en ontoegankelijk voor andere personen dan die welke beperkt zijn tot die welke onder d) zijn vermeld.

Onverminderd leden 1, 2 en 4 kan de commissie het door haar nuttig geachte advies inwinnen van medische of wetenschappelijke deskundigen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Onverminderd leden 1 en 2, wordt de informatie die wordt verstrekt aan de in lid 3 bedoelde deskundigen, die niet onder het medisch geheim vallen, geanonimiseerd en eveneens strikt vertrouwelijk behandeld, onder de verantwoordelijkheid van de leden van de TTN-commissie.

Onverminderd artikel 13 en het bepaalde in dit lid, kan de Regering de nadere regels vaststellen, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Art. 11. In het kader van de dopingbestrijding, onverminderd artikel 5, leden 7 tot en met 14, zal de regering:

1° de samenwerking van de NADO van de Franse Gemeenschap met andere Belgische, Europese of internationale antidopingorganisaties of overheidsinstanties aanmoedigen, met het oog op de toepassing van de Code en zijn antidopingprogramma van de Franse Gemeenschap op een wijze die in overeenstemming is met de Code;

2° wederzijdse dopingcontroles tussen antidopingorganisaties aanmoedigen;

3° het onderzoek naar dopingbestrijding bevorderen en aanmoedigen;

4° de autonomie en de onafhankelijkheid van de NADO van de Franse Gemeenschap respecteren, in het bijzonder door zich niet te mengen in haar operationele beslissingen en activiteiten, overeenkomstig artikel 5, paragrafen 12 tot 14;

5° ervoor zorgen, binnen de perken van de beschikbare kredieten, dat de NADO van de Franse Gemeenschap over voldoende middelen beschikt, in het bijzonder menselijke en budgettaire middelen, om al haar taken en verantwoordelijkheden als ondertekenaar van de Code te kunnen uitvoeren, overeenkomstig artikel 5, leden 7 tot 14;

6° op voorstel van de NADO van de Franse Gemeenschap of in het nodige overleg met deze laatste, aan het Parlement elke eventuele wijziging van het decreet of de eventuele goedkeuring van een nieuw decreet voorstellen;

7° op voorstel van de NADO van de Franse Gemeenschap of in het nodige overleg met deze laatste, elk uitvoeringsbesluit van dit decreet goedkeuren;

8° alles in het werk te stellen om, binnen de grenzen van zijn prerogatieven en bevoegdheden, zo nodig in samenwerking met andere Regeringen, Ministers en/of overheidsdiensten van een ander gezagsniveau en met inachtneming van de vereisten, wetten en voorschriften die van toepassing zijn op grenscontroles, immigratie en toegang;

(a) het onbeperkte vervoer te verzorgen van urine- en bloedmonsters op een wijze die de veiligheid en integriteit ervan waarborgt; en

b) te zorgen voor de onbelemmerde in- en uitreis van dopingcontroleurs, alsmede de onbelemmerde toegang tot alle ruimten waar internationale topsporters of nationale topsporters wonen of trainen, met het oog op onaangekondigde tests;

9° overeenkomstig artikel 22.3 van de Code, en binnen de perken van zijn prerogatieven en bevoegdheden, elk initiatief kunnen nemen met het oog op het aannemen of bevorderen van disciplinaire gedragsregels en in het bijzonder regels die ertoe strekken agenten en werknemers die betrokken zijn bij dopingcontrole, sportprestaties of medische verzorging in sportverband, ook in een toezichthoudende hoedanigheid, disciplinair te straffen voor het feit dat zij activiteiten hebben ondernomen die een overtreding van de antidopingregel zouden hebben gevormd indien regels conform de Code van toepassing waren geweest op deze personen;

10° zich ervan onthouden, onverminderd 4°, binnen de grenzen van zijn prerogatieven en bevoegdheden en in voorkomend geval door samen te werken met andere Regeringen, Ministers en/of overheidsdiensten onder een ander gezagsniveau, de toegang van het WADA tot dopingmonsters, dossiers of antidopinginformatie die in het bezit zijn van of gecontroleerd worden door het NADO van de Franse Gemeenschap, te beperken of te belemmeren.

Onverminderd artikel 12 kan de Regering de nadere regels vaststellen, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Art. 12. "In het kader van de toepassing van artikel 11, 1°, onverminderd en buiten de samenwerking bedoeld in de artikel 5 § 4 van het samenwerkingsakkoord van 24 november 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport, indien een elitesporter tegelijk in de doelgroep van de Franse Gemeenschap en in de doelgroep van een andere antidopingorganisatie wordt opgenomen, zullen deze onder elkaar bepalen dat enkel één onder die de verblijfsgegevens van de betrokken elitesporter zal beheren, en dat de andere toegang tot die gegevens zou kunnen hebben. Als ze het niet eens zijn, worden de beginselen van de Code en van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken toegepast.

In het kader van de toepassing van artikel 11, 1°, onverminderd en buiten de samenwerking bedoeld in de artikel 5 § 4 van het samenwerkingsakkoord van 24 november 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en -bestrijding in de sport, indien een elitesporter van de categorie B of C ook is opgenomen in de doelgroep en in de doelgroep van een andere antidopingorganisatie of een internationale federatie waarvoor hij meer verblijfsgegevens moet geven dan vereist is op grond van artikel 22, § 3, lid 1 of § 1, lid 2, is deze sporter verplicht om verblijfsgegevens vereist door de andere NADO of door de betrokken internationale federatie mee te delen.

In het kader van de toepassing van artikel 11, 1° en 2°, onverminderd en buiten de samenwerking bedoeld in de artikel 5 § 4 van het samenwerkingsakkoord van 24 november 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende doping-preventie en -bestrijding in de sport, indien de NADO van de Franse Gemeenschap controles op één of meer sporters wenst uit te voeren bij een sportevenement waarvoor ze in principe niet bevoegd is, moet ze vooraf de toelating vragen aan de organisatie onder de bescherming waarvan dat evenement wordt georganiseerd, overeenkomstig artikel 5.3.2. van de Code.

De Regering kan de eventuele nadere regels voor de in het vorige lid bedoelde procedure bepalen.

Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de Regering nadere regels vaststellen, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Art. 13. § 1. De informatie die in het kader van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt ingewonnen of meegegeeld - hierna "informatie" te noemen:

a) is vertrouwelijk;

b) is noodzakelijk om te voldoen aan de wettelijke en contractuele verplichtingen van de NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code, zoals beschreven in artikel 5, leden 7 tot 14;

c) bevat persoonsgegevens, zoals gedefinieerd in Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, hierna "de AVG" genoemd.

Onverminderd lid 1 is de in lid 4, a) tot en met g), bedoelde informatie:

a) ook gebaseerd op zwaarwegende redenen van algemeen belang, zoals erkend in overweging 112 van de AVG;

b) noodzakelijk voor de vervulling van de taken van algemeen belang of die verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de NADO van de Franse Gemeenschap is opgedragen.

De verwerking van deze gegevens heeft tot algemeen doel de bestrijding van dopinggebruik en de uitvoering van antidopingactiviteiten met het oog op de bevordering van een sportuitoefening die de gezondheid, de billijkheid, de gelijkheid en de sportieve geest eerbiedigt.

Onverminderd lid 3:

a) zijn de specifieke doeleinden van de verwerking van informatie in verband met de opvoeding, de voorlichting en de preventie op het gebied van dopingbestrijding die welke worden genoemd in artikel 2, leden 2 en 3;

b) de specifieke doeleinden van de verwerking van gegevens in verband met de onderzoeksbevoegdheden van de NADO van de Franse Gemeenschap zijn die welke worden bedoeld in artikel 8, lid 1;

c) de specifieke doeleinden van de verwerking, alsmede de specifieke voorschriften inzake beveiliging, vertrouwelijkheid en bescherming van informatie betreffende de TTN's, zijn die welke in artikel 10, § 8, worden vermeld;

d) de specifieke doeleinden waarvoor de gegevens betreffende controles worden verwerkt, zijn die welke worden bedoeld in artikel 15, § 1, lid 1;

e) de specifieke doeleinden van de verwerking van informatie betreffende het biologisch paspoort van de sporter zijn die welke worden bedoeld in artikel 15, § 1, lid 1 en artikel 16, lid 2;

f) de specifieke doeleinden van de verwerking van informatie met betrekking tot het resultatenbeheer komen overeen met de doeleinden van de artikelen 19, 20 en 23, § 1, die respectievelijk betrekking hebben op de kennisgeving van de resultaten en de tuchtrechtelijke behandeling van dopinggevallen, nadat een vermeende overtreding van de antidopingregel door de NADO van de Franse Gemeenschap is gemeld en in behandeling is genomen;

g) de specifieke doeleinden waarvoor de gegevens over de verblijfplaats van topsporters worden verwerkt, zijn, overeenkomstig artikel 5.5 van de Code, het plannen, coördineren of uitvoeren van dopingcontroles, het verstrekken van informatie die van belang is voor het biologisch paspoort of andere testresultaten van de sporter, het meewerken aan een onderzoek naar een mogelijke overtreding van de antidopingregel of het meewerken aan een procedure waarin een overtreding van de antidopingregel wordt aangevoerd.

§ 2. Onverminderd lid 2, is de NADO van de Franse Gemeenschap verantwoordelijk voor de verwerking van de informatie bedoeld in § 1, lid 4.

Wat de ADAMS-gegevensbank betreft, die door het WADA wordt beheerd, is het WADA verantwoordelijk voor de verwerking van de informatie die daarin is opgenomen.

§ 3. De gegevens die ter uitvoering van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten kunnen worden verwerkt, zijn die welke noodzakelijk zijn om te voldoen aan de wettelijke en contractuele verplichtingen van het NADO van de Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code, zoals beschreven in artikel 5, leden 7 tot 14, met betrekking tot de doeleinden waarnaar wordt verwezen in § 1, leden 3 en 4.

Onverminderd eventuele aanvullende informatie die door de regering wordt gespecificeerd en die noodzakelijk is voor de uitvoering van de volgende bepalingen, betreft de in lid 1 bedoelde informatie:

a) wat betreft vorming, voorlichting en preventie op het gebied van dopingbestrijding: informatie die uit hoofde van hoofdstuk 2 mag worden verwerkt;

b) wat de onderzoeksbevoegdheden van de NADO van de Franse Gemeenschap betreft: de gegevens bedoeld in artikel 8 en in bijlage 2, onverminderd lid 1;

c) wat de TTN's betreft: de in artikel 10 en punt 3 van bijlage 2 bedoelde gegevens;

d) wat de controles betreft: de in de artikelen 8 en 15 tot en met 26 en in bijlage 2 bedoelde gegevens, onverminderd de eerste alinea;

e) wat het biologisch paspoort van de sporter betreft: de gegevens bedoeld in de artikelen 8, 15 tot en met 26 en punt 7 van bijlage 2;

f) wat betreft het prestatiebeheer: de informatie bedoeld in de artikelen 8, 15 tot en met 26, 29 en bijlage 2, onverminderd de eerste alinea;

g) wat betreft de verblijfplaats van sporters: de in artikel 22 en punt 2 van bijlage 2 bedoelde informatie.

§ 4. De voorwaarden waaronder de informatie wordt verwerkt, zijn die welke in dit decreet zijn vastgesteld, onverminderd de aanvullende procedures en modaliteiten die door de regering worden gespecificeerd en die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de hierna volgende bepalingen:

a) wat betreft vorming, voorlichting en preventie op het gebied van dopingbestrijding: de voorwaarden voorzien in hoofdstuk 2;

b) wat de onderzoeksbevoegdheden van de NADO van de Franse Gemeenschap betreft: de voorwaarden bedoeld in artikel 8;

c) wat de TTN's betreft: de voorwaarden voorzien in artikel 10;

c) wat de TTN's betreft: de in artikel 8 en 15 tot 26 bedoelde voorwaarden;

e) wat het biologisch paspoort van de sporter betreft: de in artikel 8 en 15 tot 26 bedoelde voorwaarden;

f) wat betreft het prestatiebeheer: de in artikel 8, 15 tot 26 en 29 bedoelde voorwaarden;

g) wat de vestigingsplaats van sporters betreft: de voorwaarden van de artikelen 21, 22 en 23, § 2.

§ 5. Overeenkomstig de internationale norm voor de bescherming van persoonsgegevens is de bewaartermijn voor gegevens die op grond van het decreet en de uitvoeringsbesluiten worden verzameld en verwerkt, afhankelijk van het soort gegevens, de termijn die in bijlage 2 is vastgesteld.

§ 6. Onverminderd de beginselen en regels van vertrouwelijkheid, veiligheid en bescherming voorzien in artikel 10, § 8, voor wat betreft de TTN, en in dit artikel, mogen de gegevens die krachtens het decreet en krachtens de toepassing van zijn uitvoeringsbesluiten worden verzameld en verwerkt, enkel worden meegedeeld aan de volgende ontvangers, met inachtneming van de doeleinden voorzien in § 1, leden 3 en 4, en enkel in de mate die strikt noodzakelijk is voor de verwezenlijking van deze doeleinden, voor elk van de hierna opgesomde specifieke domeinen:

1° met betrekking tot de informatie en gegevens die worden verwerkt en verzameld op het gebied van onderwijs, voorlichting en preventie van dopinggebruik, zoals bedoeld in de artikelen 2 tot en met 4: de agenten van de NADO van de Franse Gemeenschap belast met onderwijsdossiers, het WADA en eventueel sportorganisaties, nationale sportorganisaties, internationale federaties, sporters, sportondersteunend personeel, organisatoren, managers en verantwoordelijken van fitnesscentra, managers en verantwoordelijken van anti-doping van erkende fitnesscentra, andere Belgische NADO's, andere NADO's, aangewezen of erkende keuringsartsen, aangewezen of erkende begeleiders, laboratoria die geaccrediteerd of anderszins erkend zijn door het WADA, universiteiten, onderwijsinstellingen en, meer in het algemeen, eenieder als bedoeld in artikel 1, 65, die deelneemt aan het opleidings-, voorlichtings- en preventieprogramma inzake dopingbestrijding, bedoeld in artikel 2, lid 1;

2° met betrekking tot informatie en gegevens die worden verzameld en verwerkt in het kader van de onderzoeksbevoegdheden van de NADO van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 8: de agent(en) van de NADO van de Franse Gemeenschap of de agent(en) naar behoren door haar gemandateerd, belast met de onderzoeksdossiers en de onderzochte sporter(s) en/of het (de) lid (leden) van het ondersteunend personeel van de onderzochte sporter(s) en/of de organisator of sportorganisatie waarop het onderzoek betrekking heeft en, eventueel en indien nodig, de andere betrokken antidopingorganisaties, met inbegrip van de andere Belgische NADO's, de betrokken sportorganisatie(s), de betrokken nationale sportorganisatie(s), de betrokken internationale federatie(s), de organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen, de politie- en justitiediensten, de CIDD, de douane, het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en het WADA;

3° met betrekking tot de informatie en gegevens verzameld en verwerkt bij de TTN-aanvragen: de leden van de TTN-commissie, de eventueel geraadpleegde medische of wetenschappelijke deskundigen, de geteste sporter en zijn behandelende arts, het WADA, de andere betrokken antidopingorganisaties, met inbegrip van de andere Belgische NADO's en, in voorkomend geval en indien nodig, de leden van de beroepsraad van de TTN, de betrokken sportorganisatie(s), de betrokken nationale sportorganisatie(s), de betrokken internationale federatie(s), de organisaties verantwoordelijk voor grote evenementen en de CIDD;

4° met betrekking tot de informatie en gegevens die worden verzameld en verwerkt voor de planning en uitvoering van dopingcontroles, met inbegrip van, in voorkomend geval, voor de uitvoering van het biologisch paspoort van de sporter, bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid: de functionarissen van de NADO van de Franse Gemeenschap belast met de testdossiers, de aangewezen of erkende keuringsartsen, de door het WADA geaccrediteerde of anderszins erkende laboratoria, de geteste sporter en het WADA en, eventueel en indien nodig, de andere betrokken antidopingorganisaties, waaronder de andere Belgische NADO's, de betrokken sportorganisatie(s), de betrokken nationale sportorganisatie(s), de betrokken internationale federatie(s), de organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen, de NADO van de Franse Gemeenschap agent(en) die belast is (zijn) met onderzoeksdossiers en de CIDD;

5° met betrekking tot de verblijfplaatsgegevens van topsporters op nationaal niveau, zoals bedoeld in artikel 22: de betrokken topsporter en, in voorkomend geval, de door de sporter gemachtigde derde als bedoeld in artikel 22, § 3, lid 2, de agent(en) van de NADO van de Franse Gemeenschap die belast is (zijn) met het toezicht op de verblijfplaatsverplichtingen, de betrokken arts die door de NADO van de Franse Gemeenschap is aangewezen om tests uit te voeren en het WADA en, eventueel en indien nodig, de andere betrokken antidopingorganisaties, waaronder de andere Belgische NADO's, de betrokken sportorganisatie(s), de betrokken internationale federatie(s), de organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen, de agent(en) van de NADO van de Franse Gemeenschap belast met de onderzoeksdossiers en de CIDD;

6° met betrekking tot informatie en gegevens die zijn verzameld en verwerkt in het kader van het resultatenbeheer, met inbegrip van tuchtrechtelijke beslissingen die door de CIDD zijn genomen krachtens artikel 23: de CIDD, de agenten van de NADO van de Franse Gemeenschap belast met het beheer van de resultaten, het WADA, de sportorganisaties, de nationale sportorganisaties, andere relevante antidopingorganisaties met inbegrip van andere Belgische NADO's en, indien van toepassing, de NADO van het land waar de persoon verblijft, de NADO van de landen waarvan de persoon een onderdaan of licentiehouder is, organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen, de C. I.O. of C.I.P., naar gelang van het geval, wanneer de beslissing gevolgen kan hebben voor de Olympische Spelen of de Paralympische Spelen, met name beslissingen die gevolgen hebben voor de mogelijkheid daaraan deel te nemen, de antidopingmanagers van de erkende fitnesscentra, de politiediensten en de gerechtelijke diensten, alsmede het WADA.

Wanneer informatie wordt meegedeeld aan een van de in lid 1 bedoelde ontvangers en deze ontvanger in een derde staat is gevestigd, gaat de voor de verwerking verantwoordelijke na of de betrokken derde staat een passend niveau van gegevensbescherming waarborgt.

Wanneer informatie wordt doorgegeven aan een ontvanger in een derde land, deelt de voor de verwerking verantwoordelijke de ontvanger mee dat verdere doorgifte verboden is:

- a) aan ontvangers in landen zonder adequaatheidsbesluit;
- b) voor doeleinden die onverenigbaar zijn met het oorspronkelijke doel van de inzameling.

§ 7. Onverminderd de bepalingen van dit artikel en de specifieke bepalingen van artikel 10, § 8, betreffende de TTN's, geschiedt elke verwerking van persoonsgegevens over de gezondheid van sporters onder de verantwoordelijkheid van een gezondheidswerker.

§ 8. Onverminderd artikel 17, § 7 kan de NADO van de Franse Gemeenschap deze gegevens verwerken, zodra ze anoniem zijn gemaakt, voor statistieke doeleinden, voor onderzoek of voor de bevordering van het beleid voor de bestrijding van doping.

De in lid 1 bedoelde anonimisering moet van dien aard zijn dat het met geen enkel redelijk middel meer mogelijk is de startgegevens toe te schrijven aan een individuele sporter.

§ 9. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de Regering nadere regels vaststellen, alsmede aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 14. Het decreet is van toepassing:

1° op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2° op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, aan de instellingen die een sportactiviteit, een sportcompetitie, een sportmanifestatie of een sportopleiding organiseren en die door hun organisatie moeten worden beschouwd als vallend onder de exclusieve bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

Afdeling III. — Dopingtoezicht en dopingtestprocedures

Art. 15. § 1. "Een dopingcontrole kan als doel hebben, met het oog op de vaststelling van de in artikel 6, 1° en 2° bedoelde dopinggevallen, ofwel het directe ontdekken van een verboden stof of verboden methode in het lichaam van de sporter, ofwel het indirecte ontdekken van een verboden stof of een verboden methode omwille van zijn gevolgen op het lichaam, door het opstellen van het biologisch paspoort van de sporter, onder de in artikel 16 bedoelde voorwaarden.

In overeenstemming met de artikelen 5.2 en 5.2.5 van de Code en artikel 4.5.5 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, kan elke sporter, elite of amateur, met inbegrip van recreatieve sporters, sporters die als beschermde personen worden beschouwd en minderjarige sporters, worden onderworpen aan een dopingcontrole door de NADO van de Franse Gemeenschap, ook indien de sporter in een schorsingsperiode zit, en ongeacht of de test is opgenomen in het testdistributieplan als bedoeld in lid 3.

Onverminderd de paragrafen 2, 4 en 5, alsook de bijkomende principes, voorwaarden en procedures bepaald door de Regering, stelt de NADO van de Franse Gemeenschap jaarlijks een plan op voor de verdeling van de dopingcontroles die moeten worden uitgevoerd op sporters, zowel in als buiten competitie en met inbegrip, in voorkomend geval, buiten elke competitie, in fitnesscentra.

Onverminderd leden 2, 3 en 5 wordt het in lid 3 bedoelde controleverdelingsplan:

a) op vertrouwelijke wijze opgesteld en uitgevoerd door de NADO van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 5, leden 12 en 13, a) van dit decreet, artikel 5.4 van de Code, en artikelen 4.1 tot 4.9 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken;

b) bestaat uit het plannen van gerichte en aselechte controles;

c) is bedoeld om doeltreffend en evenredig te zijn, en uiteindelijk een consequente prioritering mogelijk te maken van sportdisciplines, categorieën sporters, soorten tests, soorten monsters die moeten worden genomen en soorten monsteranalyses die moeten worden uitgevoerd;

d) wordt voorafgegaan door een gedocumenteerde dopingrisicobeoordeling, waarbij rekening wordt gehouden met de criteria van artikel 4.2.1 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken;

e) zorgt ervoor, maar niet uitsluitend, dat er controles worden uitgevoerd:

1° betreffende sportbeoefenaars op alle niveaus, met inbegrip van amateursporters, en in het bijzonder betreffende minderjarige sporters, sporters die als beschermde personen worden beschouwd en recreatieve sporters, met dien verstande dat de meeste tests gericht zijn op en voorbehouden zijn aan topsporters op nationaal niveau;

2° in een significant aantal verschillende sporten, rekening houdend met de onder d) bedoelde dopingrisicobeoordeling;

3° tijdens en buiten de competitie, rekening houdend met de onder d) bedoelde dopingrisicobeoordeling;

4° in het voorkomende geval, buiten de competitie, rekening houdend met de onder d) bedoelde dopingrisicobeoordeling;

5° in team- en individuele sporten;

6° door middel van bloed- en urinetests en, in voorkomend geval, het biologisch paspoort van de sporter, zoals bedoeld in het lid 1;

7° op het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Onverminderd de voorgaande alinea's worden alle dopingcontroles die gepland en/of uitgevoerd worden door en op verzoek van de NADO van de Franse Gemeenschap uitgevoerd in overeenstemming met het proportionaliteitsbeginsel, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met:

a) het niveau van de te testen sporter;

b) strikte naleving van de maatregelen inzake vertrouwelijkheid en gegevensbescherming als bedoeld in artikel 13;

c) geverifieerde en betrouwbare informatie over dopinggebruik waarover het NADO van de Franse Gemeenschap beschikt, in het kader van zijn onderzoeksbevoegdheden als bedoeld in artikel 8;

d) afhankelijk van de punten a) tot en met c), de plaats, het tijdstip en het type van de inspectie die moet worden gepland en/of uitgevoerd.

§ 2. Alle dopingcontroles van de NADO van de Franse Gemeenschap worden uitgevoerd door keuringsartsen.

De in lid 1 bedoelde keuringsartsen zijn artsen of houders van een masterdiploma in de geneeskunde, hetzij opgeleid door de NADO van de Franse Gemeenschap en aangesteld door de regering, hetzij opgeleid door een andere antidopingorganisatie en erkend door de NADO van de Franse Gemeenschap.

Onverminderd de twee voorgaande alinea's mag een medisch inspecteur zich tijdens een dopingcontrole laten bijstaan door een of meer begeleiders en/of vergezeld worden door een of meer vertegenwoordiger(s) van de ordehandhaving.

De regering stelt de voorwaarden en procedures vast voor de benoeming van keuringsartsen en begeleiders, alsmede die voor de erkenning van keuringsartsen en begeleiders die door een andere antidopingorganisatie zijn opgeleid.

De regering stelt tevens de regels vast betreffende de onafhankelijkheid van de keuringsartsen en de aangewezen of erkende begeleiders, alsmede die betreffende hun bezoldiging.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden van de vertegenwoordigers van de ordediensten, kunnen de keuringsartsen, tijdens de inspectiemissies die zij uitvoeren voor de NADO van de Franse Gemeenschap:

1° monsters van de de bevoorrading van de sporter en zijn ondersteunend personeel verzamelen of laten verzamelen, voor analyse in een door het WADA geaccrediteerd laboratorium of op een andere door het WADA goedgekeurde wijze;

2° lichaamsmonsters van de sporter, zoals bijvoorbeeld haar, bloed, urine of speeksel, verzamelen of laten verzamelen met het oog op analyse in een geaccrediteerd of anderszins door het WADA goedgekeurd laboratorium;

3° de voertuigen, kleding, uitrusting en bagage van de sporter en zijn begeleiders controleren;

4° alle informatie verzamelen die zij in verband met een mogelijke overtreding van de artikelen 5, eerste lid, en 6 van dit decreet achten.

Onverminderd § 1, leden 2 en 3, en overeenkomstig de artikelen 5.2 en 5.2.5 van de Code, hebben vertegenwoordigers van wetshandavingsinstanties, keuringsartsen en begeleiders, met name met het oog op dopingcontroles door de NADO van de Franse Gemeenschap, toegang tot kleedkamers, trainingsruimten, fitnessruimten, sportaccommodaties, sportfaciliteiten en sportvelden waar sportactiviteiten worden georganiseerd.

§ 4. De dopingcontroles die door de in § 2, lid 1, bedoelde keuringsartsen worden verricht, kunnen overeenkomstig de voorschriften van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, in het bijzonder artikel 4.6.1 daarvan, worden verricht op urine en/of bloed en eventueel worden verricht in het kader van het biologisch paspoort van de sporter, als bedoeld in § 1, lid 1.

Voor het urine- en bloedonderzoek worden twee monsters genomen, die worden omschreven als A- en B-monsters.

Onverminderd de leden 1 en 2 bepaalt de regering de procedures en voorwaarden voor het nemen van monsters, alsmede de procedures voor de opslag, het vervoer en de analyse van de monsters.

§ 5. Voor alle tests die voor de NADO van de Franse Gemeenschap worden uitgevoerd, vullen de keuringsartsen een dopingcontroleformulier in, kortweg een DCF, en ondertekenen ze dit.

Het DCF omvat:

1° de naam en voornaam van de sporter;

2° indien de sporter minderjarig is, de naam van de wettige vertegenwoordiger die hem begeleidt of de naam van de persoon die door deze laatste gemachtigd is;

3° geboortedatum en nationaliteit van de sporter;

4° het feit dat de controle werd verricht binnen of buiten competitie;

5° de vereiste soort(en) van controle(s);

6° de controledatum;

7° de controleruimte;

8° de naam van de keuringsarts;

9° indien van toepassing, de naam van de eventueel aanwezige begeleider;

10° de toepasselijke maatregelen inzake vertrouwelijkheid en gegevensbeveiliging, overeenkomstig artikel 13.

Het DCF kan op papier of elektronisch worden opgesteld, ingevuld en ondertekend.

Het DCF is geschreven in het Frans, maar is vertaald in het Nederlands en het Engels. In geval van betwisting prevaleert de oorspronkelijke Franse versie.

Het DCF wordt opgesteld in viervoud, één exemplaar voor de sporter, één exemplaar voor het door het WADA geaccrediteerde of anderszins erkende laboratorium en twee exemplaren voor het NADO van de Franse Gemeenschap.

Het voor de sporter bestemde exemplaar wordt hem of haar direct na de test overhandigd door de keuringsarts of wordt hem of haar door het NADO van de Franse Gemeenschap binnen de tien dagen na de test toegestuurd.

De kopieën bestemd voor het NADO van de Franse Gemeenschap worden haar door de keuringsarts binnen de drie dagen na de keuring toegezonden.

De regering stelt de nadere regels en eventuele aanvullende procedures voor de toepassing van dit lid vast.

§ 6. Indien de sporter die wordt getest een minderjarige is, wordt hij vergezeld door een wettelijke vertegenwoordiger of door een andere volwassene persoon die daartoe gemachtigd is door een wettelijke vertegenwoordiger van de minderjarige sporter.

De regering stelt de nadere regels en eventuele aanvullende procedures voor de toepassing van dit lid vast.

Naast minderjarige sporters kan de regering, overeenkomstig de voorschriften van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, ook eventuele aanpassingen van testprocedures vaststellen voor andere categorieën sporters, zoals sporters met een handicap of sporters die als beschermde personen worden beschouwd.

§ 7. Indien een sporter of een lid van het begeleidend personeel van een sporter wordt getest en zich vervolgens terugtrekt uit de sport, mag dit geen invloed hebben op de voortzetting van het dopingcontroleproces, met inbegrip van het beheer van de resultaten.

Onverminderd en in overeenstemming met lid 1 wordt, indien een sporter of een andere persoon zich tijdens het proces voor het resultatenbeheer terugtrekt uit de sport, het proces niettemin voltooid.

Onverminderd en in overeenstemming met lid 1 wordt, indien een sporter of een andere persoon zich terugtrekt uit de sport voordat het proces voor het resultatenbeheer op gang is gebracht, het proces voor het beheer van de resultaten niettemin uitgevoerd en voltooid.

§ 8. Onverminderd de bevoegdheid erkend aan andere ambtenaren door of krachtens andere wets- of decreetbepalingen wordt de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie door de regering toegekend aan een of meerdere begeleider(s) en eventueel aan een of meerdere personeelsleden van de NADO van de Franse Gemeenschap, om de taken bedoeld in dit decreet uit te oefenen.

De regering stelt de procedure, de nadere regels en de voorwaarden voor de toepassing van het voorgaande lid vast.

§ 9. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, stelt de regering nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Art. 16. Een biologisch paspoort van de sporter, zoals bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, kan worden opgesteld door de NADO van de Franse Gemeenschap voor nationale topsporters die behoren tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap, in overeenstemming met de vereisten van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en de Internationale Standaard voor Laboratoria.

Onverminderd het in artikel 15, § 1, eerste lid, bedoelde hoofddoel, kan het biologisch paspoort van de sporter ook worden gebruikt om gerichte tests op de betrokken elitesporters te laten uitvoeren.

De Regering bepaalt, in overeenstemming met de Code en de bepalingen van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, de procedureregels voor het opstellen, het beheren en het opvolgen van het biologisch paspoort.

Onverminderd het voorafgaande lid, kan de regering een eenheid voor het beheer van het paspoort van de sporter aanstellen, ermee belast de NADO van de Franse Gemeenschap bij te staan voor het opstellen, het beheren en het opvolgen van het biologisch paspoort.

Als het voorafgaande lid wordt toegepast, worden de gegevens betreffende de gezondheid van de sporters, binnen de eenheid voor het beheren van het paspoort van de sporter, verwerkt door en onder de verantwoordelijkheid van een gezondheidsprofessional.

De bewaartermijn van de gegevens van het biologisch paspoort van de sporter staan vermeld in punt 7 van bijlage 2.

Art. 17. § 1. Onverminderd §§ 2 en 6 worden de monsters afgenomen overeenkomstig artikel 15 geanalyseerd door een WADA-geaccrediteerd of op een andere wijze door het WADA goedgekeurd laboratorium, enkel en alleen om verboden stoffen of verboden methoden opgesomd in de verboden lijst bedoeld in artikel 9 op te sporen.

Het door de WADA geaccrediteerd of op een andere wijze door het WADA goedgekeurde laboratorium onderzoekt, volgens de criteria en vereisten die zijn vastgelegd in de Internationale Standaard voor Laboratoria, daartoe het monster dat is genomen en verzonden door de NADO van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op uitdrukkelijk verzoek van de NADO van de Franse Gemeenschap of van het WADA kan het door de WADA geaccrediteerd of op een andere wijze door het WADA goedgekeurde laboratorium in de lichamelijke monsters, die volledig anoniem zijn gemaakt, eveneens de aanwezigheid onderzoeken van andere stoffen of elementen die blijken geven van het gebruik van methoden andere dan deze die vermeld zijn in de in artikel 9 bedoelde lijst, met als doel:

- 1° mee te werken aan het door het WADA ingestelde toezichtprogramma;
- 2° deel te nemen aan een door de NADO van de Franse Gemeenschap ingestelde dopingbestrijdingsprogramma;
- 3° een erkende antidopingorganisatie bij te staan bij het opstellen van het profiel van de relevante biologische parameters van de sporters voor doeleinden op het vlak van dopingbestrijding.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke een laboratorium door de Franse Gemeenschap kan worden erkend of de erkenning ervan kan worden ingetrokken. Om te worden erkend, moet het laboratorium door het WADA worden geaccrediteerd of anders goedgekeurd.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van dit artikel, en in overeenstemming met artikel 6.1 van de Code, worden met het oog op de rechtstreekse vaststelling van een ongunstige analyseresultaten overeenkomstig artikel 6, 1°, de monsters alleen geanalyseerd in door het WADA geaccrediteerde laboratoria of op een andere door het WADA goedgekeurde wijze. De keuze van het door de WADA geaccrediteerd of op een andere wijze door het WADA goedgekeurde laboratorium voor de analyse van de monsters ligt uitsluitend bij de NADO van de Franse Gemeenschap die verantwoordelijk is voor het resultatenbeheer.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van dit artikel, in overeenstemming met artikel 6.1.1 van de Code, en zoals bepaald in artikel 7, § 2, eerste lid, kunnen feiten met betrekking tot overtredingen van de antidopingregel worden vastgesteld met elk betrouwbaar middel. Hieronder vallen bijvoorbeeld laboratoriumanalyses of andere betrouwbare forensische analyses die buiten door het WADA geaccrediteerde of erkende laboratoria zijn uitgevoerd.

§ 6. Onverminderd de bepalingen van dit artikel, en overeenkomstig artikel 6, lid 2, van de Code, moeten monsters en de bijbehorende analytische gegevens en informatie over dopingcontroles worden geanalyseerd om verboden stoffen en verboden methodes op te sporen die vermeld worden in de verboden lijst, alsook andere stoffen zoals geïnstrueerd door het WADA krachtens artikel 4.5 van de Code, of om antidopingorganisaties te helpen bij het opstellen van profielen voor de relevante parameters in de urine, het bloed of een andere matrix van de sporter, met inbegrip van DNA- of genetische profielen, of voor enig ander legitiem doeleinde in het kader van de strijd tegen doping.

§ 7. Onverminderd de bepalingen van dit artikel, en overeenkomstig artikel 6.3, van de Code, mogen monsters, de bijbehorende analytische gegevens en informatie over dopingcontroles worden gebruikt voor anti-dopingonderzoek, met dien verstande dat geen enkel monster voor onderzoeksdoeleinden mag worden gebruikt zonder de schriftelijke toestemming van de sporter.

Monsters en de bijbehorende analytische gegevens en informatie over dopingcontroles, die voor onderzoeksdoeleinden worden gebruikt, worden zodanig voorbereid dat wordt voorkomen dat de monsters en de bijbehorende analytische gegevens en informatie over dopingcontroles, aan een individuele sporter zouden kunnen worden toegeschreven, overeenkomstig artikel 13, § 8, lid 2.

Elk onderzoek waarbij monsters en de bijbehorende analytische gegevens en informatie over dopingcontroles betrokken zijn, moet voldoen aan de beginselen van artikel 19 van de Code.

Art. 18. Zodra het monster geanalyseerd is, wordt het resultaat aan de NADO van de Franse Gemeenschap bezorgd, overeenkomstig artikel 17, §§ 1 en 2, samen met een door het laboratorium aangevuld analyseverslag, waarin met name het voor analyse ingesteld proces en de opvolging wordt beschreven.

De regering bepaalt het model van het analyseverslag van de monsters dat wordt gebruikt door het laboratorium en de procedure voor de verzending van de resultaten, overeenkomstig de internationale norm voor laboratoria.

Art. 19. Na de toepassing van artikel 18 stelt de NADO van de Franse Gemeenschap de geteste sporter in kennis van het resultaat van de analyse.

Onverminderd artikel 20 en met inachtneming van artikel 23, § 1, bepaalt de Regering de inhoud en de modaliteiten van deze kennisgeving, overeenkomstig de eisen van de Internationale standaard voor resultaatbeheer.

Art. 20. § 1. In geval van een abnormaal testresultaat moet, onverminderd artikel 19, de in dat artikel bedoelde kennisgeving:

a) vergezeld gaan van het in artikel 18 bedoelde analyseverslag;

b) het recht van de sporter vermelden om te verzoeken om een analyse van het B-monster door een geaccrediteerd of anderszins door het WADA erkend laboratorium, waarbij de sporter of een vertegenwoordiger van de sporter aanwezig kan zijn, eventueel in aanwezigheid van een deskundige;

c) verduidelijken dat indien geen tegenexpertise wordt aangevraagd, zoals toegestaan onder b), het resultaat van de analyse wordt bevestigd en als definitief abnormaal wordt beschouwd, met als gevolg dat de zaak overeenkomstig § 3, lid 1, onder b), en artikel 23, § 3, voor de toepassing van artikel 23, § 1, wordt voorgelegd aan de CIDD.

De regering bepaalt volgens welke procedure en onder welke voorwaarden die tegenexpertise verloopt, overeenkomstig de internationale norm voor laboratoria.

Onverminderd lid 2 vallen de kosten van deze tegenexpertise ten laste van de sporter indien het resultaat van de analyse van monster A wordt bevestigd.

§ 2. Indien de sporter niet om een tegenexpertise verzoekt of indien de tegenexpertise de abnormale analytische bevinding van het A-monster bevestigt, verstrekt de NADO van de Franse Gemeenschap een tweede en definitieve kennisgeving aan de betrokken sporter, in overeenstemming met de vereisten van de Internationale standaard voor resultaatbeheer en artikel 23, § 1.

In de in lid 1 bedoelde kennisgeving, onverminderd de leden 3 tot en met 6, de NADO van de Franse Gemeenschap:

a) bevestigt het testresultaat en de definitieve afwijking ervan;

b) legt de betrokken sporter bijgevolg een overtreding van de antidopingregel onder artikel 6, 1° of 2°, ten laste;

c) stelt de betrokken sporter in kennis van de verwijzing naar de CIDD overeenkomstig § 3, eerste lid, onder b) en artikel 23, § 3, met het oog op de toepassing van artikel 23, § 1;

d) stelt de betrokken sporter in kennis te van de gevolgen waaraan hij krachtens dit decreet en in overeenstemming met de Code is blootgesteld.

Voorafgaand aan de in lid 1 bedoelde kennisgeving en overeenkomstig artikel 7.3 van de Code, controleert de NADO van de Franse Gemeenschap echter in ADAMS, indien nodig door contact op te nemen met het WADA, of de betrokken sporter zich schuldig heeft gemaakt aan een of meer eerdere overtredingen van de antidopingregel.

Indien bij toepassing van het voorgaande lid blijkt dat de betrokken sporter een of meer eerdere overtredingen van de antidopingregel heeft begaan, wordt hiermee eveneens rekening gehouden en wordt dit door de NADO van de Franse Gemeenschap vermeld in haar in lid 1 bedoelde kennisgeving.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, stelt de Regering de nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

De Regering kan tevens, in overeenstemming met de vereisten van de Internationale standaard voor resultaatbeheer maar onverminderd artikel 23, § 1, beslissen over andere bijkomende elementen die kunnen worden opgenomen in de kennisgeving bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Onverminderd § 2, wanneer het analyseresultaat bevestigd en dus definitief abnormaal is, zal de NADO van de Franse Gemeenschap:

a) het WADA en, in voorkomend geval, de internationale federatie van de sporter en, in voorkomend geval, de NADO van het land of de entiteit waar de sporter verblijft en/of de NADO van het land of de landen waarvan de sporter onderdaan of licentiehouders is, overeenkomstig artikel 14.1, lid 2 van de Code, in kennis te stellen van de vermeende overtreding(en) van de antidopingregel;

b) de betrokken sporter in kennis stellen van de verwijzing naar de CIDD overeenkomstig en artikel 23, § 3, met het oog op de toepassing van artikel 23, § 1.

De regering bepaalt overeenkomstig artikel 13 en de voorschriften van de Internationale standaard voor resultaatbeheer de inhoud en de modaliteiten van de in lid 1, onder a), bedoelde kennisgeving.

§ 4. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de Regering nadere regels vaststellen, alsmede aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

HOOFDSTUK IV. — *Verblijfsgegevens van de sporters*

Afdeling I. — Inlichtingen die door de organisatoren moeten worden meegedeeld

Art. 21. Elke organisator deelt aan de NADO van de Franse Gemeenschap jaarlijks op voorhand en volgens de regels bepaald door de regering de sportmanifestaties of -wedstrijden mee die hij heeft geprogrammeerd en waaraan elitesporters deelnemen, om de planning van de dopingcontroles mogelijk te maken.

Afdeling II. — Verblijfsgegevens die door de elitesporters moeten worden meegedeeld

Art. 22. § 1. In de vorm en volgens de regels bepaald door de regering dienen de elitesporters van de categorieën A en B die deel uitmaken van de doelgroep van de Franse Gemeenschap via publicatie in de gegevensbank ADAMS nauwkeurige en geactualiseerde gegevens over hun verblijf te verstrekken.

Elitesporters in categorie C hoeven geen verblijfsgegevens te verstrekken.

Onverminderd § 4, zesde lid, zijn de lijsten van sportdisciplines die met de categorieën A en B overeenkomen, die welke in bijlage 1 zijn opgenomen.

§ 2. De gegevens die de elitesporters categorie A moeten verstrekken zijn:

- a) hun naam en voorna(a)m(en);
- b) hun geslacht;
- c) het adres van hun woonplaats en, indien dit verschillend is, dat van hun gewone verblijfplaats;
- d) hun telefoonnummer(s) en e-mailadres;
- e) hun discipline en sportteam;
- f) hun sportfederatie;

8° volledige adres van hun verblijfplaats, trainingsplaats, plaats van wedstrijden en sportevenementen tijdens het komende trimester;

g) een tijdvak van 60 minuten waarin de sporter dagelijks op een aangegeven plaats ter beschikking staat voor een onaangekondigde dopingtest.

§ 3. De gegevens die de elitesporters categorie B moeten verstrekken zijn:

- a) hun naam en voorna(a)m(en);
- b) hun geslacht;
- c) hun telefoonnummer(s) en e-mailadres;
- d) hun discipline en sportteam;
- e) hun sportfederatie;
- f) hun uurrooster en plaats van sportwedstrijden en trainingen tijdens het komende trimester;

g) het volledige adres van hun gewoonlijke verblijfplaats voor de dagen dat zij niet op een sportwedstrijd of training zijn tijdens het komende trimester.

Elitesporters in de categorieën A en B kunnen een derde, zoals een coach, begeleider of sportorganisatie, machtigen om namens hen de verblijfsgegevens in te dienen, mits de derde de machtiging aanvaardt.

Niettegenstaande de toepassing van het geval bedoeld in het vorige lid is de sporter uiteindelijk verantwoordelijk voor de juistheid en de bijwerking van de meegedeelde gegevens.

§ 4. Elitesporters van categorie B die hun verblijfsverplichtingen niet nakomen en/of één of meer controles missen, kunnen, na schriftelijke kennisgeving door de NADO van de Franse Gemeenschap en volgens de door de regering vastgestelde procedures, voor een periode van zes maanden in categorie A worden heringedeeld en bijgevolg voor diezelfde periode van zes maanden aan de verblijfsverplichtingen van deze laatste categorie moeten voldoen. Ingeval van een nieuw verzuim tijdens deze termijn van 6 maanden, wordt deze met 12 maanden verlengd, vanaf de datum van de laatste vaststelling van het verzuim.

De elitesporters van de categorie B of C voor wie een tuchtschorsing wordt uitgesproken voor doping of waarvan de prestaties een plotselinge en belangrijke verbetering vertonen, of die ernstige tekens van doping vertonen, kunnen, met inachtneming van de criteria die opgenomen zijn in artikel 4.5.3 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, en volgens door de regering nader te bepalen regels, ertoe gehouden worden de plichten inzake verblijfsgegevens van elitesporters van categorie A na te leven gedurende een periode van maximaal 12 maanden. Deze periode kan met ten hoogste twaalf maanden worden verlengd indien ernstige aanwijzingen van dopinggebruik worden bevestigd en aanhouden.

Sporters tegen wie de NADO van de Franse Gemeenschap ernstige aanwijzingen heeft van dopinggebruik, in het kader van een antidopingonderzoek dat in voorkomend geval wordt uitgevoerd in samenwerking met een of meer andere antidopingorganisaties en/of de politie en/of de gerechtelijke diensten, kunnen, na schriftelijke kennisgeving door de NADO van de Franse Gemeenschap en op de door de regering bepaalde wijze, verplicht worden om gedurende een periode van maximaal 12 maanden te voldoen aan de verblijfsverplichtingen van categorie A. Deze periode kan met ten hoogste twaalf maanden worden verlengd indien ernstige aanwijzingen van dopinggebruik worden bevestigd en aanhouden.

Sporters die op een preselectielijst voor Olympische Spelen, Paralympische Spelen, Europese Kampioenschappen of Wereldkampioenschappen staan, kunnen, na schriftelijke kennisgeving door de NADO van de Franse Gemeenschap en op de door de regering bepaalde wijze, verplicht worden aan de verblijfsverplichtingen van categorie A te voldoen gedurende een periode van maximaal 12 maanden, die niet eerder begint dan 9 maanden voor de betrokken wedstrijd en niet later eindigt dan 3 maanden na de wedstrijd.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, stelt de Regering de nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Overeenkomstig artikel 3, § 6/1, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de voorkoming en bestrijding van doping in de sport, kan de regering, na een met redenen omkleed advies van de Coördinatieraad, ingesteld overeenkomstig artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, de lijsten van de sporttakken vermeld in bijlage 1 en overeenstemmend met de categorieën A, en B, wijzigen

§ 5. Uitgezonderd in geval van overmacht, dient iedere elitesporter van categorie A of B beschikbaar te zijn voor één of meerdere dopingscontroles op de aangeduide verblijfplaats.

§ 6. De regering bepaalt de rechten en plichten van de elitesporters betreffende de melding van hun verblijfsgegevens en de vorm waarin die verblijfsgegevens worden meegedeeld.

§ 7. De verplichtingen bepaald in het huidige artikel worden van kracht vanaf het ogenblik dat de elitesporter ervan verwittigd werd door betekening en tot ontvangst van de betekening van het einde van hun uitwerking, volgens door de regering bepaalde nadere regels.

Indien een elitesporter de naleving van de plichten bedoeld in dit artikel of elk verzuim dat hem zou worden verweten, wil betwisten, bij toepassing van dit artikel, kan hij een beroep tegen de betwiste beslissing instellen bij de CIDD, overeenkomstig en onverminderd artikel 23, § 2.

Het in het voorafgaande lid bedoelde beroep heeft een schorsende werking en wordt ingediend binnen de veertien dagen na de betekening van de betwiste beslissing.

De Regering stelt de nadere regels vast van de procedure voor het in het tweede lid bedoelde beroep.

§ 8. De in dit artikel bepaalde verplichtingen blijven in voege tijdens de volledige periode van schorsing van de elitesporter en hun naleving veronderstelt het recht van de elitesporter om deel te nemen aan nieuwe wedstrijden of sportmanifestaties, na zijn schorsing.

§ 9. Via beveiligde communicatiekanalen en volgens de door de regering bepaalde procedures wordt de volgende informatie ter kennis gebracht van de personeelsleden die belast zijn met de dossiers betreffende de verblijfsverplichtingen van topsporters binnen respectievelijk de NADO van de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

a) elke beslissing om een sporter in de doelgroep van de Franse Gemeenschap op te nemen of uit die doelgroep uit te sluiten, voordat die informatie ter kennis gebracht wordt van de sporter;

b) elk verzuim van een elitesporter van de doelgroep van de Franse Gemeenschap dat te maken heeft met een dopingtest of met de verplichtingen die hij omtrent zijn verblijfsgegevens moet nakomen.

§ 10. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de Regering nadere regels vaststellen, alsmede aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

HOOFDSTUK V. — *Vervolg en sancties*

Art. 23. § 1. Ongeacht zijn of haar aansluiting bij een sportorganisatie, wordt elke sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel wordt beweerd en waarvan de NADO van de Franse Gemeenschap kennis heeft gegeven, disciplinair beoordeeld door het CIDD.

Onverminderd lid 1 is de CIDD een onafhankelijk en onpartijdig hoororgaan in de zin van artikel 8.1, van de code en overeenkomstig de voorschriften van de internationale norm voor resultaatbeheer, dat bevoegd is in eerste aanleg en, in voorkomend geval, in beroep.

§ 2. Onverminderd § 1 is de CIDD ook bevoegd om elk beroep van een topsporter in verband met de verblijfsverplichtingen, zoals bepaald in artikel 22, § 7, tweede en derde lid, te behandelen.

Binnen twee dagen na ontvangst van het beroep als bedoeld in het vorige lid of binnen twee dagen na een eventuele hoorzitting op verzoek van de sporter, vraagt de CIDD een met redenen omkleed advies aan de NADO van de Franse Gemeenschap over de gegrondheid van het beroep en de verstrekte schriftelijke en/of mondelinge toelichting.

De NADO van de Franse Gemeenschap brengt haar met redenen omkleed advies uit en bezorgt het aan de CIDD, per e-mail, binnen de drie dagen na ontvangst van het in de vorige alinea bedoelde verzoek.

De CIDD kan, naar aanleiding van een beroep als bedoeld in lid 1, het bestreden besluit bevestigen of herzien.

De beslissing van de CIDD over een beroep als bedoeld in lid 1 is definitief.

De beslissing van de CIDD, als bedoeld in het vorige lid, wordt schriftelijk meegedeeld aan de sporter en aan de NADO van de Franse Gemeenschap, uiterlijk binnen 14 dagen na ontvangst van het beroep of, indien van toepassing, binnen 14 dagen na het horen van de elitesporter, indien deze gevraagd heeft te worden gehoord om zijn of haar uitleg en eventuele middelen van verdediging te presenteren.

Indien de beslissing van de CIDD niet binnen de in het vorige lid bepaalde termijnen is betekend, wordt de betwiste beslissing geacht te zijn teruggedraaid en wordt er geen schending van de verblijfsverplichting vastgesteld tegen de betrokken elitesporter.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 vindt de verwijzing naar de CIDD in eerste instantie plaats door toezending van een administratief dossier, per e-mail, door de NADO van de Franse Gemeenschap, op dezelfde dag als de betekening aan de sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel wordt aangevoerd, gedaan overeenkomstig § 1, eerste lid.

Het in het vorige lid bedoelde administratieve dossier bestaat uit dezelfde documenten als die waarvan op grond van § 1, eerste lid, kennis is gegeven aan de sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel wordt aangevoerd.

In geval van een vermeende overtreding van de antidopingregel krachtens artikel 6, 1° of 2°, gebeurt de betekening aan de sporter krachtens § 1, eerste lid, zoals bepaald in artikel 20, § 2.

In het in het derde lid bedoelde geval geschiedt de in artikel 20, § 3, eerste lid, onderdeel b, bedoelde aanhangigmaking bij de CIDD, onverminderd het bepaalde in dit lid, op dezelfde wijze als omschreven in het eerste en tweede lid.

Behalve in het in lid 3 bedoelde geval, wordt de betekening aan de sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel wordt aangevoerd overeenkomstig § 1, lid 1:

a) schriftelijk gedaan, in overeenstemming met de vereisten van de Internationale standaard voor resultaatbeheer, maar onverminderd de in § 1, lid 1, vastgelegde beginselregel;

b) geeft de feitelijke elementen aan waarmee de NADO van de Franse Gemeenschap in het betrokken geval rekening heeft gehouden;

c) een uiteenzetting opgenomen van de feiten en het recht op grond waarvan de NADO van de Franse Gemeenschap tot de conclusie is gekomen dat in deze zaak een overtreding van de antidopingregel is begaan;

(d) de beweerde overtreding(en) van de antidopingregel, indien van toepassing op de zaak, vermeld;

e) de sanctie(s) vermeld die in beginsel van toepassing zou(den) zijn ingevolge artikel 10 van de Code en dit besluit indien de vermeende overtreding(en) van de antidopingregel(s) door de CIDD wordt (worden) geconstateerd en derhalve definitief wordt (worden) vastgesteld;

f) in voorkomend geval, verwezen naar deze bepalingen, met uitdrukkelijke vermelding van de geldende beroepsmiddelen, als bedoeld in artikel 5.

g) naar deze bepalingen verwezen, met uitdrukkelijke vermelding van de toepasselijke rechtsmiddelen, zoals bepaald in § 5.

§ 4. Onverminderd en voor de toepassing van § 1, wordt de CIDD erkend als het enige bevoegde antidoping tuchtrechtelijke orgaan in de Franse Gemeenschap dat voldoet aan de algemene voorwaarden en beginselen van artikel 8.1 van de Code, alsmede aan de eisen van de Internationale standaard voor het beheer van resultaten.

Met name voldoet de CIDD aan de volgende voorwaarden en beginselen:

1° het waarborgt de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van zijn tuchtrechters;

2° het ziet erop toe dat de verdedigingsrechten worden geëerbiedigd, met inbegrip van het recht van de sporter of andere persoon tegen wie een mogelijke overtreding van de antidopingregel wordt aangevoerd, om te worden gehoord en om zich op eigen kosten te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een raadsman;

3° het voorziet in een eerlijke en contradictoire hoorprocedure binnen een redelijke termijn;

4° het doet uitspraak en deelt deze binnen een redelijke termijn schriftelijk mee aan de partijen bij de zaak;

5° het motiveert zijn beslissingen, in feite en in rechte;

6° het waarborgt dat elke genomen tuchtrechtelijke beslissing minstens vatbaar is voor beroep door de partijen bedoeld in § 5, eerste lid;

7° het vermeldt in zijn beslissingen de middelen en termijnen voor een eventueel beroep;

8° het waarborgt, ten aanzien van alle partijen in de zaak, dat de beginselen en voorwaarden bedoeld in 1° tot 5° geldig zijn en gelijkelijk van toepassing zijn op het niveau van het beroep, indien van toepassing;

9° het zal alle bepalingen van de Code met betrekking tot de tuchtprocedures en de gevolgen van inbreuken op de antidopingregels respecteren en toepassen, in het bijzonder de artikelen 10 en 13 van de Code, die respectievelijk betrekking hebben op sancties tegen personen en op beroepen;

10° het eerbiedigt en past alle bepalingen van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten toe;

11° het stelt een reglement inzake de tuchtprocedure vast dat in overeenstemming is met de in dit lid bedoelde beginselen en voorwaarden, en past dit reglement toe;

12° tegelijk met de oproeping van de partijen voor de eerste terechtzitting brengt het de in 11° bedoelde procedureregels onder hun aandacht;

13° het zorgt er in het algemeen voor dat de partijen in de zaak voldoende geïnformeerd worden over hun rechten, over de toepasselijke procedures en over de sancties die krachtens de Code en dit besluit kunnen worden opgelegd aan de sporter en/of aan elke andere persoon tegen wie of waarvan een inbreuk op de antidopingregel wordt aangevoerd;

14° het ziet er in voorkomend geval op toe dat de regel bedoeld in artikel 7.4.1 van de Code betreffende de verplichte voorlopige schorsingen wordt nageleefd en toegepast;

15° het leeft de beginselen na die zijn vastgelegd in artikel 7.2.d van de Overeenkomst ter bestrijding van doping ondertekend te Straatsburg op 16 november 1989;

16° het leeft artikel 17 van de Code na en ziet er derhalve op toe dat geen procedure voor een overtreding van de antidopingregel wordt ingesteld tegen een sporter of een andere persoon zonder dat de vermeende overtreding van de antidopingregel binnen tien jaar na de datum van de vermeende overtreding aan de sporter of de andere persoon is meegedeeld.

§ 5. Voor de toepassing van § 1, onverminderd leden 2 en 3 en in overeenstemming met artikel 13 van de Code, dat de regels en beginselen inzake beroep behandelt, hebben de volgende partijen het recht om tegen een in eerste aanleg door de CIDD genomen tuchtrechtelijke beslissing in beroep te gaan bij het beroepsorgaan van de CIDD:

- de sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel is vastgesteld en die door de NADO van de Franse Gemeenschap is geïnformeerd overeenkomstig §§ 1, lid 1 en 3, lid 3 of 5, naargelang van toepassing;

- de andere partij die betrokken is bij de zaak waarin de uitspraak is gedaan;

- in voorkomend geval, de sportorganisatie of nationale sportorganisatie waarbij de sporter of andere persoon is aangesloten;

- in voorkomend geval, de betrokken internationale federatie;

- de NADO van de Franse Gemeenschap en, indien verschillend, de nationale antidopingorganisatie van het land waar de persoon verblijft of van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is;

- in voorkomend geval, de C. I.O. of C.I.P., wanneer de beslissing van invloed kan zijn op de Olympische Spelen of de Paralympische Spelen, met name beslissingen die gevolgen hebben voor de mogelijkheid tot deelname;

- Het WADA, rekening houdend met de specifieke termijnen van artikel 13.2.3.5 van de Code.

In overeenstemming met de artikelen 13.2.1 en 13.2.3.1 van de Code en in afwijking van lid 1 en § 1, lid 2 in fine, kan in gevallen die voortvloeien uit deelname aan een internationaal evenement of in gevallen waarbij sporters op internationaal niveau zijn betrokken, tegen een tuchtrechtelijke beslissing die in eerste aanleg door de CIDD is genomen alleen beroep worden ingesteld bij het TAS door de volgende partijen:

- de sporter of andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregel is vastgesteld en die door de NADO van de Franse Gemeenschap is geïnformeerd overeenkomstig §§ 1, lid 1 en 3, lid 3 of 5, naargelang van toepassing;

- de andere partij die betrokken is bij de zaak waarin de uitspraak is gedaan;

- in voorkomend geval, de betrokken internationale federatie;

- de NADO van de Franse Gemeenschap en, indien verschillend, de nationale antidopingorganisatie van het land waar de persoon verblijft of van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is;

- in voorkomend geval, de C. I.O. of C.I.P., wanneer de beslissing van invloed kan zijn op de Olympische Spelen of de Paralympische Spelen, met name beslissingen die gevolgen hebben voor de mogelijkheid tot deelname;

- Het WADA, rekening houdend met de specifieke termijnen van artikel 13.2.3.5 van de Code.

In overeenstemming met artikel 13.2.3.2 in fine van de Code en onverminderd § 1, lid 2 in fine en lid 1, kunnen het WADA en, indien van toepassing, het C.I.O. of het C.I.P., alsmede de bevoegde internationale federatie, in alle andere gevallen dan die bedoeld in lid 2, ook bij het TAS in beroep gaan tegen een door de CIDD genomen tuchtrechtelijke beslissing.

§ 6. Onverminderd § 4, tweede lid, 4°, brengt de CIDD de partijen bij de zaak en de NADO van de Franse Gemeenschap op de hoogte van de genomen beslissingen en van de identiteit van de eventueel gesanctioneerde personen, zowel in eerste aanleg als in beroep.

De NADO van de Franstalige Gemeenschap deelt vervolgens, via beveiligde communicatiekanalen, de genomen beslissingen en de identiteit van de gesanctioneerde personen, zowel in eerste aanleg als in beroep, mee aan de andere Belgische NADO's, aan het WADA, aan de antidopingverantwoordelijken van de erkende fitnesscentra, alsook aan de sportorganisaties, aan de nationale sportorganisaties en, in voorkomend geval, aan de bevoegde internationale federatie, aan de NADO van het land waar de betrokkene verblijft en/of aan de NADO's van de landen waarvan de betrokkene onderdaan of licentiehouder is, alsook aan de het C.I.O. of het C.I.P., naargelang het geval, wanneer de beslissing een impact kan hebben in verband met de Olympische Spelen of de Paralympische Spelen, in het bijzonder de beslissingen die een impact kunnen hebben op de mogelijkheid om deel te nemen. De NADO van de Franse Gemeenschap meldt deze kennisgeving in ADAMS.

Overeenkomstig de artikelen 14.3.2 en 14.3.5 van de Code, met betrekking tot topsporters en andere personen die een overtreding van de antidopingregel hebben begaan, met uitzondering van amateursporters, minderjarigen, beschermde personen en recreatieve sporters, zal de NADO van de Franse Gemeenschap, onverminderd de voorgaande paragraaf, gedurende één maand of voor de duur van de periode van onverkiesbaarheid, afhankelijk van welke periode het langst is, op haar website ook de naam publiceren van de sporter of andere persoon die wegens doping is geschorst, de sport waarin hij/zij actief is, de antidopingregel die is overtreden, de verboden stof of methode die daarbij betrokken kan zijn, alsmede de opgelegde gevolgen.

Ingevolge artikel 14.3.4 van de Code mag, in elk geval waarin de CIDD hetzij in eerste aanleg, hetzij in beroep tot de bevinding is gekomen dat de sporter of andere persoon geen overtreding van de antidopingregel heeft begaan, het besluit alleen met uitdrukkelijke toestemming van de sporter of andere persoon worden gepubliceerd, hetzij tijdens de hoorzitting, hetzij later schriftelijk na kennisgeving van het besluit van de CIDD.

Wanneer de CIDD een besluit neemt als beschreven in het voorgaande lid, vraagt het de sporter of andere persoon die geen overtreding van het antidopingvoorschrift heeft begaan, of hij ermee instemt dat het besluit dat hem aangaat wordt gepubliceerd, zo nodig door het besluit te anonimiseren.

Indien de sporter of andere persoon zijn toestemming heeft gegeven voor de bekendmaking van de beslissing die hem aangaat, in het geval bedoeld in het vorige lid, wordt deze vervolgens bekendgemaakt op de website van de NADO van de Franse Gemeenschap, indien nodig onder de specifieke voorwaarden die door de betrokken sporter of andere persoon zijn gevraagd.

§ 7. Onverminderd de §§ 1 en 2 wordt binnen de CIDD ook een Commissie van beroep voor de TTN-commissie ingesteld, die bevoegd is in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 5, tweede en vierde lid.

Artikel 10, § 8, is mutatis mutandis ook van toepassing op de kamer van beroep van de TTN-commissie.

Onverminderd het bepaalde in dit lid, stelt de Regering de nadere regels vast, alsmede alle aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

§ 8. Aangezien dit de enige bevoegde tuchtrechtelijke instantie voor dopingbestrijding in de Franse Gemeenschap is, wordt, overeenkomstig en onverminderd de §§ 1 en 4, en tevens rekening houdend met haar aanvullende bevoegdheden als bedoeld in respectievelijk §§ 2 en 7, jaarlijks een subsidie toegekend aan de CIDD om de verdere werking ervan te waarborgen.

De in de vorige alinea bedoelde subsidie laat andere financieringsbronnen onverlet en is bestemd voor de volgende posten:

- a) de honoraria van de tuchtrechters, zowel in eerste aanleg als in beroep;
- b) de honoraria of bezoldiging van de onafhankelijke artsen die zitting hebben in de kamer van beroep van de TTN-commissie, als bedoeld in § 7;
- c) de gehele of gedeeltelijke bezoldiging van één voltijdse of twee halftijdse personen met een juridische opleiding die belast zijn met juridische en administratieve taken voor de CIDD;
- d) alle of een deel van de diverse exploitatiekosten, met inbegrip van de kosten voor computer- en kantoorapparatuur en, in voorkomend geval, huur.

Onverminderd de volgende leden wordt de in lid 1 bedoelde toelage vastgesteld op een basisbedrag van 120.000 euro, onder voorbehoud van de ontwikkeling van de gezondheidsindex en de eventuele indexering van de salarissen.

De CIDD bezorgt de NADO van de Franse Gemeenschap elk jaar, uiterlijk op 15 januari, een beknopt jaarverslag, vergezeld van de nodige bewijsstukken, waarin de eerste in elk geval aan de tweede de stand van zaken van het voorbije jaar meedeelt:

- 1° het aantal van behandelde disciplinaire dossiers, zowel in eerste aanleg als in beroep;
- 2° het aantal beslissingen, in beroep, over de verblijfsvereisten;
- 3° het aantal beslissingen genomen door de Commissie van beroep van de TTN-commissie;
- 4° het exacte bestede bedrag voor de post bedoeld in lid 2, a);
- 5° het exacte bestede bedrag voor de post bedoeld in lid 2, b);
- 6° het exacte bestede bedrag voor de post bedoeld in lid 2, c);
- 7° het exacte bestede bedrag voor de post bedoeld in lid 2, d);

Op basis van het in het vorige lid bedoelde verslag wordt, afhankelijk van het exacte aantal door de CIDD behandelde dossiers, bedoeld in 1° tot 3°, en de exacte bestede bedragen, bedoeld in 4° tot 7°, het in lid 3 bedoelde basisbedrag elk jaar naar boven of naar beneden bijgesteld.

Indien bij toepassing van het bovenstaande lid blijkt dat de werkelijke uitgaven van de CIDD voor een bepaald jaar lager zijn dan het voor datzelfde jaar werkelijk uitgekeerde bedrag, wordt het verschil tussen het werkelijk uitgekeerde bedrag en het totaal werkelijk uitgegeven bedrag in mindering gebracht op het bedrag van de voor het volgende jaar uit te keren subsidie.

Onverminderd het bepaalde in de voorgaande leden wordt de in lid 1 bedoelde subsidie uiterlijk op 15 mei van het betrokken begrotingsjaar door de Regering aan de CIDD overgemaakt.

§ 9. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de regering nadere regels vaststellen, alsmede aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

Art. 24. Onverminderd artikel 23, §1 en andere mogelijke sancties tegen personen zoals bedoeld bij artikelen 9 en 10 van de Code en bij dit decreet, mag, overeenkomstig artikel 10.14.1. van de Code, geen (voorlopig) geschorste sporter of andere persoon gedurende de (voorlopige) schorsingsperiode in geen enkele hoedanigheid deelnemen aan een wedstrijd of sportactiviteit die wordt toegelaten door een ondertekenaar, een lid van de ondertekenaar of een club of een andere organisatie die lid is van een ondertekenaar, behalve aan toegelaten opvoedings- of rehabilitatieprogramma's inzake doping, noch aan wedstrijden die worden toegelaten of georganiseerd door een professionele liga of een organisatie die verantwoordelijk is voor internationale of nationale evenementen, noch aan een elitesportactiviteit of aan een sportactiviteit van nationaal niveau die door de regering of een andere gouvernementele organisatie wordt gefinancierd.

Onverminderd artikel 22, § 8, dat alleen van toepassing is op elitesporters van de categorieën A of B, blijven sporters of andere personen die op grond van het voorgaande lid onverkiesbaar zijn verklaard, onderworpen aan tests en eventuele door een antidopingorganisatie ingediende verzoeken betreffende hun verblijfplaats.

Art. 25. De NADO van de Franse Gemeenschap voert doelgerichte controles uit op alle leden van het betrokken team, wanneer meer dan één van de leden schuldig werd bevonden aan een overtreding van de antidopingregels.

Art. 26. § 1. De NADO van de Franse Gemeenschap legt een administratieve geldboete van 250 € op aan de elitesporter van categorie A die zich, binnen een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de vaststelling van het eerste verzuim, schuldig maakt aan een tweede gemiste test en/of verzuim aan zijn verplichtingen inzake de mededeling van verblijfsgegevens, zoals bepaald in artikel 22.

Afhankelijk van de wegingscriteria en eventuele vrijstellingen die door de regering worden bepaald, legt de NADO van de Franse Gemeenschap een administratieve boete op van 250 tot 1.000 euro aan een sporter of een andere persoon die schuldig is bevonden aan doping na een definitieve tuchtrechtelijke beslissing van de CIDD.

Die boete, bedoeld in het voorgaande lid, wordt verdubbeld in geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de laatste veroordeling.

Wanneer een sporter trouwens schuldig bevonden is aan doping ten gevolge van een tuchtbeslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, schorst de Regering de financiële en/of materiële overheidssteun die hem wordt toegekend, te rekenen vanaf de mededeling van deze beslissing en tot, minstens, het einde van de eventueel uitgesproken schorsing.

§ 2. Naargelang de ernst van de vastgestelde inbreuk(en), op basis van criteria bepaald door de regering, legt de NADO van de Franse Gemeenschap een administratieve geldboete op van 1.000 tot 10.000 euro aan sportorganisaties en organisatoren die de verplichtingen niet naleven, die hen worden opgelegd door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, alsook, in voorkomend geval, door het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsfitnesscentra

Die boete, bedoeld in het voorgaande lid, wordt verdubbeld in geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste veroordeling.

Bovendien kan de NADO van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 12 van de Code, indien na een procedure overeenkomstig lid 1 of in geval van recidive, zoals bepaald in lid 2, wordt vastgesteld dat een sportorganisatie de Code op het gebied waarvoor zij bevoegd is, niet heeft nageleefd, de betrokken sportorganisatie verzoeken alle of een deel van de leden van die sportorganisatie uit te sluiten van toekomstige aangewezen evenementen of van alle evenementen die binnen een bepaalde periode plaatsvinden.

In geval van toepassing van het vorige lid en indien de betrokken sportorganisatie niet reageert op het verzoek dat de NADO van de Franse Gemeenschap tot haar richt, kan deze laatste, in voorkomend geval, de in lid 1 bedoelde procedure tegen de betrokken sportorganisatie toepassen.

§ 3. De Regering bepaalt de administratieve geldboetes die aan een organisator kunnen worden opgelegd als hij met kennis van zaken de inschrijving aanvaardt van een sporter die geschorst is wegens doping voor het door hem georganiseerde evenement of de door hem georganiseerde wedstrijd.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures en de nadere regels voor de kennisgeving van de administratieve beslissingen bedoeld in de §§ 1 tot 3.

Elke administratieve geldboete die uit hoofde van dit decreet wordt opgelegd, wordt geïnd door de NADO van de Franse Gemeenschap en wordt gebruikt voor dopingbestrijdingsdoeleinden, waaronder dopingpreventie, -voorlichting, -bewustmaking en -opvoeding.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de inning van de administratieve geldboetes die met toepassing van dit decreet worden opgelegd.

Art. 27. Onverminderd de toepassing van tuchtsancties uitgesproken door de CIDD en andere straffen gesteld door het Strafwetboek of bijzondere rechtsvoorschriften, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijf tot vijftig euro of met één van die straffen alleen, hij die de bepalingen van artikel 6, 6°, tweede lid, tot 11°, overtreedt.

In geval van herhaling binnen twee jaar na een in kracht van gewijsde gegaan vonnis wegens bovenvermelde overtreding kunnen de straffen worden verdubbeld.

Art. 28. De verboden stoffen en voorwerpen die gebruikt worden om verboden methodes toe te passen, wanneer er een strafrechtelijke inbreuk wordt begaan, worden in beslag genomen en buiten werking gesteld.

Art. 29. § 1. Overeenkomstig artikel 15.1.1 van de Code wordt elke beslissing betreffende een overtreding van een antidopingregel, genomen door een ondertekenende antidopingorganisatie, een beroepsinstantie als gedefinieerd in artikel 13.2.2 van de Code, of door het TAS, na kennisgeving aan de bij de procedure betrokken partijen, automatisch en zonder verdere formaliteiten in de Franse Gemeenschap erkend. Het is bindend voor sporters, sportorganisaties, de

NADO van de Franse Gemeenschap, de CIDD, de organisatoren, de antidopingverantwoordelijken van erkende fitnesscentra en alle andere personen en instellingen die onder dit decreet vallen.

Overeenkomstig de artikelen 15.1.1.1 en 15.1.1.2 van de Code heeft, onverminderd en in overeenstemming met lid 1, elke beslissing uitgesproken door een van de organisaties of instanties bedoeld in lid 1, waarbij een (voorlopige) schorsingsperiode wordt opgelegd, in de Franse Gemeenschap automatisch dezelfde gevolgen als die welke in artikel 24 zijn vastgesteld voor de betrokken sporter of andere persoon tijdens de (voorlopige) schorsingsperiode, naar gelang van het geval.

Overeenkomstig artikel 15.1.1.3 van de Code is, onverminderd en in overeenstemming met lid 1, elke beslissing uitgesproken door een van de organisaties of instanties bedoeld in lid 1, waarbij een overtreding van het antidopingreglement wordt aanvaard, van rechtswege bindend in de Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 15.1.1.4 van de Code, onverminderd en in overeenstemming met lid 1 en, in voorkomend geval, onverminderd lid 2, annuleert elke beslissing van één van de in lid 1 bedoelde organisaties of instanties waarbij resultaten krachtens artikel 10.10 van de Code voor een bepaalde periode nietig worden verklaard, automatisch alle resultaten die door de betrokken sporter of andere persoon gedurende die periode in de Franstalige Gemeenschap zijn behaald.

§ 2. Overeenkomstig artikel 15.1.2 van de Code zijn de automatische erkenning van de beslissingen en de toepassing van de in § 1 bedoelde rechtsgevolgen van toepassing vanaf de vroegste van de volgende twee data:

a) de datum waarop de NADO van de Franse Gemeenschap de kennisgeving van de betrokken beslissing ontvangt; of

b) de datum waarop het betrokken besluit in ADAMS is geregistreerd.

§ 3. Overeenkomstig artikel 15.1.3 van de Code wordt elke beslissing uitgesproken door en ondertekenende antidopingorganisatie, een beroepsinstantie als gedefinieerd in artikel 13.2.2 van de Code, of door het TAS, na kennisgeving aan de bij de procedure betrokken partijen, automatisch en zonder verdere formaliteiten in de Franse Gemeenschap erkend. Het is bindend voor sporters, sportorganisaties, de NADO van de Franse Gemeenschap, de CIDD, de organisatoren, de antidopingverantwoordelijken van erkende fitnesscentra en alle andere personen en instellingen die onder dit decreet vallen.

De in lid 1 genoemde gevolgen zijn van toepassing vanaf de vroegste van de volgende twee data

a) de datum waarop de NADO van de Franse Gemeenschap de kennisgeving van de betrokken beslissing ontvangt; of

b) de datum waarop het betrokken besluit in ADAMS is geregistreerd.

§ 4. Overeenkomstig artikel 15.1.4 van de Code, en in afwijking van § 1, is een beslissing over een overtreding van de antidopingregel die is uitgesproken door een organisatie die verantwoordelijk is voor grote evenementen, in het kader van een versnelde procedure in de loop van een evenement, niet bindend in de Franse Gemeenschap, tenzij de regels van de betrokken organisatie de sporter of andere persoon de mogelijkheid bieden om tegen de beslissing in beroep te gaan volgens een niet-versnelde procedure.

§ 5. Overeenkomstig artikel 15.3 van de code kan een antidopingbeslissing uitgesproken door een organisatie die geen ondertekenaar is, toch erkend worden in de Franse Gemeenschap en dezelfde rechtsgevolgen hebben als deze bedoeld in § 1, op voorwaarde dat de NADO van de Franse Gemeenschap kan aantonen dat de beslissing onder de bevoegdheid van de betrokken organisatie viel en dat de antidopingregels van die organisatie overigens in overeenstemming zijn met de Code.

§ 6. Onverminderd het bepaalde in dit artikel, kan de Regering nadere regels vaststellen, alsmede aanvullende procedures ter verduidelijking of ter vergemakkelijking van de toepassing ervan.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. Onverminderd artikel 31 wordt het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 maart 2015 en 14 november 2018, ingetrokken.

Art. 31. De regering stelt de datum van inwerkingtreding vast en bepaalt de eventuele overgangsbepalingen van dit besluit.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 14 juli 2021.

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie Bruxelles Enseignement"

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire
ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Documenten van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 262-1. - Verslag van de commissie, nr. 262-2 - Aangenomen tekst in de plenaire vergadering, nr. 262-3

Integraal verslag. - Discussie en goedkeuring. - Zitting van 14 juli 2021